

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1960-1961.

REUNION DU 5 JANVIER 1961.

Projet de loi contenant le budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1961. (Crédits : Affaires Etrangères).

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ETRANGERES (1)
PAR M. **MOREAU DE MELEN.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Ce rapport est établi suivant le même plan que ceux des années précédentes, à cette exception près qu'il ne comprendra pas de synthèse sous forme d'introduction. Grandes questions générales d'abord, questions plus particulières ensuite, articles du budget et enfin un résumé de l'activité des Membres du Sénat dans les Organisations Internationales, tels sont les thèmes principaux qui seront développés.

(1) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la Commission :

MM. Struye, président; Busieau, Craeybeckx, Crommen, le comte d'Aspremont Lynden, le baron de Dorlodot, Delhousse, Dekeyzer, de la Vallée Poussin, De Winter, Duviolsart, Gillon, Janssen, Leynen, Machtens, Motz, le baron Nothomb, Orban, Pholien, Rassart, Rolin et Moreau de Melen, rapporteur.

R. A 6005.

Voir :

Document du Sénat :

5-IX (Session de 1960-1961) : Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1960-1961.

COMMISSIEVERGADERING VAN 5 JANUARI 1961.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en van Buitenlandse Handel voor het dienstjaar 1961 (Kredieten : Buitenlandse Zaken).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE ZAKEN (1) UITGEBRACHT
DOOR DE HEER **MOREAU DE MELEN.**

DAMES EN HEREN,

Dit verslag is volgens hetzelfde plan opgemaakt als de vorige jaren, maar alleen met het verschil, dat het ditmaal niet zal worden ingeleid met een synthetisch overzicht. Als voornaamste thema's komen aan de beurt : allereerst de grote algemene vraagstukken, dan vraagstukken van meer bijzondere aard, daarna de artikelen van de begroting en ten slotte een samenvatting van de werkzaamheden van de Senaatsleden in de Internationale Organisaties.

(1) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissie deelgenomen :

De heren Struye, voorzitter; Busieau, Craeybeckx, Crommen, Graaf d'Aspremont Lynden, Baron de Dorlodot, Delhousse, Dekeyzer, de la Vallée Poussin, De Winter, Duviolsart, Gillon, Janssen, Leynen, Machtens, Motz, Baron Nothomb, Orban, Pholien, Rassart, Rolin en Moreau de Melen, verslaggever.

R. A 6005.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

5-IX (Zitting 1960-1961) : Ontwerp van wet.

PREMIERE PARTIE.

QUESTIONS GENERALES.

L'année écoulée a été, pour nous, dominée par les événements du Congo, qui ont douloureusement frappé tous les Belges. Mais les autres problèmes internationaux n'ont pas pour autant perdu de leur importance absolue. Si le Ministre, accédant au vœu de la Commission a, lors de l'examen du Budget, commencé son exposé en décrivant les relations de la Belgique et de l'O.N.U. à propos du Congo, il a rappelé qu'au cours des séances précédentes il avait parlé de la politique belge à l'égard de l'O.T.A.N., des Communautés Européennes et de Benelux. Mieux, il a bien voulu les compléter par des communications relatives aux dernières réunions internationales.

L'ensemble de ces éléments prendra donc place dans cette première partie.

CHAPITRE I.

**Relations de la Belgique et de L'O.N.U.
à propos du Congo.**

I. EXPOSE DU MINISTRE.

Le Ministre a tout d'abord rappelé que le point de départ de la politique gouvernementale avait été le fait de l'indépendance du Congo, mais que le respect de celle-ci n'excluait évidemment pas, de la part de la Belgique, une collaboration indispensable à la vie du nouvel Etat.

Après les événements du début de juillet, l'O.N.U. nous a relevés dans les tâches que nous ne pouvions plus remplir, en matière de maintien de l'ordre public.

Elle est présente au Congo. La Belgique l'est aussi par les fonctionnaires et experts que le Traité d'Amitié y a laissés sous les ordres des autorités locales et par ses entreprises privées. Dans l'intérêt du Congo Indépendant, dans l'intérêt de l'Organisation Internationale elle-même et dans le nôtre, il importe donc de réaliser les conditions favorables à une collaboration efficace qui respecte la souveraineté de ce pays.

C'est l'objectif auquel tendent les efforts du Gouvernement.

Les relations de la Belgique avec l'O.N.U. ont suivi plusieurs étapes.

Au cours de la première, le Gouvernement a tâché de réaliser cette collaboration. Les 12-14 juillet, il a marqué son accord sur la relève de nos troupes. Nous en avons sans doute discuté les modalités, a dit le Ministre, nous avons estimé qu'elle devait avoir lieu d'abord où il y avait danger, pour ne s'étendre qu'ensuite au Katanga. Nous avons enfin rappelé que le statut des bases devait être réservé. Il s'agissait, en somme, d'une reprise de la sécurité. Mais nous avons souhaité cette relève dès juillet.

EERSTE DEEL.

ALGEMENE VRAAGSTUKKEN.

Het afgelopen jaar stond voor ons in het teken van de Congolese gebeurtenissen, die alle Belgen smartelijk hebben getroffen. Maar daarom hebben de andere internationale problemen niets van hun absolute betekenis verloren. Wel heeft de Minister op verzoek van de Commissie, bij de behandeling van de begroting, zijn betoog ingezet met een overzicht van de betrekkingen tussen België en de O.V.V. inzake Congo, maar hij heeft daarbij in herinnering gebracht dat hij op de vorige vergaderingen gesproken had over de Belgische politiek ten aanzien van de N.A.V.O., de Europese Gemeenschappen en Benelux. Meer nog, hij heeft zelfs enkele aanvullende gegevens verstrekt over de laatste internationale vergaderingen.

Al deze gegevens zullen dus ook worden ondergebracht in het eerste gedeelte van het verslag.

HOOFDSTUK I.

**Betrekkingen tussen België en de O.V.V.
inzake Congo.**

I. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER.

De Minister herinnert er allereerst aan dat de regeringspolitiek is uitgegaan van het feit van Congo's onafhankelijkheid, maar dat de eerbiediging van deze onafhankelijkheid niet uitsloot dat België zijn onmisbare werking zou verlenen voor de instandhouding van de nieuw geboren Staat.

Na de gebeurtenissen van begin juli, heeft de O.V.V. van ons de taken overgenomen die wij niet meer konden volbrengen inzake handhaving van de openbare orde.

De O.V.V. is in Congo aanwezig. Ook België is aanwezig dank zij de ambtenaren en de deskundigen die op grond van het Vriendschapsverdrag ter beschikking van de plaatselijke autoriteiten zijn gebleven, en dank zij de private ondernemingen. In het belang van het onafhankelijke Congo, in het belang van de Internationale Organisatie zelf en ook in ons eigen belang, moet een gunstig klimaat worden geschapen voor een vruchtbare samenwerking, waarbij de soevereiniteit van Congo wordt geëerbiedigd.

Dit is het doel dat de Regering nastreeft.

De betrekkingen tussen België en de O.V.V. hebben verschillende fasen gekend.

In de eerste fase heeft de Regering getracht deze samenwerking tot stand te brengen. Op 12 en 14 juli verklaarde zij zich akkoord met de aflossing van onze troepen. Wel hebben wij de modaliteiten ervan besproken, zo zegde de Minister, want wij waren van oordeel dat deze aflossing eerst plaats moet hebben waar gevaar dreigde, en pas daarna in Katanga. Wij hebben er ten slotte op gewezen dat voorbehoud diende te worden gemaakt voor het statuut van de bases. Het kwam er in de grond op aan de veiligheid te herstellen. Maar wij wensten deze aflossing reeds van in de maand juli.

Il est bon de rappeler ici les déclarations faites, de part et d'autre, à cette époque :

A. Par le Ministre des Affaires Etrangères au Conseil de Sécurité, le 20 juillet 1960, résumant les principes qui guidaient l'action du Gouvernement belge et son attitude à l'égard de l'action militaire de l'O.N.U. au Congo :

« 1. L'objectif de l'intervention militaire belge au Congo est d'ordre exclusivement humanitaire.

« 2. Cette intervention a été strictement proportionnée au but poursuivi : la protection de la vie des ressortissants belges.

« 3. Elle est limitée, dans sa portée, par son objet. Elle est bornée dans le temps, étant conçue comme une action de caractère provisoire.

« 4. La Belgique ne poursuit, par son intervention, aucune visée politique, aucune immixtion dans la politique intérieure du Congo.

« 5. En effet, pour nous, l'indépendance du Congo est un fait acquis. Pourquoi l'aurions-nous donnée pour la reprendre, par la bande, quinze jours après ?...

« 6. La Belgique se réjouit que, sous la direction de son Secrétaire Général, l'O.N.U. ait entrepris une action militaire en vue du rétablissement de l'ordre et de la sécurité au Congo.

« 7. Les autorités belges apporteront leur concours à l'action militaire entreprise par l'O.N.U.

« 8. La Belgique procédera au retrait de ses troupes d'intervention aussitôt et dans la mesure où les Nations Unies assureront le maintien de l'ordre et de la sécurité des personnes. Déjà ce principe a reçu un commencement d'exécution, notamment à Léopoldville et nous souhaitons, Monsieur le Secrétaire Général, pouvoir constater bientôt la même situation ailleurs ». (N.U. Coséc. Compte rendu sténogr. Séance 20 juillet 1960. S/PV. 877 p. 72.)

B. Du Secrétaire Général, dans son deuxième rapport au Conseil de Sécurité du 6 août 1960 :

« Les difficultés auxquelles le Conseil fait face n'ont pas leurs racines dans l'attitude de la Belgique concernant le problème tel qu'il est énoncé, puisque le Gouvernement belge acquiesce aux décisions du Conseil de Sécurité, et ne manquera pas en conséquence de donner l'ordre à ses éléments militaires dans la province du Katanga, d'agir conformément aux résolutions telles que la force des Nations-Unies les applique. Cela n'a pas encore été fait. » (S/4417 p. 12).

C. Enfin du Secrétaire Général, au cours d'une séance récente du Conseil de Sécurité, le 7 décembre dernier. Répondant à M. Zorine, Représentant de l'U.R.S.S., à propos du « retrait des troupes belges du territoire congolais », il a dit : « Comme je l'ai rappelé,

Het is goed hier de verklaringen in herinnering te brengen die toentertijd van beide zijden werden afgelegd :

A. Door de Minister van Buitenlandse Zaken in de Veiligheidsraad, die de beginselen van het optreden van de Belgische Regering en haar houding ten opzichte van de militaire actie van de O.V.V. in Congo op 20 juli 1960 als volgt samenvatte :

« 1. De Belgische militaire interventie in Congo is uitsluitend van humanitaire aard.

« 2. Deze interventie is uitsluitend gericht op het beoogde doel : bescherming van het leven der Belgische onderdanen.

« 3. Zij gaat niet verder dan het te bereiken doel en is beperkt in de tijd, aangezien het een voorlopige actie betreft.

« 4. Dit ingrijpen heeft geen politieke oogmerken en België wil zich helemaal niet mengen in de binnenlandse politiek van Congo.

« 5. Want voor ons is de Congolese onafhankelijkheid een voldongen feit. Waarom zouden wij immers de onafhankelijkheid hebben verleend, als wij ze veertien dagen later langs een omweg wilden terugnemen ?

« 6. België is verheugd dat de O.V.V. onder leiding van haar Secretaris-generaal een militaire actie heeft ondernomen om weer orde en veiligheid in Congo te doen heersen.

« 7. De Belgische autoriteiten zullen hun steun verlenen aan de militaire actie van de O.V.V.

« 8. België zal zijn interventiestrijdkrachten terugtrekken naarmate de Verenigde Naties de orde en de veiligheid van de personen weten te verzekeren. Dit principe heeft reeds een begin van uitvoering gekregen, onder meer te Leopoldstad, en wij hopen, Mijnheer de Secretaris-generaal, dat wij deze toestand weldra ook elders mogen zien ontstaan. » (V.N., Veiligheidsraad. Stenografisch verslag. Vergadering 20 juli 1960. S/P.V. 877, blz. 72, vert.)

B. Door de Secretaris-generaal die in zijn tweede verslag aan de Veiligheidsraad van 6 augustus 1960 meldde :

« De moeilijkheden waarmee de Raad te kampen heeft, moeten niet worden gezocht in de houding die België aanneemt ten opzichte van het vraagstuk zoals dit is uiteengezet, aangezien de Belgische Regering instemt met de beslissingen van de Veiligheidsraad en derhalve niet zal nalaten aan haar militaire elementen in de provincie Katanga het bevel te geven, zich te gedragen naar de resoluties zoals de strijdkrachten van de Verenigde Naties die toepassen. Dit is nog niet geschied ». (S/4417, blz. 12).

3. Ten slotte, door de Secretaris-generaal die, tijdens een recente vergadering van de Veiligheidsraad, op 7 december jl., in antwoord op de h. Zorin, Vertegenwoordiger van de U.S.S.R., met betrekking tot « de terugtrekking van de Belgische troepen uit het Con-

le 1^{er} but a été atteint avant la fin d'août et ceux qui se souviennent de l'opération de Suez ne sauraient considérer comme un échec un délai de cinq semaines pour l'accomplissement d'une telle tâche. » (S-PV. 913, p. 27).

La deuxième étape a vu un changement de politique de la part de l'O.N.U., dans la forme d'abord. Un de ses hauts fonctionnaires, malgré la règle de discrétion que lui imposait son statut, s'est permis de faire, pour les téléspectateurs américains, un procès d'intention à notre pays. Si même, a-t-il à peu près dit, la Belgique avait disposé de quinze ans de plus en Afrique, elle n'aurait pas fait de progrès dans la promotion intellectuelle du noir. Un de ses collègues, qui avait été en mission au Congo, a de son côté, publié un article peu favorable à notre pays. Quant au rapport du représentant de l'O.N.U. à Léopoldville, l'Ambassadeur Dayal, il est superflu de rappeler combien il est essentiellement fondé sur des hypothèses ou des faits isolés.

Mais le Secrétaire Général a aussi modifié sa politique elle-même. Au début, il demandait le départ des militaires belges. Dans la lettre qu'il a adressée le 8 octobre dernier au Représentant permanent de la Belgique, il priait le Gouvernement de « retirer » non seulement « tout le personnel militaire, paramilitaire » mais aussi le personnel « civil qu'il a mis à la disposition des autorités du Congo. »

Ecrivant le même jour à M. Tshombe, il allait jusqu'à émettre le souhait de voir « circonscrire le facteur belge » et même de « l'éliminer ». Il semblait de plus viser le secteur privé, car il envisageait, comme un bien, l'hypothèse où les Belges retireraient « aussi tous leurs techniciens à quelque titre qu'ils servent actuellement au Congo. »

Par la suite, il a, sans doute, précisé qu'il s'agissait dans sa pensée, de tous les fonctionnaires belges mis à la disposition des autorités congolaises. Mais il ne dépend pas de la Belgique de mettre fin à ces contrats. C'est au Congo qu'il appartient éventuellement de le faire.

Enfin, le Secrétaire Général a déclaré, dès le 8 octobre, que toute l'aide belge devrait, à « l'exemple de nombreux autres Etats », passer « par l'intermédiaire des Nations-Unies », prétention qui fait bon marché des droits souverains des autorités congolaises, expressément réservés par la résolution du 20 septembre de l'Assemblée Générale. Prétention étrange aussi quand on sait que l'O.N.U. ne recrute jamais un Belge. L'U.N.E.S.C.O. suit la même politique : elle vient de son côté, de faire appel à cinq cents professeurs d'expression française, à la condition qu'ils ne fussent pas de nationalité belge; et dans le domaine judiciaire, il en est de même.

Tout cela a amené le Gouvernement à « marquer le coup ». Il eût été dangereux de laisser passer ces erreurs sans protester. Car le Secrétaire Général eût pu ensuite les tenir comme éléments objectivement acquis.

golese gebied », zeide : « Zoals ik reeds opmerkte, werd het eerste doel vóór einde augustus bereikt en degenen die zich de Suez-operatie nog herinneren, kunnen een termijn van vijf weken voor het vervullen van een dergelijke taak niet als een nederlaag beschouwen (S/P.V. 913, blz. 27).

In de tweede fase kwam er verandering in de politiek van de O.V.V. Allereerst wat de vorm betreft. Een van de hoge O.V.V.-ambtenaren veroorloofde zich, ondanks de geheimhouding die hij volgens zijn statuut moest inachtnemen, de bedoelingen van ons land in twijfel te trekken voor de Amerikaanse televisie. Al had België, zo zei hij ongeveer, in Afrika vijftien jaar meer gehad, dan zou van de intellectuele opgang van de zwarte nog niets in huis gekomen zijn. Verder publiceerde een van zijn collega's, die met een opdracht naar Congo was geweest, een niet zeer gunstig artikel voor ons land. Wat het verslag van de vertegenwoordiger van de O.V.V. te Leopoldstad, ambassadeur Dayal, betreft, het is zeker niet nodig erop te wijzen dat het hoofdzakelijk steunt op veronderstellingen of alleenstaande feiten.

De Secretaris-generaal heeft echter ook zijn politiek zelf gewijzigd. Aanvankelijk eiste hij het vertrek van de Belgische militairen, maar in zijn brief van 8 oktober j.l. aan de Vaste Vertegenwoordiger van België verzocht hij de regering niet alleen « al het militair en paramilitair personeel » terug te trekken, maar ook het « burgerlijk personeel dat hij ter beschikking had gesteld van de Congolese autoriteiten ».

Dezelfde dag ging hij in een brief aan Tshombe zover te wensen dat « de Belgische factor beperkt » en zelfs « uitgeschakeld » zou worden. Meer en meer scheen hij het op de private sector gemunt te hebben, want hij beschouwde het als een goede zaak dat de Belgen « ook al hun technici zouden terugroepen, ongeacht de hoedanigheid waarin zij in Congo werkzaam zijn ».

Later heeft hij weliswaar verklaard dat hij doelde op alle Belgische ambtenaren die ter beschikking van de Congolese autoriteiten waren gesteld. Maar België is niet bevoegd om die kontrakten op te zeggen. Alleen Congo kan dit eventueel.

Tenslotte verklaarde de Secretaris-generaal reeds op 8 oktober dat alle Belgische hulp, « naar het voorbeeld van vele andere Staten », verleend moest worden « door tussenkomst van de Verenigde Naties », waarbij hij geen rekening hield met de soevereine rechten van de Congolese autoriteiten, die in de resolutie van 20 september van de Algemene Vergadering uitdrukkelijk waren voorbehouden. Deze eis is ook bevreemdend, wanneer men weet dat de O.V.V. nooit een Belg aanwerft. De Unesco volgt dezelfde politiek : zij heeft zopas een beroep gedaan op 500 Franstalige leraars, op voorwaarde dat zij geen Belg zijn; op rechtelijk gebied is het juist hetzelfde.

Dit alles heeft de Regering ertoe gebracht te reageren. Het was gevaarlijk deze vergissingen zonder protest te laten voorbijgaan, anders had de Secretaris-generaal die vervolgens als objectief vaststaande gegevens kunnen beschouwen.

Le Ministre précise d'ailleurs, qu'il n'a pas l'intention de proposer que la Belgique quitte l'O.N.U., mais il considère que l'administration de celle-ci doit changer sa position et sa manière. Aussi bien constate-t-il que, depuis ses protestations, les attaques ont cessé et que sur le fond, on se montre un peu plus réaliste.

Enfin — et c'est le décret de la *troisième étape* — le Ministre a eu une longue conversation avec le Secrétaire Général. Il lui a démontré que le Congo avait besoin des Belges comme de l'O.N.U. Celle-ci n'a ni les hommes, ni les moyens financiers nécessaires pour relever ce pays dans tous les secteurs. Il faut donc aller chercher les hommes où ils sont.

Notons qu'au cours d'un récent débat à la Chambre, le Ministre a donné connaissance du vœu qu'il a adressé, le 17 novembre dernier, aux Belges fonctionnaires des autorités congolaises, de les voir coopérer étroitement avec le personnel de l'O.N.U. et d'éliminer les causes de friction par des consultations réciproques. (C.R.A. Chambre 20-12-60, p. 78).

Le Ministre considère donc que la seule politique sage est celle qui permet une collaboration efficace entre la Belgique, le Congo et l'O.N.U. Mais, ajoute-t-il, pas à tout prix. Je m'y attellerai avec acharnement, lorsque les conditions de forme et de fond seront réalisées, c'est-à-dire lorsque le Secrétaire Général nous traitera comme un membre souverain a le droit de l'être et lorsqu'il sera déterminé à résoudre les contradictions de sa politique.

Mon émissaire, poursuit le Ministre, attend qu'on l'invite à New York. M. Hammarskjöld n'a pas repoussé la suggestion; c'est une question de « timing », a-t-il répondu. Maintenant que le débat sur la représentation du Congo est terminé, il est probable que ces conversations pourront être amorcées.

Le Ministre conclut que sa position politique est donc restée inchangée au cours de ces trois étapes.

Assez symptomatique aussi fut le *renversement diplomatique* en faveur de la Belgique. En juillet, nous étions fort isolés. Nos alliés avaient une préoccupation dominante : il fallait que le Secrétaire Général réussisse dans sa mission, pour empêcher un clan d'installer au Congo son influence propre. Il fallait remplir le vide pour éviter tout autre appel.

L'excès de certaines critiques et l'action diplomatique ont amené un revirement, qui s'est traduit d'abord par le communiqué du « State Department » à propos du rapport Dayal, jugé injuste à l'égard de notre pays, ensuite par une cohésion plus grande des Occidentaux et l'appui des Latino-Américains, enfin, par celui des Africains de la Communauté Française. Chez beaucoup de membres, on observait le désir de ne point se laisser manœuvrer par ceux qui semblaient vouloir mettre le Congo sous tutelle ou poursuivre une politi-

De Minister voegt er trouwens aan toe dat hij niet van plan is voor te stellen dat België de O.V.V. zal verlaten, maar hij is van oordeel dat de administratie van deze instelling haar houding en handelwijze moet veranderen. Daarbij constateert hij dat, sinds zijn protest, de aanvallen hebben opgehouden en dat de grond van de zaak met wat meer realisme wordt beoordeeld.

Tenslotte — en dit is de *derde fase* — heeft de Minister een langdurig onderhoud gehad met de Secretaris-generaal en heeft hij hem duidelijk gemaakt dat Congo zowel de Belgen als de O.V.V. nodig heeft. Deze organisatie heeft noch de mensen, noch de financiële middelen, die nodig zijn om alle sectoren van Congo weer op gang te brengen. De mensen moeten dus daar gehaald worden waar zij te vinden zijn.

Wij stippen aan dat de Minister in een recent debat aan de Kamer heeft medegedeeld hoe hij zich op 17 november j.l. tot de Belgische ambtenaren van de Congolese autoriteiten had gericht met de wens dat zij nauw zouden samenwerken met het personeel van de O.V.V. en de oorzaken van wrijving door wederzijdse raadpleging uit de weg ruimen (B.V., Kamer 20 december 1960, blz. 78).

De Minister is van oordeel dat de enige verstandige politiek gelegen is in een doelmatige samenwerking tussen België, Congo en de O.V.V. Maar niet tot elke prijs, voegt hij eraan toe. Ik zal mij daarom hardnekkig inspannen wanneer de voorwaarden, zowel wat de vorm als wat de grond betreft, vervuld zullen zijn, d.w.z. wanneer de Secretaris-generaal ons zal behandelen als een volwaardig lid en wanneer hij vastbesloten zal zijn de tegenstrijdigheden in zijn politiek op te heffen.

Mijn gezant wacht op een invitatie uit New York, vervolgt de Minister. De h. Hammarskjöld heeft die suggestie niet verworpen, maar geantwoord dat het een kwestie van timing is. Nu het debat over de vertegenwoordiging van Congo is afgesloten, zullen die besprekingen waarschijnlijk kunnen aanvangen.

De Minister verklaart dat zijn politieke houding in de drie fasen ongewijzigd is gebleven.

Vrij tekenend was ook de *diplomatieke ommekeer* ten gunste van België. In juli stonden wij nagenoeg alleen. Onze bondgenoten vroegen slechts dat de Secretaris-generaal in zijn opdracht zou mogen slagen om te beletten dat een bepaalde klik in Congo haar eigen invloed zou doen zegevieren. Het vacuum moest gevuld worden om een beroep op anderen te voorkomen.

De scherpte van een bepaalde kritiek en de diplomatieke actie hebben het getij doen keren, wat voor het eerst tot uiting kwam in het communiqué van het State Department over het rapport Dayal, dat als onrechtvaardig tegenover ons land werd beschouwd, vervolgens in een geslotener houding van de Westerse mogendheden en de steun, eerst van de Latijns-Amerikaanse landen, later ook van de Afrikaanse Staten van de Franse Gemeenschap. Bij vele leden was het verlangen merkbaar, zich niet op sleptouw te laten nemen

que visant à replacer au pouvoir un homme dont l'action avait aggravé le chaos.

Quant aux dernières résolutions de l'Assemblée Générale elle-même, retenons en, a dit le Ministre, que celle-ci a reconnu implicitement que le rapport Dayal constituait un élément insuffisant, car elle a ajourné le débat relatif au Congo à raison du départ imminent, disait-on, d'une commission de membres africains pour Léopoldville.

Le deuxième fait à souligner est l'installation de la délégation de M. Kasavubu au banc réservé à son pays. C'est un événement important. Il eût été grave en effet, pour le Congo, de priver le Chef universellement reconnu de la République, de l'influence qui s'attache à la présence effective de délégués officiels parmi ceux des Nations-Unies. Et ce n'est pas commettre une ingérence que de s'en réjouir.

*
**

II. DISCUSSION.

Cet exposé a été suivi de nombreuses interventions.

1^{er} Un Membre a critiqué la position prise par le Gouvernement à l'égard de l'O.N.U., tout en reconnaissant que celle-ci avait des torts à notre endroit.

1. Les lettres de M. Hammarskjöld, a-t-il dit, étaient certes excessives. Il a souligné ce qu'elles avaient de déraisonnable lorsqu'elles exigeaient le rappel massif et soudain des fonctionnaires de nationalité belge. Ce départ serait en effet contraire aux nécessités les plus élémentaires du Congo et plongerait ce pays dans une nouvelle crise effroyable.

Mais il serait disposé à croire que le Secrétaire Général a demandé plus qu'il ne souhaitait, pour obtenir un minimum.

2. Il admet aussi que, dans la procédure suivie et dans l'appréciation des faits, l'administration de l'O.N.U. a manqué d'objectivité et est sortie du cadre normal des attributions d'un Secrétariat Général, usant même de toutes les initiatives que la Charte lui abandonne. Il n'est donc pas question d'acquiescer à ces lettres et le Gouvernement devait protester.

Par contre, a-t-il poursuivi, il faut avoir l'objectivité de rechercher s'il n'y a pas de causes, qui nous soient imputables, à la mauvaise humeur des fonctionnaires de l'O.N.U. Un ancien Ministre a parlé récemment de la faute que nous avons commise en tenant rigoureux-

door degenen die Congo onder voogdij schenen te willen plaatsen of een politiek te voeren die erop gericht was, een man, wiens optreden de chaos vergroot had, opnieuw aan het bewind te brengen.

Wat de jongste resoluties van de Algemene Vergadering zelf betreft, moeten wij onthouden, aldus de Minister, dat deze stilzwijgend heeft erkend, dat het verslag Dayal een onvoldoende element was, want zij heeft het debat over Congo uitgesteld omdat, zei men, een commissie van Afrikaanse leden op het punt stond naar Leopoldstad te vertrekken.

Het tweede opmerkenswaardig feit is dat de delegatie van de h. Kasavubu op de voor Congo bestemde bank werd geïnstalleerd. Een belangrijke gebeurtenis, want het zou erg zijn geweest voor Congo, als aan het algemeen erkende hoofd van de Republiek de invloed werd ontnomen die uitgaat van de daadwerkelijke aanwezigheid van officiële afgevaardigden in de Verenigde Naties. En zich daarover verheugen is geen inmenging.

*
**

II. — BESPREKING.

Na deze uiteenzetting namen vele leden het woord.

1^o Een lid bracht kritiek uit op het standpunt van de regering ten aanzien van de O.V.V., al erkende hij dat deze ons onrecht had aangedaan.

1. De brieven van de h. Hammarskjöld, verklaarde hij, gingen zeker te ver. De eis om alle ambtenaren van Belgische nationaliteit onmiddellijk terug te roepen, was onredelijk, want dit zou in strijd zijn met de elementaire behoeften van Congo en dit land in een vreselijke nieuwe crisis storten.

Spreker was geneigd te geloven dat de Secretaris-generaal meer heeft gevraagd dan hij verlangde, dit om een minimum te verkrijgen.

2. Hij gaf ook toe dat de administratie van de O.V.V. in de gevolgde procedure en bij de beoordeling van de feiten niet objectief is geweest en het normale kader van de bevoegdheden van een Secretaris-generaal, zelfs wanneer het gebruik maakt van alle initiatieven die het ingevolge het Handvest bezit, te buiten is gegaan. Er is dus geen sprake van met deze brieven in te stemmen en de Regering moest protest aantekenen.

Maar aan de andere kant moet men ook objectief nagaan of de kwade luim van de O.V.V.-ambtenaren niet te wijten is aan feiten waarvan wij de oorzaak zijn. Een oud-minister heeft onlangs gezegd dat wij een fout hadden begaan door alle internationale orga-

sement à l'écart toutes les organisations internationales. Avec intransigeance, avec une sorte de suffisance, a-t-il déclaré, nous leur refusons toute explication. Est-ce que cela n'est pas de nature à expliquer certaines réactions ?

3. Vous avez eu tort, dit le même Membre, de mettre en garde les Nations-Unies contre toute *ingérence* dans les affaires intérieures du Congo. C'est à ses habitants, à ses gouvernants à le faire, et non à vous.

4. Le même Commissaire a rappelé aussi qu'il avait publiquement justifié l'intervention militaire belge de juillet; mais il a ajouté que, par notre insistance à n'admettre de relève au *Katanga qu'en dernier lieu*, nous sommes, à son sens, attirés une nouvelle résolution du Conseil de Sécurité, nous imposant le retrait immédiat de nos troupes. Et cela a fait là-bas fâcheuse impression.

5. D'autre part, si les Nations-Unies à Léopoldville et à Elisabethville se heurtent à des *conseillers belges*, on sait que, ceux-ci ont été recrutés, sans intervention de notre Gouvernement, grâce aux relations personnelles des dirigeants congolais. Il est donc déplaisant de nous en rendre responsables. Cependant, ajoute ce Membre, tous ceux qui ont joué, à un certain moment, un rôle de conseiller au Katanga, n'ont pas été dans ce cas.

6. La présence de belges dans la *gendarmerie locale*, participant à certaines expéditions punitives vers le Nord, a provoqué des réactions chez les adhérents de la Balubakat contre les colons belges.

Ils sont sans doute sous les ordres des autorités kantangaises, mais leur situation est hybride. Et cela provoque des critiques tant à Léo qu'à l'O.N.U.

7. Enfin, le même Membre estime qu'il n'était pas raisonnable de mettre dans la balance notre collaboration avec les Nations-Unies. Il comprend des gestes de mauvaise humeur comme en a eus la France, dont les représentants n'assistaient pas aux séances où l'on discutait de l'affaire algérienne, par exemple. Mais *quitter l'O.N.U.*, alors qu'en 1945 la Belgique défendait le principe de l'universalité de l'institution, serait vraiment regrettable.

Ce serait d'ailleurs retomber dans l'isolement. Les Américains notamment, essayent, par l'Organisation, d'assainir les relations internationales et il est probable que M. Kennedy le fera plus encore que son prédécesseur. Demeurons donc attachés à l'O.N.U. tout en discutant fermement avec elle. Les faits travaillent pour nous. Le Congo va réclamer de plus en plus notre concours. M. Hammarskjöld devra nous donner raison. Il ne pourra plus longtemps maintenir sa position.

Un autre Membre pense, à ce sujet, que le Ministre a adopté une attitude dure pour pouvoir négocier dans de meilleures conditions. Il est difficile de dire jusqu'où il fallait pousser le système, mais il croit qu'on est allé trop loin.

nisaties buiten de zaak te houden. Met onverzettelijkheid, met een soort zelfgenoegzaamheid, zei hij, weigerden wij hun elke opheldering. Kan dit sommige reacties niet verklaren ?

3. U hebt ongelijk gehad, aldus hetzelfde lid, de Verenigde Naties te waarschuwen voor een *inmenging* in de binnenlandse aangelegenheden van Congo. Dit is de rol van de inwoners, van de bewindslieden van Congo, niet de uwe.

4. Hetzelfde lid herinnerde er ook aan dat hij het Belgische militaire optreden in juli 11. in het openbaar had gebillijkt, maar dat ons aandringen om slechts *in laatste instantie in Katanga* te worden afgelost, een nieuwe resolutie van de Veiligheidsraad had uitgelokt, waarbij de onmiddellijke terugtrekking van onze troepen bevolen werd. En dat heeft ginder een slechte indruk gemaakt.

5. Aan de andere kant is het bekend dat de *Belgische adviseurs* met wie de Verenigde Naties te Leopoldstad en te Elisabethstad in botsing kwamen, buiten toedoen van onze Regering werden aangesteld dank zij de persoonlijke relaties van de Congolese leiders. Het is dus niet prettig dat wij daarvoor verantwoordelijk worden gesteld. Volgens dit lid waren echter niet alle personen, die op zeker ogenblik de rol van adviseur in Katanga hebben gespeeld, in dat geval.

6. De aanwezigheid van Belgen bij de *plaatselijke rijksmacht*, die deelnemen aan strafexpedities in het Noorden, heeft bij de aanhangers van de Balubakat reacties verwekt tegen de Belgische kolonisten.

Zij staan wel onder de bevelen van de Katangese autoriteiten, maar hun positie is dubbelzinnig. En dat leidt tot kritiek, zowel te Leopoldstad als in de O.V.V.

7. Tenslotte achtte hetzelfde lid het niet redelijk onze samenwerking met de Verenigde Naties in de weegschaal te werpen. Hij begrijpt sommige uitingen van kwaad humeur, zoals bij voorbeeld bij de Fransen, toen de Algerijnse kwestie ter sprake kwam en de vertegenwoordigers van Frankrijk niet op de vergadering aanwezig waren. Maar het zou jammer zijn als België, dat in 1945 het principe van de algemeenheid van de O.V.V. verdedigde, *thans de instelling zou verlaten*.

Zo zouden wij ons trouwens alleen maar afzonderen. De Amerikanen o.m. pogen, via de Organisatie, de internationale betrekkingen gezond te maken en waarschijnlijk zal de h. Kennedy dit nog meer doen dan zijn voorganger. Laten wij dus aan de O.V.V. gehecht blijven, doch tevens vastberaden met haar in discussie treden. De feiten werken voor ons. Congo zal steeds meer onze medewerking inroepen. De h. Hammarskjöld zal ons gelijk moeten geven. Hij zal zijn standpunt niet lang meer kunnen handhaven.

Een ander lid meende dat de Minister in dit verband een strakke houding heeft aangenomen om onder betere voorwaarden te kunnen onderhandelen. Het is moeilijk te zeggen tot waar men daarin kan gaan, maar naar zijn oordeel is men te ver gegaan.

8. Il estime aussi qu'il faut tâcher d'obtenir une plus grande *coordination* entre les Belges et les fonctionnaires des Nations-Unies.

9. Suivant un troisième, l'action du Gouvernement a été gênée par les *réactions sentimentales* de l'opinion publique belge. Celle-ci, qui était à l'époque hostile à l'O.N.U., connaît mal l'institution et l'on peut se demander si le Gouvernement s'est suffisamment efforcé de lui expliquer les événements et les raisons de ces décisions.

Il ajoute que si nous devons être fermes dans nos relations avec les Nations-Unies, il faut que nous précisions clairement notre politique à leur égard et celle-ci doit être de rechercher leur collaboration.

REPONSES DU MINISTRE.

1. Il est possible que le Secrétaire Général ait *demandé plus* qu'il ne souhaitait pour obtenir un minimum. Mais le Ministre pense qu'en cette matière, force lui était de tenir compte d'abord des exigences expressément formulées.

2. Le Gouvernement, dit ensuite le Ministre, n'a *nullement tenu les Organisations Internationales à l'écart* des questions congolaises.

En ce qui concerne l'O.N.U., il a demandé dès le début son concours pour le maintien de l'ordre.

Notons que, dans son intervention du 13 juillet au Conseil de Sécurité, notre Représentant Permanent auprès des Nations-Unies a déclaré qu'il avait, le matin même, porté à la connaissance du Secrétaire Général que la Belgique demandait et souhaitait une aide militaire de l'Organisation. (N.U. Cosécure. Compte rendu sténogr. séance 13 juillet 1960, S-PV. 873, p. 122).

Le Gouvernement a ensuite accepté la relève de nos troupes là même où les circonstances locales de sécurité ne l'exigeaient pas. Et il a négocié avec l'organisation les conditions du retrait vers les bases puis vers la Belgique.

L'O.T.A.N. d'autre part a été tenue au courant des développements de l'affaire, bien que le Congo sorte de l'aire géographique atlantique.

Certaines critiques ayant été formulées à cet égard par la presse, le rapporteur a demandé au Ministre de les rencontrer. Celui-ci a pensé que le meilleur était de se référer à la mise au point faite récemment à ce sujet par M. Spaak, Secrétaire Général de l'institution. Il en a communiqué le texte à la Commission, tel qu'il a été repris dans la presse : « Je voudrais, a dit M. Spaak au journaliste qui l'interrogeait, dissiper une équivoque. J'ai, en effet, fait des déclarations qui furent mal interprétées en Belgique. Dans mon esprit, il n'était pas question de critiquer le gouvernement belge. J'ai seulement constaté que les consultations au

8. Hij vond ook dat men moet trachten te komen tot meer *coördinatie* tussen de Belgen en de ambtenaren van de Verenigde Naties.

9. Volgens een derde lid werd de Regering in haar actie gehinderd door de *sentimentele reacties* van de Belgische openbare mening. Deze laatste was destijds de O.V.V. vijandig gezind, maar kent deze instelling slecht en men kan zich afvragen of de Regering zich wel genoeg heeft ingespannen om haar de gebeurtenissen en de redenen van die beslissingen uit te leggen.

Hij voegde eraan toe dat wij wel kordaat moeten zijn in onze betrekkingen met de Verenigde Naties, maar onze politiek te hunnen opzichte klaar en duidelijk dienen te bepalen; deze moet erop gericht zijn hun medewerking te verkrijgen.

ANTWOORDEN VAN DE MINISTER.

1. Het is mogelijk dat de Secretaris-generaal *meer heeft gevraagd* dan hij verlangde, om een minimum te verkrijgen. Doch de Minister denkt dat hij in deze aangelegenheid niet anders kon dan rekening te houden met de uitdrukkelijk gestelde eisen.

2. De Regering, zo vervolgde de Minister, heeft de *Internationale Organisaties geenszins buiten de Congolese zaken gehouden*.

Wat de O.V.V. betreft, heeft zij van in den beginne haar medewerking gevraagd voor de handhaving van de orde.

Er zij op gewezen dat onze Vaste Vertegenwoordiger bij de Verenigde Naties is zijn rede van 13 juli in de Veiligheidsraad verklaarde dat hij diezelfde ochtend de Secretaris-generaal ervan in kennis had gesteld, dat België militaire hulp van de Organisatie wenste (V.N. Veiligheidsraad, Stenografisch verslag, vergadering 13 juli 1960, S.P.V. 873, blz. 122, vert.).

De Regering heeft vervolgens aanvaard om onze troepen ook uit die plaatsen terug te trekken waar de veiligheid het niet absoluut vereiste. En zij heeft met de Organisatie onderhandeld nopens de modaliteiten van de overbrenging naar de bases en vervolgens naar België.

Verder werd de N.A.V.O. op de hoogte gehouden van het verloop van de zaak, hoewel Congo geografisch niet tot de Atlantische Gemeenschap behoort.

Aangezien de pers daarop kritiek heeft uitgebracht, heeft de verslaggever nadere ophelderingen gevraagd. De Minister vond dat hij niet beter kon doen dan te verwijzen naar de rechtzetting die in dit verband onlangs werd gedaan door de h. Spaak, Secretaris-generaal van de N.A.V.O. Hij heeft aan de Commissie kennis gegeven van de tekst zoals deze in de pers is verschenen : Ik zou, zo verklaarde de h. Spaak aan de journalist die hem ondervroeg, een misverstand uit de weg willen ruimen. Ik heb inderdaad verklaringen afgelegd die in België verkeerd zijn begrepen. Het lag niet in mijn bedoeling de Belgische regering te heke-

sein de l'O.T.A.N. ne sont pas toujours suffisantes. »
« J'ai cité, à ce propos, l'exemple belge en ce qui concerne le Congo, mais en ajoutant que la Belgique n'a pas agi autrement que les autres pays de l'Alliance. Bien plus, lorsque le Ministre Wigny faisait à l'O.T.A.N. des déclarations sur la politique belge à l'égard du Congo, aucun pays n'a jamais insisté pour donner son avis. Il n'y a jamais eu de vraies consultations. »

Quant à nos partenaires de Benelux, le Ministre ajoute qu'il les a toujours tenus au courant.

3. Au reproche d'avoir mis les Nations-Unies en garde contre toute *ingérence* dans les affaires intérieures du Congo, le Ministre a répondu que cette idée est très populaire dans les milieux africains. Ceux-ci estiment en effet que si le Congo ne peut plus choisir que des fonctionnaires de l'O.N.U., il perdra une partie de son indépendance et de sa souveraineté. Monsieur Hammarskjöld n'a-t-il d'ailleurs pas écrit à peu près à M. Tshombe : Le jour où vous n'auriez plus que des fonctionnaires internationaux, vous devriez d'urgence reconsidérer votre politique.

Cette susceptibilité légitime est générale dans le Congo et dans les pays d'Afrique récemment arrivés à l'indépendance.

4. Quant à la critique du même Membre au sujet de « notre insistance » à ne vouloir être relevés au *Katanga qu'en dernier lieu*, le Ministre considère qu'au début, l'effort de l'O.N.U., qui n'était encore que peu important, devait logiquement se porter d'abord là où il y avait danger grave. Mais il a toujours affirmé la volonté de la Belgique de retirer ses troupes dès que la sécurité de ses ressortissants serait assurée.

Interpellé par le rapporteur, il a précisé que, le 8 août, évoquant le repli de nos troupes sur les bases du *Katanga*, il avait déclaré au Conseil de Sécurité : « Là, comme ailleurs, nous sommes intervenus pour le même et invariable motif... Dès que la sauvegarde de nos concitoyens est assurée d'une façon ou d'une autre, nous replions nos hommes sans délai... » (S/P.V. 885, p. 12).

Il a en outre rappelé qu'après les incidents survenus entre le Secrétaire Général et M. Tshombe, ceux-ci se sont rencontrés à Elisabethville, de même que les chefs de la force des Nations-Unies et nos représentants, et que deux communiqués ont été publiés à l'issue de ces réunions le 13 août 1960. Ils étaient rédigés comme suit :

a) « Les participants ont fait un tour d'horizon en suivant les résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité. Ils ont porté une attention spéciale aux modalités d'implantation des forces des Nations-Unies au Katanga. Ils ont pris note du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures qui s'applique aux activités des forces de l'O.N.U., ainsi que le Conseil de Sécurité le dit explicitement dans sa résolution du 9 août. »

len. Ik heb er enkel op willen wijzen dat het overleg in de N.A.V.O. niet altijd voldoende is. Ik heb in dit verband gewezen op het Belgische voorbeeld inzake Congo, maar eraan toegevoegd dat België niet anders heeft gehandeld dan de overige landen van de Gemeenschap. Wat meer is, wanneer Minister Wigny in de N.A.V.O. verklaringen aflegde inzake de Belgische politiek ten aanzien van Congo, heeft geen enkel land er ooit op aangedrongen om zijn advies te mogen geven. Nooit heeft er een werkelijk overleg plaats gehad.

Ook onze Beneluxpartners heeft de Minister, naar hij verklaarde, steeds op de hoogte gehouden.

3. Op het verwijt dat wij de Verenigde Volken hebben gewaarschuwd voor *inmenging* in de Congolese binnenlandse aangelegenheden, heeft de Minister geantwoord dat dit idee zeer populair is in Afrikaanse kringen. Deze zijn namelijk van oordeel dat Congo een gedeelte van zijn onafhankelijkheid en soevereiniteit zal verliezen als het nog alleen U.N.O-ambtenaren mag kiezen. Heeft de h. Hammarskjöld zich overigens niet ongeveer in dezelfde zin uitgelaten in een brief aan de h. Tshombé : Als het ooit zo ver komt dat U nog alleen internationale ambtenaren hebt, zult U dringend uw politiek moeten herzien.

Deze gewettigde bezorgdheid is algemeen in Congo en in de Afrikaanse landen die pas onafhankelijk zijn geworden.

4. Tegenover de kritiek van hetzelfde lid op « ons aandringen » om in *Katanga slechts in laatste instantie* te worden afgelost, is de Minister van oordeel dat, aangezien de O.V.V.-inspanning in het begin nog niet zeer belangrijk was, ze dus logischerwijze daar diende te worden aangewend waar ernstig gevaar bestond. Maar hij heeft steeds België's wil te kennen gegeven om zijn troepen terug te trekken zodra de veiligheid van zijn onderdanen zou zijn verzekerd.

Ondervraagd door de verslaggever, wees hij erop dat hij, in verband met de terugtrekking van onze troepen naar de bases in *Katanga* op 8 augustus reeds in de Veiligheidsraad had verklaard : « Wij hebben *daar*, zoals elders, ingegrepen om dezelfde, onveranderde reden. Zodra de veiligheid van onze medeburgers op welke wijze ook verzekerd is, trekken wij onze manschappen onverwijld terug. » (V/P.V. 855, blz. 12, vert.).

Hij heeft er bovendien op gewezen dat na de incidenten tussen de Secretaris-generaal en de h. Tshombé, dezen elkaar hebben ontmoet te Elisabethstad, evenals de hoofden van de U.N.O.-strijdmacht en onze vertegenwoordigers en dat na afloop van deze bijeenkomsten op 13 augustus 1960 twee communiqués werden uitgegeven, die luiden als volgt :

a) « De deelnemers hebben de toestand onderzocht in het licht van de door de Veiligheidsraad goedgekeurde resoluties. Zij hebben bijzondere aandacht besteed aan de vestigingsmodaliteiten van de UNO-strijdkrachten in Katanga. Zij hebben akte genomen van het beginsel van niet-inmenging in de binnenlandse aangelegenheden; dit beginsel is toepasselijk op de activiteiten van de UNO-strijdkrachten, overeenkomstig de uitdrukkelijke resolutie van de Veiligheidsraad van 9 augustus. »

b) « Les représentants militaires qui ont accompagné le Secrétaire Général des Nations-Unies ont fait des arrangements pour l'implantation des forces de l'O.N.U. et ont examiné avec les représentants de la Belgique le retrait des forces belges au fur et à mesure de l'arrivée du contingent des Nations-Unies. »

5. Si le Gouvernement belge a envoyé un *représentant à Elisabethville* et l'y a maintenu un certain temps, c'est à raison de la situation de fait créée dans cette région et de la présence de nombreux ressortissants belges au Katanga. Ce représentant n'avait d'ailleurs pas qualité d'ambassadeur.

Qu'il y ait d'autre part des *conseillers belges* qui n'envisagent pas favorablement de collaborer avec les Nations-Unies, c'est possible, tout en étant fâcheux, a dit le Ministre. Mais ces conseillers ont été librement choisis par les autorités locales. Et le Ministre, comme il est rappelé plus haut, leur a manifesté expressément son désir de les voir coopérer avec les fonctionnaires internationaux.

6. Quant aux deux cents officiers, sous-officiers et soldats de nationalité belge qui servent dans la *gendarmérie katangaise*, le Ministre demande à ceux qui critiquent cette présence, non imputable au Gouvernement, s'ils acceptent de prendre la responsabilité des événements qui suivraient sans doute leur départ. M. Dayal n'insiste-t-il pas, dans son dernier rapport, sur le manque de sécurité qui affecte les autres régions ? En réalité, ces quelques hommes aident à maintenir l'ordre public. Qu'advierait-il s'ils se retireraient ?

7. En ce qui concerne la menace de *quitter l'O.N.U.*, le Ministre réaffirme sa position : la Belgique doit collaborer avec les Nations-Unies.

Mais leur administration sort indiscutablement de son rôle en voulant monopoliser non seulement l'aide militaire, mais également l'assistance technique au Congo. Le Gouvernement l'a fait observer au Secrétaire Général dès le 28 octobre 1960.

Et si, en novembre, poursuit le Ministre, j'ai fait de nettes réserves, c'est que le Secrétaire Général s'était mis dans son tort. Collaborer, certes. Mais pas à n'importe quel prix. La Belgique a été publiquement insultée par des fonctionnaires de l'O.N.U., le Secrétaire Général a parlé d'éliminer le facteur belge du Congo, cela n'est pas admissible. Nous ne pouvons accepter cette discrimination.

Etait-ce, comme l'a dit un Commissaire, aller trop loin que de le dire ? Le Ministre ne le pense pas.

Au sujet du même problème, un autre Membre a posé la question que voici : « Quels sont les *arguments juridiques* par lesquels la Belgique pourrait justifier un éventuel retrait des Nations Unies ? »

b) De militaire vertegenwoordigers die de Secretaris-generaal van de O.V.V. vergezelden, hebben maatregelen getroffen voor de vestiging van de UNO-strijdkrachten en hebben met de vertegenwoordigers van België de terugtrekking onderzocht van de Belgische strijdkrachten naarmate van de aankomst van het UNO-contingent ».

5. De Belgische Regering heeft een *vertegenwoordiger naar Elisabethstad gezonden* en hem aldaar een tijd lang gehouden om reden van de in dat gewest heersende feitelijke toestand en van de aanwezigheid van talrijke Belgische onderdanen in Katanga. Deze vertegenwoordiger had overigens niet de hoedanigheid van ambassadeur.

Dat er anderzijds *Belgische adviseurs* zijn die niet gaarne samenwerken met de Verenigde Volken, is best mogelijk, hoewel ik zulks betreur, zei de Minister verder. Deze adviseurs werden evenwel door de plaatselijke autoriteiten vrij gekozen. En de Minister heeft, zoals reeds gezegd, hun op het hart gedrukt om met de internationale ambtenaren samen te werken.

6. Inzake de tweehonderd officieren, onderofficieren en soldaten van Belgische nationaliteit, die bij de *Katangese rijksmacht* dienen, vraagt de Minister aan hen die op deze aanwezigheid, waarvoor de Regering niet aansprakelijk is, kritiek oefenen, of zij de verantwoordelijkheid willen dragen voor wat er misschien na hun vertrek zou gebeuren. Wijst de h. Dayal in zijn laatste rapport niet op het gebrek aan veiligheid in de andere gewesten ? In werkelijkheid helpen deze enkele manschappen de openbare orde handhaven. Wat zou er gebeuren als zij zich terugtrokken ?

7. Wat de bedreiging betreft *de O.V.V. te zullen verlaten*, bevestigt de Minister zijn standpunt : België moet met de Verenigde Volken samenwerken.

Maar de O.V.V.-administratie gaat ontegensprekelijk haar bevoegdheid te buiten door in Congo niet alleen de militaire hulpverlening te willen monopoliseren, maar ook de technische bijstand. De Regering heeft dit reeds op 28 oktober 1960 onder de aandacht van de Secretaris-generaal gebracht.

En, zo gaat de Minister verder, als ik in november een duidelijk voorbehoud heb gemaakt, dan was het omdat de Secretaris-generaal zich had vergist. Samenwerken, beslist, maar niet tot elke prijs. België is openlijk beledigd door ambtenaren van de O.V.V., de Secretaris-generaal sprak er van de Belgische factor in Congo uit te schakelen. Dit is onaannemelijk. Een dergelijke discriminatie kunnen wij niet aanvaarden.

Was het, zoals een commissielid verklaarde, te ver gaan zulks te zeggen ? De Minister meent van niet.

In ditzelfde verband stelde een ander lid de volgende vraag : « Op welke *juridische argumenten* steunt België om zich eventueel uit de Verenigde Volken terug te trekken ? »

Le Ministre y a répondu de la façon suivante :

« Si le Gouvernement belge était amené à envisager son retrait des Nations-Unies, les arguments qui justifieraient pareille décision seraient les suivants » : (indépendamment des raisons de fait qui viennent d'être rappelés).

« Ni les dispositions de la Charte, ni les propositions de Dumbarton-Oaks », ne « font mention » « de la procédure de retrait » (« la plupart des délégations furent d'avis qu'une clause expresse affaiblirait l'Organisation en encourageant les membres à s'en retirer. »)

« Il est cependant évident que, tout comme un membre a le droit d'entrer dans l'Organisation, il a le droit d'en sortir, notamment en raison d'injustices commises à son égard ou de circonstances exceptionnelles comme celles citées plus haut en ce qui concerne la Belgique. Il est naturel que chaque membre en adhérant à la Charte ait fait, au moins implicitement, cette réserve pour le cas où ses intérêts seraient gravement compromis. »

Le Membre qui avait posé la question déclare que la réponse ne le satisfait pas. Sans doute la Charte ne dit-elle rien au sujet du retrait. Mais une déclaration interprétative a été adoptée à San Francisco qui précisait que celui-ci ne pourrait avoir lieu que « dans des circonstances exceptionnelles ». Et, à son sens, un polémique avec des fonctionnaires ne rentre pas dans ce concept. D'autre part, M. Dayal était dans l'exercice de ses fonctions lorsqu'il rédigea le rapport incriminé.

Sans doute les déclarations critiques sont-elles inacceptables. Mais elles ne suffisent pas.

D'ailleurs, demande le Commissaire, pourriez-vous vous retirer de l'Organisation sans un vote du Parlement ? Il y a évidemment des cas où le Pouvoir exécutif peut mettre fin à un traité approuvé par les Chambres. Il est douteux qu'il en soit de même ici.

Enfin, pour lui, c'est un précédent fâcheux dont les puissances de l'est pourraient s'inspirer.

Le Ministre réplique que lorsque l'on entre dans une organisation, on garde nécessairement le droit d'en sortir. D'autre part le problème d'ordre constitutionnel évoqué ne se pose pas en l'occurrence, étant donné qu'aucune décision semblable n'a été prise.

Un autre Membre estime qu'il n'était en tous cas pas heureux de lancer l'idée de cette sécession, car si les fonctionnaires avaient continué à faire leurs critiques, le Gouvernement eût dû logiquement se retirer de l'organisation.

Le Ministre répond en rappelant que ces critiques ont cessé depuis lors.

Enfin plusieurs Membres considèrent qu'en présence de l'attitude de l'O.N.U., il fallait prendre une initiative qui attirât l'attention du Secrétaire Général, mais il est souhaitable que la coopération s'établisse favorablement entre l'O.N.U. et les Belges.

Beaucoup de faits qui sont, remarque un Commissaire, reprochés à nos compatriotes, proviennent d'ail-

De Minister heeft daarop geantwoord als volgt :

« Indien de Belgische Regering zou moeten overwegen zich uit de Verenigde Volken terug te trekken, zou zij steunen op de volgende argumenten » (ongeacht de feitelijke redenen die zojuist werden aangegeven) :

« Noch de bepalingen van het Handvest, noch de voorstellen van Dumbarton-Oaks maken gewag van de terugtrekkingsprocedure (de meeste delegaties waren van mening dat een uitdrukkelijke bepaling de Organisatie zou verzwakken omdat zulks de leden zou aanzetten ontslag te nemen).

» Het spreekt echter vanzelf dat, evengoed als een land het recht heeft tot de Organisatie toe te treden, het deze ook kan verlaten, b.v. wegens onrechtvaardigheid te zijnen opzichte of wegens buitengewone omstandigheden, zoals de bovengenoemde in verband met België. Het is klaar dat de leden die het Handvest hebben ondertekend, dit voorbehoud hebben gemaakt, zij het impliciet, voor het geval dat hun belangen ernstig mochten worden geschaad. »

Het lid dat deze vraag had gesteld, verklaarde dat dit antwoord hem niet voldoet. Al zegt het Handvest inderdaad niets over de terugtrekking, werd te San Francisco toch een interpretatieve verklaring goedgekeurd, volgens welke de terugtrekking slechts in « buitengewone omstandigheden » kon plaats hebben. Een polemiek met ambtenaren valt, zijns inziens, daar niet onder. Bovendien was het in de uitoefening van zijn ambt dat de h. Dayal het aangeklaagde rapport heeft opgesteld.

Weliswaar zijn de kritische verklaringen onaanvaardbaar. Maar zij zijn onvoldoende.

Kunt U zich overigens, zo vraagt het commissielid, uit de Organisatie terugtrekken zonder de goedkeuring van het Parlement ? Er zijn natuurlijk gevallen waarin de Uitvoerende Macht een eind kan maken aan een verdrag dat door de Kamers is bekrachtigd. Doch het valt te betwijfelen of dit hier wel het geval is.

Ten slotte vindt hij het een gevaarlijk precedent waarop de oostelijke landen zich zouden kunnen beroepen.

De Minister antwoordt nogmaals dat wie tot een Organisatie toetreedt, noodzakelijk het recht behoudt om terug te treden. Van een grondwettelijk probleem kan hier in feite geen sprake zijn, aangezien er geen beslissing in die zin genomen werd.

Naar het oordeel van een ander lid was het in elk geval geen gelukkig initiatief om met deze afscheiding te schermen, want waren de ambtenaren doorgestaan met hun kritiek, dan zou de Regering zich logischerwijze hebben moeten terugtrekken.

De Minister herinnerde eraan dat die kritiek sindsdien had opgehouden.

Ten slotte waren verscheidene leden van mening dat, gezien de houding van de O.V.V., een initiatief moest worden genomen om de aandacht van de Secretaris-generaal te trekken, maar dat het wenselijk is tussen de O.V.V. en de Belgen tot een vruchtbare samenwerking te komen.

Vele feiten die aan onze landgenoten worden verweten, zijn trouwens het gevolg van verklaarbare psycho-

leurs de réactions psychologiques tout à fait explicables. Les Belges installés là-bas connaissent la langue, les coutumes des Congolais et se trouvent presque toujours en face de fonctionnaires de l'O.N.U., qui n'ont pas cette compétence, mais qui sans doute n'en veulent pas moins régenter chaque chose. D'où des heurts compréhensibles. L'idée du Ministre de vouloir faire régler ce contentieux, cas par cas et non catégorie par catégorie, est très heureuse.

On a parlé, dit le Ministre, de la nécessité au Congo, d'une plus grande *coordination* avec l'O.N.U., mais c'est l'administration congolaise qui doit la réaliser. Je ne puis, quant à moi, qu'exprimer aux fonctionnaires de nationalité belge le vœu qu'ils collaborent avec leurs collègues internationaux. Et c'est ce que j'ai fait.

Le Ministre convient enfin qu'il *faut informer l'opinion* publique et il s'y efforce, mais il a eu affaire à une opinion très sensible.

En conclusion, la Commission, au cours de sa séance du 24 novembre dernier, a été, une fois de plus, unanime à regretter les attaques injustes dont la Belgique a été l'objet de la part notamment de fonctionnaires de l'O.N.U. et les exigences excessives du Secrétaire Général. Elle a souhaité d'autre part que s'établisse entre O.N.U. et Belges une efficace coopération, mais sur la base du respect réciproque.

**

2° Diverses questions se rapportant au Congo ont été ensuite examinées.

Dès la première séance du 24 novembre, un Membre a demandé si le moment n'était pas venu du rétablissement des *relations diplomatiques* avec ce pays.

Un autre eût souhaité savoir si le Gouvernement avait fait des tentatives dans cette voie et ce qui y faisait échec, alors qu'il est de notoriété publique que là-bas, les Belges sont accueillis de nouveau avec faveur.

Le Ministre a rappelé que les relations diplomatiques avaient été rompues à l'initiative des seules autorités congolaises.

Notre ambassadeur est resté à Léopoldville jusqu'à la dernière extrémité, jusqu'au moment où il a été menacé d'expulsion manu militari. Les Consuls généraux avaient été laissés en place, mais M. Lumumba a prétendu que la rupture imposait le retrait de tout le personnel.

Le Belgique déplore cette situation, d'autant plus qu'elle a là-bas beaucoup de ressortissants constituant la plus importante colonie étrangère, pour laquelle il faudrait une couverture diplomatique. Mais la rupture étant le fait du Congo, c'est à celui-ci, suivant les usages internationaux à prendre les devants. Nous avons évidemment laissé entendre en Belgique ou ailleurs quels étaient nos souhaits.

logische reacties, merkt een lid op. De Belgen die ginder gevestigd zijn, kennen de taal, de zeden en gewoonten van de Congolezen en staan bijna altijd tegenover ambtenaren van de O.V.V. die deze bevoegdheid niet hebben, maar die niettemin elke zaak op eigen houtje willen regelen. Vandaar begrijpelijke botsingen. Het is een gelukkig idee van de Minister om de betwistingen een voor een in plaats van per categorie te laten regelen.

Er is gewezen op de noodzaak van een betere *coördinatie* met de O.V.V. in Congo, maar dit moet de Congolese administratie zelf tot stand brengen, zegt de Minister. Ik voor mij, gaat hij voort, kan slechts de wens uitspreken dat de ambtenaren van Belgische nationaliteit met hun internationale collega's zullen samenwerken. En dit heb ik dan ook gedaan.

De Minister geeft toe dat *de openbare mening moet worden voorgelicht*; hij spant zich daarvoor in, maar had met een zeer gevoelige opinie te doen.

Ten slotte betreurde de Commissie in haar vergadering van 24 november II., andermaal de onrechtvaardige aanvallen op België, o.m. van de zijde van ONU-ambtenaren, en de al te hoge eisen van de Secretaris-generaal. Verder sprak hij de wens uit dat tussen de O.V.V. en de Belgen een doelmatige samenwerking zou tot stand komen, maar dan op de grondslag van wederzijdse eerbied.

**

Vervolgens werden verscheidene kwesties met betrekking tot Congo onderzocht.

Reeds in de eerste vergadering, van 24 november, had een lid de vraag gesteld of het ogenblik niet was aangebroken om de *diplomatieke betrekkingen* met Congo te herstellen.

Een ander lid wenste te vernemen of de Regering reeds pogingen in die zin had gedaan en waarom deze niet geslaagd waren, hoewel ginder algemeen aanvaard wordt dat de Belgen weer goed worden onthaald.

De Minister herinnerde eraan dat de diplomatieke betrekkingen alleen op initiatief van de Congolese autoriteiten werden verbroken.

Onze ambassadeur is tot het uiterste in Leopoldstad gebleven, tot op het ogenblik dat hij met de sterke arm dreigde te worden uitgezet. De consuls-generaal bleven ter plaatse, maar de h. Lumumba beweerde dat de verbreking moest leiden tot terugroeping van al het personeel.

België betreurt deze toestand, te meer daar er ginder een groot aantal landgenoten zijn, die de voornaamste buitenlandse kolonie vormen en diplomatieke dekking behoeven. Maar aangezien de verbreking van Congo is uitgegaan, moet dit land volgens de internationale gebruiken het initiatief nemen. Wij hebben natuurlijk zowel in België als elders te kennen gegeven wat wij wensen.

Diverses formules sont possibles parmi lesquelles la reprise des seules relations consulaires à titre de premier stade.

Le retard à mettre en œuvre l'une ou l'autre d'entre elles ne semble pouvoir être imputé à aucune raison précise le bon accueil généralement réservé aux Belges rentrant au Congo montre à suffisance que ce délai ne peut, par exemple, être imputé à de l'inimitié.

Plusieurs Membres expriment le vœu que des relations soient renouées de quelque manière que ce soit, mais admettent que nous ne pouvons évidemment prendre d'initiative officielle.

3^e Au cours de la réunion du 24 novembre, un Commissaire a demandé au Ministre si, d'après lui on pouvait espérer un rapprochement entre *MM. Kasavubu et Tshombe*.

Si l'on voit les choses avec objectivité, a répondu le Ministre, il existe des possibilités d'accord. L'un et l'autre de ces hommes ont certainement le sentiment qu'il faut sortir de l'impasse, mais rien ne semble se réaliser. Le reconnaissance de M. Kasavubu comme chef incontestable de l'Etat Congolais par les Nations-Unies a évidemment consolidé sa position. M. Tshombe ne manque sans doute pas non plus d'arguments. Mais apparemment il n'y a pas de progrès dans leurs relations. Quoi qu'il en soit, il faut souhaiter qu'ils s'entendent.

Pour nous évidemment, il s'agit d'une question qui est de la compétence exclusive des Congolais. C'est à eux à la résoudre. Mais elle est importante pour tout le monde.

Notons à ce sujet qu'au cours d'une récente interpellation à la Chambre, le 20 décembre dernier, le Ministre a déclaré que depuis trois mois, le Gouvernement souhaitait la réunion d'une table ronde à ce sujet. Il l'a encore suggéré à M. Tshombe au cours de sa dernière visite. (C.R.A. Chambre, 20 décembre 1960, p. 77 in fine).

M. Kasavubu, d'autre part, vient d'annoncer qu'il avait décidé de constituer une conférence congolaise de la Table ronde, qui se réunirait dès le 25 janvier 1961.

1^{re} Quelles sont exactement, a demandé un Membre, nos *obligations financières*, présentes ou futures, envers le Congo ?

Le Ministre a répondu qu'il ne disposait pas encore de tous les éléments — nous étions le 24 novembre dernier — mais que dès que le Comité compétent de l'O.N.U., aurait terminé ses travaux, il en informerait la Commission.

Il peut en tous cas dire dès maintenant que le Secrétariat Général a demandé un supplément de crédit.

Le même Membre voudrait savoir si notre part dans ce supplément éventuel a fait l'objet d'une prévision à notre budget national. Non, réplique le Ministre, car celui de l'O.N.U. n'était pas adopté lorsque le nôtre fut déposé.

Er zijn allerlei formules mogelijk, bijvoorbeeld de hervatting van de consulaire betrekkingen als eerste stadium.

Het uitblijven van een van die oplossingen schijnt niet aan een bepaalde oorzaak te wijten te zijn; het goede onthaal dat de Belgen die naar Congo terugkeren, over het algemeen genieten, toont voldoende aan dat het b.v. niet het gevolg is van vijandigheid.

Verscheidene leden spreken de wens uit dat op enigerlei wijze opnieuw betrekkingen zullen worden aangeknoopt, maar geven toe dat wij natuurlijk geen officieel initiatief kunnen nemen.

3^e In de vergadering van 24 november heeft een lid aan de Minister gevraagd of er, naar zijn oordeel, een toenadering tussen de *hh. Kasavubu en Tshombe* te verwachten is.

Objectief gezien, aldus de Minister, bestaan er wel mogelijkheden om overeenstemming te bereiken. Beide politici hebben zeker het gevoel dat men uit het slop moet geraken, maar er schijnt niets tastbaars tot stand te komen. De erkenning van de h. Kasavubu als onbetwistbaar hoofd van de Congolese Staat door de Verenigde Volken heeft zijn positie natuurlijk verstevigd. Ook de h. Tshombe mangelt het wellicht niet aan argumenten. Maar blijkbaar worden hun betrekkingen er niet beter op. Hoe dan ook, het is te hopen dat zij elkaar zullen verstaan.

Natuurlijk is dit voor ons een kwestie die uitsluitend tot de bevoegdheid van de Congolezen behoort en die zij moeten oplossen. Maar zij is voor iedereen van belang.

In dit verband valt aan te stippen dat de Minister, bij een interpellatie in de Kamer op 20 december j.l., heeft verklaard dat de Regering reeds drie maanden wenste dat over dit ontwerp een rondetafelconferentie werd gehouden. Hij heeft dit nog aan de h. Tshombe gesuggereerd toen deze voor het laatst hier op bezoek was (Beknopt Verslag Kamer, 20 december 1960, blz. 77 in fine).

Aan de andere kant heeft de h. Kasavubu aangekondigd dat hij besloten had een Congolese Rondetafelconferentie bijeen te roepen tegen 25 januari 1961.

4^e Een lid vroeg welke onze huidige of toekomstige *financiële verplichtingen* tegenover Congo precies zijn.

De Minister antwoordde dat hij nog niet over alle gegevens beschikte — het was toen de 24^e november —, maar dat hij de Commissie daaromtrent zou inlichten zodra het bevoegde Comité van de O.V.V. zijn werkzaamheden zou hebben beëindigd.

Doch hij kan nu reeds zeggen dat het Secretariaat-generaal een bijkrediet had gevraagd.

Hetzelfde lid vroeg of ons aandeel in dit eventuele bijkrediet reeds in onze nationale begroting was opgenomen. Neen, antwoordde de Minister, omdat de begroting van de O.V.V. nog niet goedgekeurd was, toen die van ons werd ingediend.

Un autre Commissaire estime d'ailleurs qu'il ne serait pas sage d'arbriter en somme nous-mêmes le montant de notre contribution, en faisant ainsi une prévision budgétaire.

La Commission en est restée là, attendant des nouvelles du Ministre. Conformément à sa promesse, celui-ci a adressé au rapporteur une note arrêtée au 20 décembre 1960, dont voici les termes :

« Obligations financières de la Belgique envers le Congo.

» A. Dans le cadre O.N.U.

» 1. Pour les opérations militaires de l'Organisation.

» 1960 — Budget global : 60 millions de dollars approuvés par la 5^e Commission (chargée des questions administratives et budgétaires).

» Après déduction des contributions volontaires, répartition suivant barème des quote-parts au budget O.N.U.

» La Belgique a été invitée à verser une contribution volontaire substantielle. Sa quote-part obligatoire est de 1,30 %.

» 1961 — Budget global : 10 millions de dollars par mois, proposés par le Secrétaire Général, mais non encore adoptés.

» 2. Opérations civiles de l'Organisation.

» Création d'un fonds spécial de 100 millions de dollars, devant être alimenté par des contributions volontaires. Position belge : la Belgique sera « prête à réexaminer sa quote-part, particulièrement en ce qui concerne les opérations civiles quand les relations avec l'O.N.U. seront devenues satisfaisantes. »

Le Secrétaire Général a obtenu jusqu'à présent le versement (ou la promesse) de contributions s'élevant au total à 20 millions de dollars environ.

« B. Cadre bilatéral.

» (Informations provenant du Ministère des Affaires Africaines).

» Aucune obligation directe vis-à-vis du Congo. Certaines obligations résultent de garanties accordées à des tiers ayant des créances sur le Congo (dette publique, pensions fonctionnaires secteur public et privé, tiers du traitement des agents mis à la disposition du Congo et à la demande des autorités congolaises responsables). »

La Commission a pris acte de ces précisions.

5^e A la suite d'événements survenus récemment à Léopoldville — expulsion de l'ambassadeur du Ghana par le Collège des Commissaires congolais, emprisonnement de Lumumba — certains pays, sans aucune raison valable, ont pris des mesures hostiles à la Belgique, la rendant responsable de ces décisions.

Een ander lid vond het trouwens niet verstandig dat wij onze bijdrage zelf zouden bepalen door een bedrag op onze begroting uit te trekken.

Hierbij bleef het, in afwachting dat de Minister nader nieuws zou mededelen. Zoals beloofd heeft deze aan de verslaggever een nota laten worden per 20 december 1960. Ze luidt als volgt :

« Financiële verplichtingen van België tegenover Congo.

» A. In het kader van de O.V.V.

» 1. Voor de militaire operaties van de Organisatie.

» 1960 — Globale begroting : 60 miljoen dollar, goedgekeurd door de 5^e Commissie (belast met de administratieve en budgettaire kwesties).

» Na aftrek van de vrijwillige stortingen, verdeling volgens de schaal van de bijdragen in de begroting van de O.V.V.

» België werd uitgenodigd om vrijwillig een belangrijke bijdrage te storten. Onze verplichte bijdrage beloopt 1,30 %.

» 1961 — Globale begroting : 10 miljoen dollar per maand volgens het voorstel van de Secretaris-generaal, dat echter nog niet is aangenomen.

» 2. Burgerlijke operaties van de Organisatie.

» Instelling van een bijzonder fonds van 100 miljoen dollar, te vormen uit vrijwillige bijdragen. Belgisch standpunt : België is « bereid zijn bijdrage opnieuw te onderzoeken, in het bijzonder voor de burgerlijke operaties, wanneer de betrekkingen met de O.V.V. bevredigend zullen geworden zijn ».

De Secretaris-generaal heeft tot dusver de storting van bijdragen — of de belofte daartoe — voor een totaal bedrag van 20 miljoen dollar verkregen.

« B. Bilateraal kader.

» (Inlichtingen vertrekt door het Ministerie voor Afrikaanse Zaken).

» Geen enkele directe verplichting tegenover Congo. Sommige verplichtingen zijn het gevolg van waarborgen verleend aan derden die schuldvorderingen hebben op Congo (openbare schuld, pensioenen ambtenaren openbare en private sector, derde van de wedde van het personeel ter beschikking gesteld van Congo op verzoek van de verantwoordelijke Congolese autoriteiten. »

De Commissie heeft van deze inlichtingen akte genomen.

5^e Ten gevolge van de feiten die zich onlangs te Leopoldstad hebben voorgedaan — uitzetting van de Ghaneese ambassadeur door het college van Congolese Commissarissen, opsluiting van Lumumba — hebben sommige landen zonder enige geldige reden maatregelen genomen tegen België omdat zij ons land verantwoordelijk stellen voor die beslissingen.

La plus importante d'entre elles est la *nationalisation des avoirs des Sociétés belges en Egypte* ou leur mise sous séquestre.

Au cours de la réunion du 8 décembre, un Membre approuvé par toute la Commission, a vigoureusement stigmatisé cette initiative sans précédent. Nationaliser « intuitu personae », en invoquant de faux prétextes, est absolument inadmissible.

Depuis l'affaire de Suez, il n'y a d'ailleurs plus eu de nationalisations en Egypte, constate un commissaire.

Le Ministre, interpellé, a donné, sur cette question, les précisions suivantes :

M. Nasser avait annoncé, *in illo tempore*, qu'à l'expiration d'un délai de cinq ans, il n'y aurait plus en Egypte de biens appartenant à des ressortissants de puissances coloniales. Dans la liste des pays ainsi visés, la Belgique venait en troisième position par l'importance de ses investissements. Il semble donc que la mesure ait été préméditée. Et la rapidité avec laquelle elle a été exécutée confirme cette déduction.

Le prétexte des incidents congolais a été donné par le Ministre de l'Information. Officiellement, le gouvernement de la R.A.U. a invoqué une prétendue mauvaise gestion.

Le Ministre a évidemment protesté au Caire, et a convoqué à Bruxelles notre ambassadeur.

Voici comment se pose le problème :

Du point de vue économique, des mesures de rétorsion ne seraient, en fait, guère intéressantes. D'autre part, juridiquement, il n'y a rien à espérer, la République Arabe Unie n'est pas sauf accord, justiciable de la Cour Internationale de Justice.

Elle annonce bien qu'il y aura pour partie compensation.

Il est évident, cependant, qu'en matière de nationalisation, on ne peut faire de discrimination. Le Ghana a rompu, pour le même prétexte, ses relations diplomatiques avec nous. Mais saisir les avoirs belges, comme en l'occurrence, parce que la Belgique aurait eu une certaine action dans un pays tiers, le Congo, qui a des relations diplomatiques avec l'auteur de la saisie, alors qu'il n'en a pas avec nous, c'est vraiment passer les bornes.

Au surplus, le prétexte est faux. La Belgique est étrangère aux événements de Léopoldville.

Diplomatiquement enfin, nous pouvons évidemment agir auprès de nos amis et des pays tiers. Si ceux qui ont besoin des investissements étrangers soutiennent cette politique, ils ne les attireront pas chez eux, au contraire.

Un membre fait observer qu'en réalité il semble y avoir deux régimes : la mise sous séquestre, qui serait applicable lorsqu'il y aurait mauvaise gestion alléguée, ensuite la nationalisation d'entreprises, qui n'encourrent pas ce reproche, mais pour lesquelles on invoque les événements de Léopoldville.

D'après ce Commissaire, il y a dans les sociétés frappées par la mesure, des participations provenant de

De voornaamste maatregel betreft de *nationalisatie van het tegoed van de Belgische maatschappijen in Egypte* of de sekwestratie ervan.

In de vergadering van 8 december heeft een lid met algemene instemming van de Commissie dit initiatief zonder voorgaande streng gelaakt. Dergelijke nationalisaties « intuitu personae » en onder allerlei voorwendsels zijn volstrekt onaanvaardbaar.

Sinds de Suez-affaire hebben in Egypte trouwens geen nationalisaties meer plaats gevonden, aldus een lid.

De Minister verstrekke daaromtrent de volgende inlichtingen :

De h. Nasser had « in illo tempore » aangekondigd dat er na een termijn van vijf jaren in Egypte geen goederen van onderdanen van koloniale mogendheden meer aanwezig zouden zijn. Op de lijst van de hier bedoelde landen kwam België door de omvang van zijn investeringen op de derde plaats. De maatregel schijnt op voorbedachtheid te wijzen. En de snelheid waarmee hij ten uitvoer is gelegd, bevestigt dit vermoeden.

Het voorwendsel van de Congolese incidenten kwam van de Minister van Voorlichting. Officieel beriep de regering van de V.A.R. zich op een beweerd slecht beheer.

De Minister heeft natuurlijk te Kaïro geprotesteerd en onze ambassadeur naar Brussel ontboden.

Het probleem doet zich voor als volgt :

Economisch zouden vergeldingsmaatregelen in feite weinig voordelen opleveren. Juridisch valt er niets te verhoppen, omdat de Verenigde Arabische Republiek, behoudens haar instemming, niet onderworpen is aan de rechtspraak van het Internationale Hof van Justitie.

Zij kondigt wel aan dat er een gedeeltelijke compensatie zal zijn.

Het ligt evenwel voor de hand dat inzake nationalisatie niet aan discriminatie mag worden gedaan. Ghana heeft onder hetzelfde voorwendsel zijn diplomatieke betrekkingen met België verbroken. Doch de Belgische bezittingen in beslag nemen, zoals hier, omdat België een bepaalde actie zou hebben gevoerd in een derde land, Congo, dat diplomatieke betrekkingen onderhoudt met de beslaglegger terwijl het er geen heeft met ons, gaat werkelijk alle perken te buiten.

Het is bovendien een vals voorwendsel. België heeft niets te maken met de gebeurtenissen te Leopoldstad.

Op het diplomatieke vlak ten slotte kunnen wij natuurlijk onze invloed doen gelden bij onze vrienden en bij derde landen. Indien de landen die buitenlandse investeringen nodig hebben, deze politiek steunen, zullen zij die niet loskrijgen, wel integendeel.

Een lid merkt op dat er eigenlijk twee regelingen schijnen te zijn : het onder sekwestre plaatsen, wanneer slecht beheer wordt aangevoerd, en dan de nationalisatie van ondernemingen die dit verwijt niet verdienen, maar waarvoor de gebeurtenissen te Leopoldstad worden ingeroepen.

De maatschappijen die door deze maatregel werden getroffen, bezitten, volgens dit lid, aandelen van

pays amis, lesquels ont évidemment intérêt à obtenir la meilleure indemnité possible. En droit international, le principe des nationalisations n'est pas contesté. C'est donc sur ce terrain qu'il faut porter ses efforts.

Un autre membre estime aussi que l'aide de certains pays peut être utile et rapporte un incident surgi avant la guerre entre un grand pays et un petit. Après de multiples négociations parfois très dures, c'est celui-ci qui finalement eut gain de cause.

Enfin la Commission demande si d'autres réactions se sont fait jour, en dehors du Ghana et de la R.A.U. De la part notamment de pays arabes, précise un Commissaire ?

Le Ministre signale qu'il y a eu une agitation défavorable au Liban.

Et à Belgrade, demande un autre ? On nous y critique, or nous avons fait un effort de conciliation à l'égard de ce pays communiste.

C'est vrai, dit le Ministre, et c'est décevant.

Quoi qu'il en soit, nous tâchons diplomatiquement de redresser les erreurs de jugement que commettent certains gouvernements à notre sujet.

*
**

bevriende landen, die er natuurlijk alle belang bij hebben om zo flink mogelijk te worden vergoed. In het internationaal recht wordt het beginsel van de nationalisaties niet betwist. Het is dus op die richting dat wij moeten werken.

Een ander lid is eveneens van oordeel dat de hulp van sommige landen een goede zaak kan zijn en maakt melding van een incident dat zich vóór de oorlog heeft voorgedaan tussen een groot en een klein land. Na talrijke en soms zeer moeizame onderhandelingen heeft het kleine land uiteindelijk de slag thuisgehaald.

De Commissie vraagt ten slotte of er nog andere reacties werden waargenomen buiten die van Ghana en de V.A.R. Met name van Arabische landen, vraagt een commissielid nader ?

De Minister verklaart dat in Libanon een ongunstige agitatie werd opgemerkt.

En te Belgrado, vraagt een lander lid ? Daar wordt kritiek op ons gemaakt, hoewel wij ten aanzien van dit communistische land een verzoeningspoging hebben gedaan.

Dat is juist, zegt de Minister, en het is ontgoochelend.

Hoe het ook zij, op het diplomatieke vlak trachten wij in te gaan tegen de verkeerde zienswijze van sommige regeringen te onzen opzichte.

*
**

CHAPITRE II.

OTAN

I. Au cours d'une séance antérieure au dépôt de budget, le Ministre a entretenu la commission de son action à l'O.T.A.N.

Il a confirmé tout d'abord notre fidélité à l'Alliance Atlantique, rempart de l'Occident contre le bloc soviétique.

Il a exposé ensuite comment notre Représentant permanent à l'O.T.A.N. a tenu à informer le Conseil et à le consulter avant et depuis l'indépendance du Congo. Au cours de ces consultations, notre Ambassadeur a souligné combien la coopération entre alliés était indispensable à l'O.T.A.N. et a déploré qu'à l'O.N.U. ils se divisent trop souvent.

D'autre part, lors des échanges de vues qui ont eu lieu sur les projets concernant le plan de 10 ans qui devrait marquer un renouveau dans l'activité de l'Alliance, le Ministre a donné pour instruction au Représentant belge d'attirer l'attention du Conseil sur la nécessité pour les Gouvernements membres de l'Alliance de choisir entre deux perspectives :

« Ou bien, l'O.T.A.N. se bornera à défendre automatiquement les territoires inscrits dans la limite géographique de l'Alliance, laissant passivement à d'autres puissances les initiatives dans le domaine politique. Ou bien, au contraire, elle mènera une politique active et concertée dans l'ensemble du monde, pour éviter que celui-ci ne soit, pacifiquement ou autrement, envahi par des forces hostiles, ce qui aboutirait finalement à faire de l'Occident un réduit investi de toutes parts.

Cette dernière attitude pose deux questions, dont l'une est fondamentale :

a) Comment élaborer une action politique dynamique imprégnée cependant d'un véritable esprit général de paix et de collaboration ?

C'est la procédure de consultations à l'O.T.A.N. qui devrait être entièrement revue dans ce sens.

b) Sur le fond, il est essentiel de se rendre compte qu'il ne s'agit plus simplement de coordonner des moyens militaires, mais de combiner des efforts tant économiques que psychologiques et politiques pour faire pièce aux initiatives hostiles venant d'ailleurs.

Ces deux thèses sont fréquemment reprises par notre Représentant à l'O.T.A.N. Il va de soi, et il faut s'en rendre compte, que cela ne signifie en rien un esprit d'offensive et encore moins de bellicisme, mais il faut bien admettre que le monde est aujourd'hui le théâtre de puissances qui cherchent la suprématie. Et même, si l'on écarte cette idée d'ambition et de suprématie obtenue par la force, il faut reconnaître qu'il est indispensable d'assurer entre l'Est et l'Ouest un équilibre raisonnable donnant la sécurité à nos pays, sauvegardant notre civilisation et facilitant une coopération fructueuse dans tous les domaines avec le reste du monde. Ceci implique nécessairement une attitude dynamique très différente d'une pure passivité. »

HOOFDSTUK II.

N.A.V.O.

I. Op een vroegere commissievergadering, toen de begroting nog niet was ingediend, heeft de Minister gesproken over zijn actie in de N.A.V.O.

Hij bevestigde allereerst onze trouw aan de Atlantische Gemeenschap als bolwerk van het Westen tegen het Sovjetblok.

Hij zette vervolgens uiteen hoe onze Vaste Vertegenwoordiger bij de N.A.V.O. de Raad had ingelicht en geraadpleegd vóór en sinds de Congolese onafhankelijkheid. Bij dit overleg heeft onze ambassadeur op de noodzaak gewezen van samenwerking tussen de Geallieerden in N.A.V.O.-verband en het betreurd dat er in de O.V.V. al te vaak verdeeldheid onder hen heerst.

Tijdens de gedachtenwisselingen over het in uitzicht gestelde tienjarenplan, dat gericht is op een vernieuwde activiteit van de N.A.V.O., heeft de Minister aan de Belgische Vertegenwoordiger opdracht gegeven de aandacht van de Raad te vestigen op het feit dat de Regeringen van het Atlantisch Pact te kiezen hebben tussen twee perspectieven :

Of wel zal de N.A.V.O. zich beperken tot verdediging van de gebieden, die binnen het geografisch kader van het Pact liggen, en het politiek initiatief lijdzaam aan andere mogendheden overlaten. Of wel zal zij in gemeenschappelijk overleg een actieve politiek voeren in de gehele wereld om te verhinderen dat deze op vreedzame of andere wijze wordt overspoeld door vijandelijke krachten, zodat het Westen er op de duur zou uitzien als een volledig ingesloten vesting.

Deze laatste houding doet twee vragen rijzen, en een ervan is van fundamentele aard :

a) Hoe kan een dynamische politieke actie op touw worden gezet die tevens doordrongen is van een vaste algemene wil tot vrede en samenwerking ?

Hiervoor moet de procedure van overleg in de N.A.V.O. geheel worden herzien;

b) Wat de actie zelf betreft, is het van wezenlijk belang dat men gaat inzien dat een coördinatie van militaire middelen niet meer het enige doel kan zijn, maar dat alle inspanningen, zowel economische als psychologische en politieke, gebundeld moeten worden als tegenzet tegen de vijandelijke initiatieven die van elders komen.

Beide theses worden steeds meer herhaald door onze Vertegenwoordiger bij de N.A.V.O. Het spreekt vanzelf, en men zij er goed van doordrongen, dat dit niet betekent dat wij een offensieve en nog minder een oorlogszuchtige houding voorstaan, maar men moet wel toegeven dat de huidige wereld ons het schouwspel biedt van mogendheden die naar overheersing streven. En zelfs indien wij deze gedachte van gewelddadig streven naar overheersing terzijde schuiven, moeten wij toch erkennen dat tussen Oost en West een redelijk evenwicht nodig is, om onze landen te beveiligen, onze beschaving te vrijwaren en een vruchtbare samenwerking op alle gebied met de rest van de wereld te bevorderen. Dit veronderstelt noodzakelijkerwijze een dynamische houding, die zeer verschilt van loutere passiviteit.

II. Un membre a demandé quelles étaient les initiatives que, soit sur le plan général, soit sur le plan particulier, le gouvernement belge aurait prises pour obtenir une diminution de la *tension Est-Ouest*.

Au cours de la réunion du 8 décembre dernier, le Ministre a répondu dans ces termes :

« Le Gouvernement belge a toujours été partisan de la méthode de négociation pour résoudre les problèmes qui existent ou qui pourraient surgir entre l'Est et l'Ouest. La déclaration ministérielle du Gouvernement, constitué après les élections de juin 1958, disait à ce sujet que seraient étudiées sans préjugés toutes les bonnes idées d'où qu'elles viennent.

« Le Ministre s'est inspiré, dans son action diplomatique, de ce principe. C'est ainsi, par exemple, qu'il a fait mettre en application l'accord culturel signé avec l'U.R.S.S. et qui avait été mis en veilleuse à la suite des événements de Hongrie. C'est ainsi encore qu'au mois de mai dernier, il s'est rendu en Yougoslavie pour prendre des contacts personnels avec les dirigeants de ce pays.

« Les événements qui sont survenus au Congo au lendemain de l'indépendance, ont été, pour les pays d'inspiration communiste sans exception, l'occasion de prises de position particulièrement violentes et injustes à l'égard de la Belgique. Le département possède, dans sa documentation, des extraits de presse, des déclarations de chefs politiques ou de représentants diplomatiques de ces pays, qui profèrent contre la Belgique et son Gouvernement des accusations inadmissibles et des insultes auxquelles nous ne pouvons rester insensibles.

« Si le Ministre continue à croire que c'est par la voie des négociations que les problèmes internationaux, même ceux qui opposent l'Est à l'Ouest, doivent être réglés, il faut admettre que le climat créé par l'attitude des pays communistes depuis le mois de juillet rend impossible et tout-à-fait inopportune toute initiative de notre part en vue d'améliorer les rapports entre la Belgique et les pays se réclamant de l'idéologie communiste. »

Le Membre, qui a posé la question, émet l'avis qu'il eût fallu prendre de nouvelles initiatives avant les événements du Congo.

Le Ministre réplique qu'il l'a fait et rappelle que dans un discours qu'il a prononcé à l'Assemblée Générale des Nations-Unies le 25 septembre 1959, s'il insistait sur la nécessité d'un désarmement général, il ajoutait que « la paix peut être consolidée, non seulement d'une façon négative, par des mesures de désarmement, mais encore par des mesures positives. Et il citait « l'amélioration de l'information mutuelle » devant permettre une meilleure connaissance réciproque, des contacts intellectuels plus fréquents, l'intensification des échanges commerciaux et enfin la collaboration non seulement de l'Amérique, de l'Europe et du Commonwealth, mais aussi de l'U.R.S.S. en matière de stabilisation des cours des matières premières produites par les pays insuffisamment développés, ce qui stabiliserait en même temps les économies si vulnérables de ces régions et constituerait donc la meilleure des aides.

II. Een lid vroeg welke initiatieven de Belgische regering, hetzij op het algemeen, hetzij op het bijzondere vlak, heeft genomen om de *spanning tussen Oost en West* te doen afnemen.

Ter vergadering van 8 december jl. antwoordde de Minister daarop als volgt :

« De Belgische Regering is altijd voorstander geweest van onderhandelingen ter oplossing van de problemen die tussen Oost en West bestaan of kunnen rijzen. In de verklaring van de Regering die na de verkiezingen van juni 1958 werd gevormd, werd in dit verband gezegd dat alle goede gedachten, vanwaar zij ook mogen komen, zonder vooroordeel zouden worden bestudeerd.

« De Minister heeft zich hierdoor bij zijn diplomatieke actie laten leiden. Zo heeft hij b.v. het cultureel akkoord met de U.S.S.R. in toepassing laten brengen, dat ten gevolge van de gebeurtenissen in Hongarije onuitgevoerd was gebleven. Verder heeft hij zich ook in de maand mei j.l. naar Joegoslavië begeven om met de leiders van dit land persoonlijk contact op te nemen.

« De gebeurtenissen die zich na het uitroepen van de onafhankelijkheid in Congo hebben voorgedaan, waren in alle landen met communistische strekking zonder uitzondering aanleiding tot buitengewone hevige en onrechtvaardige aanvallen op België. Het departement heeft in zijn documentatie onder meer persuittreksels, verklaringen van politieke leiders of diplomatieke vertegenwoordigers van die landen, waarin tegen België en de Belgische regering onaanvaardbare beschuldigingen en beledigingen worden geuit.

« Al blijft de Minister geloven dat de internationale vraagstukken, zelfs tussen Oost en West, bij wege van onderhandelingen moeten worden geregeld, is het toch ook zo dat het klimaat, gevolg van de houding die de communistische landen sinds de maand juni hebben aangenomen, elk initiatief van onze zijde ter verbetering van de betrekkingen tussen België en de landen die de communistische ideologie aankleven, onmogelijk en zelfs ten enen male ongewenst maakt. »

De vraagsteller is hierop van mening dat men nieuwe initiatieven had moeten nemen vóór de gebeurtenissen in Congo.

De Minister antwoordt dat hij dit heeft gedaan en herinnert eraan dat hij in een redevoering voor de Algemene Vergadering van de Verenigde Volken, op 25 september 1959, wel de nadruk heeft gelegd op de noodzakelijkheid van een algemene ontwapening, maar eraan toevoegde dat « de vrede niet alleen op negatieve wijze, door ontwapeningsmaatregelen, maar ook door positieve maatregelen kan worden versterkt. » Hij noemde onder meer « de verbetering van de wederzijdse voorlichting » die een betere wederzijdse kennis mogelijk kan maken, alsmede veelvuldiger intellectuele contacten, de verbetering van het handelsverkeer en ten slotte de samenwerking, niet alleen tussen de Verenigde Staten, Europa en het Gemenebest, maar ook met de U.S.S.R., voor de stabilisatie van de prijzen van de grondstoffen die door de onderontwikkelde landen worden geproduceerd, wat tevens de kwetsbare economie van deze gebieden stabiel zou maken en dus nog de beste vorm van hulpverlening zou zijn.

Le même Membre précise alors sa pensée de la manière suivante : « Voici des années que j'ai proposé qu'une ouverture soit faite à la Pologne, à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie concernant le règlement pacifique des différends. J'ai appris récemment que la Suisse a adressé à certains Etats communistes des propositions en ce sens. Pourquoi pas nous ? »

En ce qui concerne la Suisse, répond le Ministre, le Département n'a pas connaissance de propositions qu'elle aurait adressées récemment aux pays communistes.

M. Max Petitpierre, Président de la Confédération Helvétique et Chef du Département Politique, a prononcé, le 2 novembre dernier, un discours devant les membres de l'Association de la presse étrangère en Suisse. Les termes de cette déclaration du Chef du Gouvernement suisse, universellement connu pour sa sagesse et sa prudence politique, permettent d'affirmer qu'il est fort douteux que la Suisse ait fait des ouvertures à des gouvernements communistes.

Le Ministre a fait de plus remarquer que la Suisse n'était même pas membre des N.U.

Quant à approcher actuellement la Yougoslavie, par exemple, le Ministre répète que cela n'est guère le moment étant donné son attitude dans l'affaire congolaise.

Il avait pourtant fait un effort de conciliation à l'égard de ce pays et il rappelle le communiqué belgo-yougoslave du 25 mai dernier publié après sa visite à Belgrade et contenant notamment le passage suivant :

« Etant donné que le sort de tous les pays, grands et petits, dépend de la solution pacifique de ces questions, les Ministres des Affaires Etrangères des deux Gouvernements considèrent que tous les peuples et pays, — bien que dans les circonstances actuelles le sens de la marche des événements dépende dans une grande mesure de la politique des grandes puissances — sont intéressés à ces questions et devraient pour cette raison participer à la recherche de leur solution. A cet égard la visite du Ministre des Affaires Etrangères de Belgique s'est révélée très utile et fructueuse; elle a contribué à une meilleure connaissance et compréhension mutuelles; tout en constituant une contribution au raffermissement de la paix dans le monde. »

C'est d'ailleurs la même préoccupation qui animait le Ministre lorsqu'il s'est adressé à l'Assemblée Générale des Nations-Unies, au cours de sa 15^e session en 1960. Il y a développé l'idée que dans les relations entre le monde communiste et le monde occidental, les petites et moyennes puissances peuvent représenter une force respectable au service d'une politique modératrice. Il s'agit de recréer un sentiment de sécurité. « Nous restons convaincus, a-t-il déclaré à cette tribune, que les problèmes internationaux ne peuvent trouver leur solution que par la collaboration de tous et sous la pression d'une majorité. »

En résumé, conclut le Ministre, l'activité politique belge a tendu à encourager toutes les formes de détente entre l'Est et l'Ouest dans la mesure compatible avec les intérêts de la Belgique, de l'Occident et du Congo.

Hetzelfde lid licht dan zijn opvatting als volgt toe : « Sinds jaren stel ik nu al voor, om met Polen, Tsjechoslowakije en Joegoslavië in onderhandelingen te treden voor een vreedzame regeling van de geschillen. Ik heb onlangs vernomen dat Zwitserland aan sommige communistische staten voorstellen in die zin heeft gedaan. Waarom wij niet ? »

Dat Zwitserland onlangs voorstellen zou hebben gedaan aan de communistische landen, antwoordt de Minister, daarvan is op het Departement niets bekend.

De h. Max Petitpierre, voorzitter van de Zwitserse Bondsstaat en hoofd van het Politiek Departement, heeft op 2 november jl. een rede uitgesproken voor de leden van de Bond van de Buitenlandse Pers in Zwitserland. Uit deze verklaring van het hoofd van de Zwitserse regering, die algemeen bekend staat als een wijs en voorzichtig politicus, kan worden afgeleid dat het zeer te betwijfelen valt of Zwitserland dergelijke voorstellen zou hebben gedaan aan communistische regeringen.

Bovendien, merkte de Minister op, Zwitserland is niet eens lid van de O.V.V.

Wat de toenadering, b.v. tot Joegoslavië, betreft, herhaalt de Minister dat het daartoe niet het geschikte ogenblik is, gelet op de houding van dat land in de Congolese zaak.

Hij had nochtans een verzoeningspoging gedaan ten aanzien van Joegoslavië, en hij herinnert aan het Belgisch-Joegoslavisch communiqué dat op 25 mei j.l. na zijn bezoek aan Belgrado werd uitgegeven. Het bevat o.m. de volgende passus :

« Aangezien het lot van alle landen, zowel grote als kleine, afhangt van de vreedzame oplossing van die vraagstukken, beschouwen de Ministers van Buitenlandse Zaken van beide Regeringen, dat alle volken en landen — hoewel de wending van de gebeurtenissen in de huidige omstandigheden afhangt van de politiek van de grote mogendheden —, bij deze kwesties belang hebben en derhalve zouden moeten mede zoeken naar een oplossing. In dit opzicht is het bezoek van de Belgische Minister van Buitenlandse Zaken zeer nuttig en vruchtbaar geweest; het heeft bijgedragen tot meer wederzijdse kennis en begrip en het is tevens een bijdrage tot de versteviging van de vrede in de wereld. »

Het is overigens in dezelfde geest dat de Minister zich tot de Algemene Vergadering van de Verenigde Volken heeft gericht in de loop van haar vijftiende zitting in 1960. Hij heeft toen de gedachte geopperd dat in de betrekkingen tussen de communistische en de Westerse wereld, de kleinere mogendheden een eerbiedwaardige macht kunnen vormen ten dienste van een gematigde politiek. Er moet weer een gevoel van veiligheid aangekweekt worden. Wij blijven ervan overtuigd, verklaarde hij, dat de internationale problemen slechts door de samenwerking van allen en onder de druk van een meerderheid kunnen worden opgelost.

Kortom, zo besluit de Minister, de Belgische politieke activiteit heeft niets onverlet gelaten om de ontspanning tussen Oost en West in de hand te werken, zover zulks verenigbaar was met de belangen van België, van het Westen en van Congo.

1° Dans le domaine du *désarmement*, la Belgique a préconisé une action réaliste et rapide tout en exigeant les contrôles indispensables et le respect d'un équilibre réel entre la réduction des armements atomiques et celle des armements conventionnels. C'est dans ce sens qu'un mémorandum a été déposé le 13 mai à l'OTAN.

2° Dans la question *allemande*, et particulièrement celle de *Berlin*, la fermeté unanime de l'Occident quant au fond du problème et une action coordonnée, ce qui n'exclut pas la souplesse dans les méthodes, sont l'unique approche permettant à la longue d'aboutir à une détente réelle sur des bases raisonnables. L'action de la Belgique s'est toujours inspirée de ces principes.

3° Dans le domaine *économique* et commercial, notre action s'est efforcée de pousser à l'extension des relations entre l'Est et l'Ouest, particulièrement à l'égard des pays satellites, de manière à élargir les contacts avec ceux-ci. On peut espérer que cette méthode leur fera comprendre tout l'intérêt qu'ils ont à un rapprochement de plus en plus grand avec l'Occident.

4° Dans le domaine de *l'aide aux pays sous-développés*, la politique belge tend à ne pas exclure dès l'abord toute participation soviétique à un programme commun. Dans une récente intervention qu'il vient de faire devant l'Assemblée de l'U.E.O. à Paris, le Ministre a repris à ce sujet les idées qu'il avait développées à l'ONU en 1959 et dont il vient d'être parlé.

5° Dans le domaine *culturel*, l'élargissement des échanges d'informations, d'idées, les manifestations artistiques pourvu qu'elles atteignent l'individu et de larges couches de la population, ne peuvent qu'être favorables à l'Occident. C'est dans ce sens que s'est orientée notre politique grâce à la conclusion d'accords culturels.

III. *Derniers éléments.*

Comme le Conseil de l'OTAN s'est réuni depuis la séance où la Commission avait entendu le Ministre, il a paru intéressant de donner ici quelques informations à ce sujet.

Une session ministérielle de l'OTAN s'est tenue les 16, 17 et 18 décembre 1960 à Paris.

1. Elle a tout d'abord examiné la situation internationale.

En ce qui concerne le problème de *Berlin*, le Conseil a réaffirmé sa détermination de protéger la liberté de la population de Berlin-Ouest.

Le Ministre a, dans ce cadre, fait un exposé très complet de la politique belge au *Congo*. Il a insisté auprès de ses alliés pour qu'ils le soutiennent plus efficacement qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici. Nous avons vu plus haut qu'il considère que l'Alliance doit élargir son action.

1° Op het gebied van de *ontwapening* heeft België een realistische en snelle actie voorgesteld, evenwel met instelling van de onmisbare controle en met behoud van een werkelijk evenwicht tussen de vermindering van de atoomwapens en die van de conventionele wapens. In die zin werd op 13 mei een memorandum bij de N.A.V.O. ingediend.

2° In de Duitse kwestie, en meer bepaaldelijk de kwestie *Berlijn*, kan slechts een eensgezinde vastberadenheid van het Westen ten aanzien van de grond van dit probleem alsmede een gecoördineerde actie, wat de soepelheid in de methodes niet uitsluit, een toenaderingspunt opleveren op de duur tot een werkelijke ontspanning op redelijke grondslagen kan leiden. De Belgische actie is steeds van deze beginselen uitgegaan.

3° *Economisch* en commercieel was onze actie er op gericht de betrekkingen tussen Oost en West uit te breiden, meer bepaaldelijk ten opzichte van de satellietstaten, ten einde de contacten met deze te verruimen. Het is te hopen dat deze methode hen het belang zal doen inzien dat voor hen is gelegen in een steeds verdergaande toenadering tot het Westen.

4° Op het gebied van de *hulpverlening aan de onderontwikkelde landen* streeft de Belgische politiek er naar dat een Russische deelneming aan een gemeenschappelijk programma niet a priori wordt uitgesloten. In de laatste zitting van de W.E.U. te Parijs heeft de Minister in dit verband nogmaals het standpunt uiteengezet dat hij, zoals boven gezegd, reeds in 1959 voor de O.V.V. had ontwikkeld.

5° Op *cultureel* gebied kan een verruimde uitwisseling van informatie, van gedachten, van kunstmanifestaties, als zij maar doordringen tot het individu en tot de brede lagen van de bevolking, niet anders dan gunstige resultaten opleveren voor het Westen. Onze politiek is die weg opgegaan, dank zij het afsluiten van culturele akkoorden.

III. *Laatste gegevens.*

Aangezien de N.A.V.O.-Raad nog is bijeengekomen sinds de uiteenzetting van de Minister in de Commissie, leek het interessant enkele nadere inlichtingen te geven.

Op 16, 17 en 18 december 1960 werd te Parijs een ministeriële zitting van de N.A.V.O. gehouden.

1. Zij onderzocht allereerst de internationale toestand.

Wat het *Berlijnse* vraagstuk betreft, heeft de Raad opnieuw zijn vaste wil te kennen gegeven de vrijheid van de Westberlijnse bevolking te beschermen.

De Minister heeft in dit verband een zeer uitvoerige uiteenzetting gegeven van de Belgische politiek in *Congo*. Hij heeft zijn bondgenoten met aandrang verzocht om hem doelmatiger te ondersteunen dan zij tot dusverre gedaan hebben. Wij hebben hierboven gezien dat de N.A.V.O. zijns inziens haar actie moet verruimen.

b) Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a exposé le projet de *force de frappe* atomique qu'il soumet à l'OTAN. Il s'agit essentiellement de mettre à la disposition et sous contrôle multilatéral de celle-ci des engins à moyenne portée. Le Conseil a pris note avec intérêt de cette suggestion et a invité les Représentants permanents à l'étudier. Bien que l'on puisse penser que la nouvelle administration américaine reprendra à son compte cette proposition, aucun engagement définitif n'est intervenu.

3. *Le plan de dix ans.* Le Gouvernement belge a toujours été favorable à un renforcement de la solidarité atlantique. Son point de vue est qu'il s'agit avant tout de savoir si l'on veut marcher vers une Communauté ou, au contraire, s'affaiblir en réduisant l'Alliance à une juxtaposition temporaire d'efforts militaires. Si l'OTAN a contribué largement au maintien de la paix dans la zone atlantique, les positions de l'Occident ont été ébranlées dans le reste du monde.

D'autre part, la menace est devenue de plus en plus économique. Il faut un effort d'adaptation pour survivre.

C'est ce qui avait d'ailleurs amené M. Herter à suggérer l'an dernier une systématisation des consultations politiques, et une activité économique en faveur des pays insuffisamment développés.

Le Secrétaire Général a fait un rapport sur ces questions. Au cours d'un large échange de vues à ce sujet, le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique a souligné avec force le devoir pour l'Occident de s'entendre et de s'unir plus que jamais.

Il a insisté pour que la consultation politique prenne toute sa vigueur et son ampleur. Chacun doit faire face à ses responsabilités et faire connaître son point de vue. Il est inadmissible que trop souvent le Gouvernement, qui consulte ses collègues au sein du Conseil, n'obtienne pas de réponse.

Si l'OTAN se borne à la défense d'un périmètre limité et se désintéresse de ce qui se passe dans le monde, elle faillira à sa mission.

Cette manière de voir a trouvé son expression entre autres dans le paragraphe 11 du communiqué final qui déclare que les Ministres « ont réaffirmé leur volonté de pratiquer au sein de l'Alliance une consultation politique générale, dans l'intention d'arriver aussi complètement que possible à une coordination de leurs vues et à une unité d'action. Ils ont étudié les modalités techniques qui doivent leur permettre d'atteindre ce résultat. »

L'action de l'OTAN doit également s'étendre au domaine économique. Les Ministres ont souligné l'importance qu'ils attachent au développement des pays économiquement les moins favorisés de l'Alliance et à l'aide aux pays sous-développés.

b) De Staatssecretaris van de Verenigde Staten zette het plan voor een *atoomslagwapen* uiteen dat hij bij de N.A.V.O. heeft ingediend. De bedoeling is in hoofdzaak om middellange afstands-raketten ter beschikking en onder de multilaterale controle van de N.A.V.O. te stellen. De Raad heeft met belangstelling kennis van dit voorstel genomen en de permanente vertegenwoordigers verzocht het te bestuderen. Hoewel men mag aannemen dat de nieuwe Amerikaanse administratie dit voorstel zal overnemen, is nog geen definitieve verbintenis aangegaan.

3. *Het tienjarenplan.* De Belgische Regering is steeds voor een versterking van de Atlantische solidariteit geweest. Zij staat op het standpunt dat het er in aller-eerste instantie op aankomt te weten of men tot een Gemeenschap wil komen dan wel of men zichzelf zal verzwakken door de Alliantie te beperken tot een tijdelijk naast elkaar plaatsen van militaire inspanningen. Terwijl de N.A.V.O. ruimschoots heeft bijgedragen tot het handhaven van de vrede in de Atlantische zone, werd de positie van het Westen in de rest van de wereld aan het wankelen gebracht.

Anderzijds nam de bedreiging steeds meer een economisch karakter aan. Wij moeten ons trachten aan te passen, als wij willen stand houden.

Dit was overigens de reden waarom de h. Herter verleden jaar voorstelde om het politieke overleg te systematiseren en een economische actie te voeren ten bate van de onderontwikkelde landen.

De Secretaris-generaal heeft daarover verslag uitgebracht. Tijdens een ruime gedachtenwisseling over die problemen, heeft de Belgische Minister van Buitenlandse Zaken met klem gewezen op de plicht van het Westen om zich meer dan ooit te verstaan en te verenigen.

Hij heeft er op aangedrongen dat het politieke overleg in zijn volle kracht en omvang zou plaatshebben. Ieder moet zijn verantwoordelijkheden opnemen en zijn standpunt doen kennen. Het is onaannemelijk dat de Regering al te vaak geen antwoord krijgt wanneer zij haar collega's van de Raad om advies vraagt.

Als de N.A.V.O. zich bepaalt tot de verdediging van een beperkt gebied en geen belangstelling heeft voor wat er in de wereld omgaat, dan zal zij in haar taak tekortschieten.

Deze zienswijze is onder meer tot uiting gekomen in paragraaf 11 van het slotcommuniqué, waarin gezegd wordt dat « de Ministers opnieuw hun wil hebben te kennen gegeven om in de Alliantie een algemeen politiek overleg te organiseren, met het oogmerk hun standpunten zo volledig mogelijk met elkaar in overeenstemming te brengen en tot eenheid van actie te komen. Ze hebben de technische modaliteiten bestudeerd die hen in staat zullen stellen dit resultaat te bereiken. »

De actie van de N.A.V.O. moet zich eveneens uitstrekken tot de economische sector. De Ministers hebben gewezen op het belang dat zij hechten aan de ontwikkeling van de economisch minst begunstigde landen van de Alliantie en de hulpverlening aan de onderontwikkelde gebieden.

1. En ce qui concerne la *révision annuelle*, les échanges de vues ont démontré que la situation militaire de l'Alliance présente de graves lacunes, surtout devant les progrès continus de la science militaire soviétique. Non seulement il faut maintenir les forces nucléaires, mais être prêts à les employer pour résister à une agression. Il faut aussi renforcer le bouclier qui seul peut permettre de faire face à des incidents limités.

IV. Un Membre demande au Ministre ce qu'il pense du rôle de la *Conférence des Parlementaires* de l'OTAN.

Le Ministre répond qu'il y a toujours attaché une grande importance. Il a suggéré qu'elle soit institutionnalisée. Mais la question n'a pas encore reçu de solution. Elle est à l'étude.

V. Un Membre a posé par écrit la question suivante :

« Quelle a été l'attitude du Ministre au Conseil de l'OTAN ? »

a) relativement à la force de frappe Atlantique ?

b) au sujet de l'admission sur notre territoire d'engins de lancement de fusées Polaris ? »

Le Ministre a répondu par écrit également, le 20 décembre, dans les termes que voici :

« a) Relativement à la *force de frappe*.

» Au cours du Conseil ministériel de l'OTAN qui vient de se terminer, le délégué américain n'a pas fait une proposition nette en ce qui concerne la création d'une force de frappe atlantique, mais en a néanmoins lancé l'idée. Il ne pouvait, en effet, avancer davantage son gouvernement, d'abord parce que celui-ci se trouve à la veille d'un changement, ensuite et surtout parce que pareille création nécessiterait l'intervention du Congrès américain, dont on ne peut préjuger l'attitude. »

Comme cela a été précisé parmi les derniers développements de l'affaire, « il a été décidé que les suggestions relatives à la création de cette force de frappe seraient transmises pour étude au Conseil des Représentants permanents : c'est donc dans ce cadre qu'il appartiendra à la Belgique de définir sa position.

« b) Au sujet de l'admission sur notre territoire d'engins de lancement de *fusées Polaris*.

» Je ne puis mieux faire que de prier mon interlocuteur de se référer aux réponses que M. Gilson, ministre de la Défense Nationale et moi-même avons faites, à ce sujet par la voie du bulletin « ad hoc ». En voici le texte :

Bulletin des questions et réponses, Sénat du 29 novembre 1960, p. 37.

1° Au Ministre des Affaires Etrangères :

« Question n° 1 de M. Rolin du 8 novembre 1960 (Fr.) :

» Suivant des informations parues dans le « Times », reprises dans le « Monde » du 22 octobre, le général

4. Wat de *jaarlijkse herziening* betreft is uit de gedachtenwisselingen gebleken dat de militaire toestand van de Alliantie ernstige leemten vertoont, vooral met het oog op de aanhoudende vorderingen van de militaire wetenschap bij de Sovjets. De kernstrijdkrachten moeten niet alleen in stand worden gehouden, maar steeds klaar zijn om een aanval af te slaan. Ook het schild moet verstevigd worden, want het is het enige afweermiddel bij kleinere incidenten.

IV. Een lid vraagt aan de Minister wat hij denkt over de rol van de *Conferentie van de N.A.V.O.-parlementsleden*.

De Minister antwoordt dat hij er steeds groot belang aan heeft gehecht. Hij heeft voorgesteld om er een internationaal karakter aan te geven. Maar deze kwestie is nog niet opgelost. Zij is in studie.

V. Een lid stelde schriftelijk de volgende vraag :

« Wat was de houding van de Minister in de N.A.V.O.-Raad ? »

a) met betrekking tot het Atlantische atoomslagwapen ?

b) in verband met het opslaan van Polaris-raketten op ons grondgebied ? »

De Minister heeft op 20 december schriftelijk geantwoordt als volgt :

« a) Wat het *slagwapen* betreft :

» Tijdens de afgelopen vergadering van de Raad van N.A.V.O.-Ministers, heeft de Amerikaanse afgevaardigde geen duidelijk voorstel gedaan met betrekking tot het invoeren van een Atlantisch slagwapen, maar heeft echter wel die gedachte geopperd. Hij kon namens zijn regering niet verder gaan, omdat deze eerstdaags veranderd zou worden en vooral omdat een dergelijke maatregel aan het Amerikaans Congres moet worden voorgelegd en niemand weet in welke zin het zich zal uitspreken.

Zoals hierboven gezegd bij de laatste mededeling over de stand van de zaak, is beslist dat de suggesties in verband met de oprichting van dit slagwapen ter bestudering aan de Raad van Permanente Vertegenwoordigers zullen worden gezonden en het is dus in dit kader dat België zijn houding zal moeten bepalen.

« b) Met betrekking tot het opslaan van de *Polaris-raketten* op ons grondgebied :

» Ik kan niet beter doen dan te verwijzen naar de antwoorden die de h. Gilson, Minister van Landsverdediging, en ik zelf daarop via het Bulletin « ad hoc » hebben verstrekt. Hier volgt de tekst :

» Bulletin van Vragen en Antwoorden, Senaat, 29 november 1960, blz. 37.

1° Aan de Minister van Buitenlandse Zaken :

« Vraag n° 1 van de h. Rolin, dd. 8 november 1960 (Frans).

» Naar luid van de in de « Times » verschenen en in « Le Monde » van 22 oktober overgenomen berichten,

Norstad proposerait la mise à la disposition de l'OTAN de trois cent fusées Polaris, qui seraient installées sur des sous-marins, des péniches, des wagons de chemin de fer ou des camions, un peu partout dans la zone OTAN en Europe.

M. le Ministre peut-il donner l'assurance que pas plus que le gouvernement belge n'a consenti à l'installation de rampes stables de lancement, il n'autorisera l'accès sur notre territoire de véhicules ayant cette affectation ?

REPONSE :

Il a été question dans la presse, comme l'honorable sénateur le signale lui-même, et dans certains cercles politiques et militaires, d'une éventuelle mise à la disposition de l'OTAN de fusées Polaris qui seraient installées sur des bases mobiles sur mer ou sur terre.

A ce sujet, rien de concret encore n'a été proposé, tant et si bien que la question, faute de données précises, ne se pose pas effectivement pour le moment. »

2° Au Ministre de la Défense Nationale, Ibidem p. 40.

Même question de M. Rolin.

REPONSE :

Le gouvernement belge n'a pas été appelé, à ce jour, à se prononcer sur des intentions du général Norstad, telles qu'elles apparaissent d'informations parues dans des journaux étrangers.

Il n'est pas possible d'indiquer dès à présent à l'honorable membre quelles seront les attitudes des pays membres de l'OTAN en général ou celle du gouvernement belge en particulier à l'égard de propositions éventuelles que pourrait exprimer le général Norstad.

Il importe cependant de rappeler qu'à la session ministérielle de décembre 1957, réunissant également les chefs de gouvernement des pays membres, le Conseil de l'OTAN a décidé de mettre à la disposition du commandement suprême des forces alliées en Europe, des engins balistiques à moyenne portée.

A cette même réunion, il avait été décidé également de constituer des stocks de têtes nucléaires.

Les autorités militaires de l'OTAN avaient été invitées d'autre part à soumettre au Conseil leurs recommandations sur la mise en service de ces armes dans l'intérêt de la défense commune.

zou generaal Norstad voorstellen dat driehonderd Polaris-raketten ter beschikking van de N.A.V.O. zouden worden gesteld. Deze raketten zouden worden opgesteld op onderzeeboten, rivierboten, spoorwagens of vrachtwagens, zowat overal in de N.O.V.O.-zone in Europa.

Zou de heer Minister mij de zekerheid kunnen geven dat evenmin als de Belgische regering toegestemd heeft tot het aanleggen van vaste startbanen, zij geen toegang op ons grondgebied zal verlenen aan voertuigen met zulke bestemming ?

ANTWOORD :

Er is onlangs sprake geweest in de pers, zoals de heer Senator zelf vermeldt, en in sommige politieke en militaire kringen, dat gebeurlijk Polaris-raketten, waarmede mobiele bases zouden uitgerust worden te land en ter zee, ter beschikking van de N.A.V.O. zouden worden gesteld.

Daaromtrent werd nog geen enkel concreet voorstel gedaan, zodat de vraag, bij gebrek aan nauwkeurige gegevens, zich in feite voor het ogenblik niet stelt.

2° Aan de Minister van Landsverdediging, ibidem, blz. 40;

Zelfde vraag van de h. Rolin.

ANTWOORD :

De Belgische Regering werd tot op heden niet verzocht zich uit te spreken aangaande bedoelingen van generaal Norstad, zoals deze blijken uit informatie die in vreemde bladen zijn verschenen.

Het is niet mogelijk nu reeds aan het geacht lid ter kennis te brengen, welke de houding zal zijn van de landen-leden van de N.A.V.O. in het algemeen of van de Belgische regering in het bijzonder, ten overstaan van gebeurlijke voorstellen die generaal Norstad zou kunnen doen.

Het is nochtans belangrijk eraan te herinneren, dat, tijdens de ministeriële zitting van december 1957, die eveneens de regeringschefs van de landen-leden verenigde, de Raad van de N.A.V.O. besloten heeft balistische tuigen met middellange draagwijdte ter beschikking van het oppercommando der geallieerde strijdkrachten in Europa te stellen.

Tijdens dezelfde zitting werd eveneens besloten stocks van kernkoppen aan te leggen.

De militaire overheden van de N.A.V.O. werden anderzijds verzocht aan de Raad hun aanbevelingen voor te leggen aangaande het in dienst nemen van deze wapens in het belang van de gemeenschappelijke verdediging.

CHAPITRE III.

Europe.

I. Comme pour l'OTAN, le Ministre avait eu antérieurement l'occasion de faire à la Commission un exposé sur nos relations avec les Communautés européennes. En voici l'essentiel, complété par les éléments résultant des dernières réunions internationales.

« En ce qui concerne l'Europe, le Gouvernement belge est resté fidèle aux objectifs communautaires. Concrètement, il s'agit d'une part de préserver l'existence, la nature et le dynamisme des Communautés européennes existantes et d'autre part de favoriser leur prolongement dans le domaine politique.

» 1. Quant aux Communautés européennes existantes, la *décision d'accélérer*, à la date du 31 décembre 1961, le rythme de réalisation du Traité de Rome est capitale.

» L'accélération — que le Gouvernement belge avait proposée par son memorandum d'octobre 1959 — est importante à raison non seulement de ses répercussions internes dans l'accomplissement de progrès économiques et l'établissement de politiques communes, mais aussi de ses effets psychologiques considérables à l'intérieur comme à l'extérieur de la Communauté.

» Rappelons qu'à l'intérieur des Six, la réduction des tarifs douaniers, dans le domaine industriel, atteindra à la fin de la première étape de la période de transition, soit au 31 décembre 1961, 40 et éventuellement 50 % au lieu des 30 prévus par le Traité.

» Le Conseil des Ministres qui a siégé à Bruxelles les 21 et 22 décembre a pu, au terme d'une longue discussion, se mettre d'accord sur l'application effective, à la date du 1^{er} janvier prochain, de l'accélération du Traité de Rome, levant certaines objections qui avaient été avancées en matière *agricole*.

» 2. La Communauté européenne doit rester largement ouverte à l'égard des *pays tiers*.

» Elle a tout d'abord des devoirs particuliers vis-à-vis des P.T.O.M. (Pays et Territoires d'Outre Mer). En effet, les Etats membres du Traité de Rome ont réalisé sous leur seule signature l'association au Marché Commun de ces territoires qui, à l'époque, dépendaient encore politiquement d'eux. Cette association fait l'objet de la quatrième partie du Traité de Rome.

» La convention d'association qui en règle les modalités expire le 31 décembre 1962. La question est de savoir si, en accédant à l'indépendance, ces Etats perdent l'avantage de l'association. La thèse majoritaire défendue avec énergie par la Belgique, est que l'accession à l'indépendance des P.T.O.M. maintient le droit pour ceux-ci d'être associés à la Communauté, à la condition qu'ils confirment unilatéralement cette volonté. Toutefois, les modalités de l'association devront être revues pour la période postérieure à 1962. »

HOOFDSTUK III.

Europa.

I. Evenals voor de N.A.V.O. heeft de Minister reeds vroeger gelegenheid gehad in de Commissie een uiteenzetting te houden over onze betrekkingen met de Europese Gemeenschappen. Hier volgt de kern ervan aangevuld met gegevens over de jongste internationale bijeenkomsten.

« Wat Europa betreft, is de Regering trouw gebleven aan de gemeenschappelijke doeleinden. In concreto komt het erop aan, eensdeels, het bestaan, de eigen aard en het dynamisme van de Europese Gemeenschappen te vrijwaren en, anderdeels, hun uitbreiding tot het politieke vlak in de hand te werken.

» 1. Voor de bestaande Europese Gemeenschappen is de beslissing om op 31 december 1961 de *verwezenlijking van het Verdrag van Rome te versnellen* van het hoogste gewicht.

» Deze versnelling — die door de Belgische Regering in haar memorandum van oktober 1959 was voorgesteld — is niet alleen van belang wegens haar interne weerslag op de economische vorderingen en het vaststellen van een gemeenschappelijk beleid, maar ook door de grote psychologische invloed die er van uitgaat zowel binnen als buiten de Gemeenschap.

» Er zij aan herinnerd dat, binnen het gebied van de Zes, de verlaging van de toltarieven op industrieel gebied, op het einde van de eerste etappe van de overgangperiode, dus op 1 oktober 1960, 40 en eventueel 50 % zal bedragen in plaats van 30 % zoals het Verdrag voorzag.

» De Raad van Ministers, die op 21 en 22 december te Brussel vergaderde, kon het na een lange bespreking eens worden over de werkelijke toepassing van de versnelling van het Verdrag van Rome vanaf 1 januari a. s., zodat sommige bezwaren inzake *landbouw* kwamen te vervallen.

» 2. De Europese Gemeenschap moet wijd openstaan voor *derde landen*.

» Zij heeft allereerst bijzondere verplichtingen jegens de landen en gebieden overzee. De lidstaten van het Verdrag van Rome hebben immers zelf deze gebieden verbonden aan de Gemeenschappelijke Markt, daar zij toen nog politiek van hen afhingen. Deze associatie is geregeld in het vierde deel van het Verdrag van Rome.

» Het associatieverdrag, dat de modaliteiten ervan bepaalt, vervalt op 31 december 1962. De vraag rijst of deze Staten, nu zij onafhankelijk zijn, het voordeel van de associatie zullen verliezen. De stelling van de meerderheid, die door België krachtadig wordt verdedigd, is dat deze onafhankelijk geworden gebieden het recht behouden op associatie met de Gemeenschap, op voorwaarde dat zij de wil daartoe eenzijdig bevestigen. De modaliteiten van de associatie moeten evenwel worden herzien voor de periode na 1962. »

A ce sujet la Commission émet le vœu que les négociations soient activement poussées.

« En deuxième lieu, toujours dans le domaine des relations extérieures de la Communauté européenne, on peut noter l'évolution favorable des négociations de l'accord d'association entre la C.E.E. et la Grèce. Elles pourront probablement être menées à leur terme dans peu de temps. L'heureuse conclusion d'une entente avec ce pays démontrera que la Communauté n'est pas un bloc fermé, mais qu'au contraire, elle compte assumer ses responsabilités dans le monde et notamment en Europe occidentale.

» Enfin, se pose encore la question des relations entre *les Six et les Sept*. » Union douanière ou zone de libre échange, le problème n'est pas facile à résoudre. Il semble cependant qu'en Grande Bretagne, en Suède et même en Suisse, un courant s'amorce favorable à l'idée de la C.E.E. »

Notre pays devant exporter 40 % de sa production souhaite évidemment voir s'étendre l'aire économique du Traité de Rome. Mais cela ne doit pas se faire au prix des avantages essentiels de celui-ci.

Cette question « comporte à la fois des aspects à court et à long terme. Le problème à court terme est traité en ordre principal au sein du « Comité des Questions commerciales des XXI », qui siège à Paris et qui l'étudie sous l'angle des abaissements tarifaires réciproques à prévoir en fonction des négociations au G.A.T.T. (voir Rapport Budget 1960 — Doc. Sénat 281 session de 1959-60, pp. 12 à 14.)

« Cette étude se poursuit dans le cadre de l'O.E.C.E., devenue depuis le 14 décembre dernier, l'O.C.D.E. (Organisation de Coopération et de Développement Economiques), à la suite de l'entrée des Etats-Unis et du Canada. La nouvelle Organisation consacrerait une partie de son activité à l'assistance aux pays en voie de développement.

« Le problème à long terme, où l'on retrouve tous les éléments économiques et politiques propres aux Six et aux pays membres de l'EFTA (European Free Trade Area), est quelque peu en veilleuse, mais la volonté de le résoudre, lorsque le moment paraîtra mûr pour des négociations définitives et fructueuses, n'est absente ni d'un côté ni de l'autre.

» On a beaucoup parlé, pour en souligner les dangers, des risques d'une division politique de l'Europe. Il semble que ceux-ci soient aujourd'hui appréciés dans une plus juste perspective. Si la C.E.E. et l'EFTA développent — ainsi que l'a proposé le gouvernement belge — une politique d'abaissements tarifaires tant entre eux qu'à l'échelle mondiale, elles prépareront les voies à une solution définitive, en évitant dans l'immédiat les risques d'une division que l'Europe ne peut se permettre car la poussée soviétique est grande vers les pays du tiers-monde en particulier. »

Rappelons que la C.E.E. a proposé aux pays tiers, à charge de réciprocité, une baisse de 20 % de son tarif.

In dit verband spreekt de Commissie de wens uit dat de onderhandelingen actiever worden doorgezet.

» In de tweede plaats kan, ook nog op het gebied van de buitengemeenschappelijke betrekkingen, gewezen worden op de gunstige wending van de besprekingen over een associatieverdrag tussen de E.E.G. en Griekenland. Zij zullen waarschijnlijk spoedig tot een goed einde worden gebracht. De totstandkoming van een overeenkomst met dit land zal aantonen dat de Gemeenschap geen gesloten blok is, maar integendeel haar verantwoordelijkheid wil opnemen in de wereld en met name in West-Europa.

» Ten slotte is er nog de kwestie van de betrekkingen tussen de Zes en de Zeven. Douane- en vrijhandelszone, het probleem is niet gemakkelijk op te lossen. Het ziet er evenwel naar uit dat in Groot-Brittannië, in Zweden en zelfs in Zwitserland zich een kentering aftekent van de E.E.G.-gedachte. »

Aangezien ons land 40 % van zijn productie moet uitvoeren, wenst het natuurlijk een uitbreiding van het economische gebied van het Verdrag van Rome. Maar dit mag niet gebeuren ten koste van de wezenlijke voordelen van dit verdrag.

Aan deze kwestie zijn zowel aspecten op korte als op lange termijn verbonden. De problemen op korte termijn worden hoofdzakelijk behandeld in het Comité van handelsbetrekkingen van de XXI, dat te Parijs gevestigd is en de zaak bestudeert uit het oogpunt van de wederzijdse tariefverlagingen die zullen voortvloeien uit de onderhandelingen van de G.A.T.T. (zie verslag begroting 1960, Gedr. St. Senaat n° 281, zitting 1959-1960, blz. 12 tot 14).

Deze studie heeft plaats in het kader van de O.E.E.S., die sedert 14 december jl., na de toetreding van de Verenigde Staten en Canada, de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (O.E.S.O.) is geworden. De nieuwe Organisatie zal een deel van haar activiteit wijden aan de bijstand aan de in ontwikkeling zijnde landen.

Het probleem op lange termijn, waarbij alle economische en politieke aspecten van de Zes en van de lidstaten van de E.F.T.A. (European Free Trade Area) te berde komen, is enigszins op de achtergrond geraakt, maar de wil om het op te lossen, wanneer het ogenblik voor definitieve en vruchtbare onderhandelingen zal zijn aangebroken, is aan beide zijden aanwezig.

De gevaren van een politieke scheuring in Europa zijn dikwijls ter sprake gekomen. Het schijnt wel dat deze risico's thans in een juister perspectief worden gezien. Indien de E.E.G. en de E.F.T.A., zoals de Belgische Regering heeft voorgesteld, een politiek van tariefverlagingen toepassen, zowel onder elkaar als op een wereldschaal, zullen zij de weg banen voor een definitieve oplossing en in de onmiddellijke toekomst het risico ontlopen van een verdeling, die Europa zich niet kan veroorloven, omdat het opdringen van de Sovjets, vooral naar de landen van de derde wereld, te sterk is.

Er zij een herinnerd dat de E.E.G. aan de derde landen heeft voorgesteld, haar tarief met 20 % te verlagen, op voorwaarde van wederkerigheid.

3. Toutes ces initiatives ont été prises dans le domaine économique et le plus souvent dans le cadre du Traité de Rome, mais ne faut-il pas aller plus loin, notamment dans la voie d'une *coopération politique* ?

« A ce sujet, des *propositions françaises* de renforcement de la coopération européenne ont soulevé des espoirs, comme des doutes et des controverses. »

« On se souvient qu'au cours d'une conférence de presse, le 5 septembre dernier, le Président de Gaulle a fait des suggestions importantes. Tout en admettant la valeur technique des commissions et haute autorité européennes, il leur déniait toute efficacité politique, estimant que seuls les Etats pouvaient en être doués, parce qu'ils sont les réalités européennes. Il a donc exprimé le souhait que soit organisée la coopération régulière des Etats de l'Europe Occidentale dans les domaines politique, économique, culturel et dans celui de la défense. A son sens, cela comportait, outre un concert organisé et régulier des gouvernements responsables et le travail d'organismes spécialisés, « la délibération périodique d'une assemblée qui soit formée par les délégués des parlements nationaux et le plus tôt possible, un solennel referendum européen. »

« Le gouvernement belge a étudié ces propositions dans un esprit pragmatique, estimant qu'il convient de saisir le mouvement plutôt que de s'y opposer, à la condition toutefois que soient respectées les compétences des Communautés économiques européennes d'une part et de l'O.T.A.N. d'autre part.

« La politique économique au sens le plus large est déjà prévue par les Traités de Rome et ne peut échapper aux institutions communautaires. Par ailleurs, l'organisation éventuelle à créer ne peut en aucune manière risquer de devenir l'instance d'appel, à laquelle les égoïsmes nationaux pourraient recourir.

« Les progrès de la coopération politique européenne sont en effet liés, dans l'esprit du Ministre, à la solution de certaines problèmes, notamment celui de la fusion des exécutifs (chacun d'eux conservant la compétence qui lui est dévolue par les traités) et celui des élections européennes (dont l'organisation devrait être poursuivie).

« Par ailleurs le gouvernement belge a exprimé son souci de garder la porte ouverte à l'Angleterre qui représente un élément d'équilibre dans la coopération européenne.

« De même que l'on recherche un *modus vivendi* économique, il faudra, dans le cadre de cette coopération politique de l'Europe des Six, réserver à la Grande Bretagne une place « ad hoc », en utilisant notamment le lien que représente l'U.E.O. A ce sujet, il faut rappeler que dans son discours prononcé le 30 novembre devant l'assemblée parlementaire de l'U.E.O. le Ministre a préconisé une coopération entre les Six et la Grande Bretagne, pour une action qui serait entreprise à l'égard des pays d'Afrique en voie de développement.

« Une réunion présidée par le Général de Gaulle et groupant les Premiers Ministres et Ministres des Affai-

3. Al deze initiatieven zijn van economische aard en werden meestal genomen in het kader van het Verdrag van Rome; maar moeten wij niet verder gaan, met name in de richting van *politieke samenwerking* ?

« In dit verband hebben *Franse voorstellen* tot versteviging van de Europese samenwerking enige hoop gewekt, doch ook twist en twijfel ».

« Men zal zich herinneren dat President de Gaulle, in een persconferentie, op 5 september j.l., belangrijke voorstellen heeft gedaan. Hoewel hij de technische waarde van de Europese Commissies en van de Hoge Autoriteit erkende, ontzegde hij hun alle politieke doelmatigheid, die naar zijn oordeel alleen te verwachten is van de afzonderlijke Staten, omdat zij de Europese realiteiten zijn. Hij heeft dan ook de wens uitgesproken dat tussen de West-Europese Staten een regelmatige samenwerking tot stand zou komen op het gebied van de politiek, de economie, de cultuur en de verdediging. Zijns inziens is daartoe niet alleen een georganiseerd en geregeld overleg tussen de verantwoordelijke regeringen en de werking van gespecialiseerde lichamen nodig, maar ook geregelde beraadslagingen van een vergadering, bestaande uit vertegenwoordigers van de nationale parlementen en zo spoedig mogelijk een plechtig Europees referendum .

« De Belgische Regering heeft deze voorstellen in een zakelijke geest onderzocht omdat het naar haar mening beter is de beweging te volgen dan er tegen in te gaan, mits de bevoegdheden van de Europese economische gemeenschappen enerzijds en van de N.A.V.O. anderzijds worden geëerbiedigd.

« De economische politiek in de ruimste zin is reeds vastgelegd in de Verdragen van Rome en kan niet aan de gemeenschappelijke instellingen worden onttrokken. Een eventueel op te richten organisatie mag in geen geval een instantie van hoger beroep worden voor het nationale egoïsme.

« De Europese politieke samenwerking kan volgens de Minister geen vorderingen maken voordat een aantal vraagstukken zijn opgelost, zoals bijvoorbeeld de samensmelting van de executieven (waarbij elk afzonderlijk de bevoegdheid behoudt die het op grond van de verdragen bezit) en de Europese verkiezingen (die verder moeten worden voorbereid).

« Verder heeft de Belgische Regering het verlangen te kennen gegeven dat de deur voor *Engeland* zal blijven openstaan omdat dit land een factor van evenwicht in de Europese samenwerking vertegenwoordigt.

« Evenals naar een economisch *modus vivendi* wordt gezocht, zal men, in het kader van deze politieke samenwerking van het Europa der Zes, aan Groot-Brittannië een plaats « ad hoc » moeten vrij houden o.m. via de W.E.U. In dit verband dient er aan te worden herinnerd dat de Minister in zijn rede van 30 november voor de parlementaire vergadering van de W.E.U. heeft voorgesteld dat de Zes en Groot-Brittannië een gezamenlijke actie zouden op touw zetten ten gunste van de in ontwikkeling zijnde landen van Afrika.

« Op 10 februari e.k. zal te Parijs een vergadering van de Eerste-Ministers en de Ministers van Buiten-

res Etrangères des Six doit se tenir le 10 février à Paris « pour procéder à un premier examen des idées françaises. »

II. Un membre a posé la question suivante : Des progrès ont-ils été réalisés dans la voie de l'unification de l'exécutif des trois communautés européennes ?

Voici la réponse du Ministre :

La question de la fusion des exécutifs est entrée dans une phase nouvelle avec le rapport de M. Maurice Faure présenté le 25 octobre dernier devant la Commission des affaires politiques et des questions institutionnelles de la C.E.E.

Le rapport, qui a été adopté à l'unanimité par cette commission, précise la méthode à suivre pour atteindre l'unification désirée.

La procédure proposée ne conduirait pas à une fusion proprement dite des communautés, mais bien à une rationalisation et à une harmonisation de leurs structures institutionnelles par la fusion de leurs exécutifs.

Il s'agit donc de créer un exécutif unique auquel seraient confiées les compétences et de la Haute Autorité, et celles des Commissions de la C.E.E. et de la C.E.E.A.

Le rapport Faure a été examiné par le Conseil des Ministres des communautés européennes les 14 et 15 novembre de cette année et au cours du colloque entre les Conseils et l'Assemblée qui vient de se tenir à Strasbourg les 21 et 22 novembre dernier.

Une résolution en approuve les conclusions et plusieurs parlementaires ont demandé la mise en place d'un exécutif unique avant la fin de 1961.

Ce problème devra être étudié par les gouvernements, en fonction de ses implications politiques, juridiques et techniques.

Un Membre signale qu'on se heurte à certaines *objections de la part du Luxembourg*. Celui-ci fait en effet observer à ses partenaires qu'il craint de perdre, dans un exécutif unifié, l'influence qu'il exerce actuellement dans les commissions et Haute autorité européennes. Il détient aujourd'hui une place dans deux des trois commissions. Si l'exécutif commun a même quinze membres, il pourrait n'y avoir qu'un luxembourgeois dans le nombre. Or 80 % de l'économie de ce pays rentre dans le domaine des communautés.

D'autre part, il reste toujours la question du siège. S'il y a un seul exécutif, il n'y aura qu'un siège et Luxembourg perdra la présence de la Haute Autorité.

Le Ministre a répondu que sa proposition respecte le statut administratif, en ce sens qu'un volume de services resterait dans le Grand Duché. D'autre part, la représentation de celui-ci dépend du nombre de membres de l'exécutif unique.

landse Zaken van de Zes plaats hebben onder het voorzitterschap van Generaal de Gaulle, « om een eerste onderzoek te wijden aan de Franse standpunten ».

II. Een lid stelde de volgende vraag : zijn er reeds vorderingen gemaakt inzake de *eenmaking van de executieven* van de drie Europese Gemeenschappen ?

Ziehier het antwoord van de Minister :

Het vraagstuk van de samensmelting van de executieven is in een nieuw stadium getreden met het verslag van de h. Maurice Faure, dat op 25 oktober j.l. bij de Commissie voor politieke aangelegenheden en institutionele vraagstukken van de E.E.G. werd ingediend.

Het verslag, dat door de Commissie eenparig werd goedgekeurd, bepaalt de methode voor het bereiken van de gewenste eenmaking.

De voorgestelde procedure zou niet tot een eigenlijke samensmelting van de Gemeenschappen leiden, maar wel tot een rationalisering en een harmonisering van hun institutionele structuren door de samensmelting van hun executieven.

Het is dus de bedoeling om tot een enkel uitvoerend orgaan te komen, waaraan de bevoegdheid van de Hoge Autoriteit en van de Commissie van de E.E.G. en van de E.G.A. zou worden opgedragen.

Het verslag Faure werd op 14 en 15 november 1960 door de Raad van Ministers van de Europese Gemeenschappen onderzocht en ook tijdens het op 21 en 22 november l.l. te Straatsburg gehouden colloquium tussen de Raden en het Parlement.

De conclusies ervan zijn in een resolutie goedgekeurd en verscheidene parlementsleden hebben gevraagd dat het verenigde uitvoeringsorgaan tegen het einde van 1961 tot stand zou komen.

Dit vraagstuk zal door de regeringen moeten worden onderzocht in het licht van zijn politieke, juridische en technische gevolgen.

Een lid verklaart dat *het Groothertogdom bezwaren oppert*. Luxemburg heeft zijn partners er op gewezen dat het in een verenigd uitvoeringsorgaan de invloed vreest te verliezen die het thans uitoefent in de Europese Commissies en de Hoge Autoriteit. Het heeft thans een plaats in twee van de drie commissies. Zelfs indien de Gemeenschappelijke Executieve vijftien leden telt, is het mogelijk dat er slechts één Luxemburger bij is, terwijl 80 p.c. van de Luxemburgse economie onder het gebied van de Gemeenschappen valt.

Er is ook nog altijd het vraagstuk van de zetel. Bestaat er slechts een enkel uitvoeringsorgaan, dan zal er ook slechts één zetel zijn en zal Luxemburg de Hoge Autoriteit verliezen.

De Minister antwoordde dat zijn voorstel de administratieve status eerbiedigt, in die zin dat een aantal diensten in het Groothertogdom gevestigd zouden blijven. Anderzijds zal de Luxemburgse vertegenwoordiging afhangen van het aantal leden van de gemeenschappelijke executieve.

Quoiqu'il en soit, la *Commission est unanime* sur la nécessité de l'unification et elle se félicite que le Gouvernement agisse dans ce sens.

III. Un membre a demandé si le Ministre n'avait pas de précisions à donner à la Commission au sujet de la *Communauté européenne de culture*. Il pense qu'un premier pas pourrait être fait dans cette voie en multilatéralisant des accords culturels existants entre les Six.

Le Ministre considère que ce serait en effet un bon moyen de faire avancer les choses. Il est certain, a-t-il dit, que la coopération européenne, qui se manifeste dans divers domaines déjà, trouvera inévitablement ses prolongements dans le Domaine culturel.

Le gouvernement a traduit cette tendance dans des dispositions concrètes.

IV. *Immunités diplomatiques et fiscales des fonctionnaires européens.*

Lors de l'examen du précédent budget, la Commission avait signalé (V. rapport sur Budget 1960, Doc. Sénat n° 281, session de 1959-60, p. 27) qu'elle avait mis ce problème à l'étude à l'occasion de la demande d'approbation du 2^e protocole additionnel à l'Accord Général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe (Doc. Chambre n° 212 (1 et 2), session de 1958-59).

Cette étude n'est, paraît-il, pas terminée. Elle comprendra outre un exposé historique, deux parties consacrées, l'une aux espèces de privilèges et immunités, l'autre aux différents titulaires de ceux-ci.

On peut espérer qu'elle sera soumise cette année au Sénat. Il y sera donc fait allusion lors de l'examen du prochain budget.

*
**

Hoe dit zij, de *Commissie is het eenparig eens* over de noodzakelijkheid van de eenmaking en zij verheugt er zich over dat de Regering daarop aanstuurt.

III. Een lid verzocht de Minister om nadere inlichtingen omtrent de *Europese Cultuurgemeenschap*. Hij meent dat een eerste stap in die richting kan worden gedaan door de bestaande culturele akkoorden tussen de Zes multilateraal te maken.

De Minister denkt dat dit inderdaad een goed middel zou zijn om de zaken te bespoedigen. Het is zeker, zo verklaarde hij, dat de Europese samenwerking, die reeds op verschillend gebied tot uiting komt, zich onvermijdelijk zal uitbreiden tot de cultuur.

De Regering heeft deze strekking in concrete bepalingen vastgelegd.

IV. *Diplomatieke en fiscale immunititeiten van de Europese ambtenaren.*

Bij de behandeling van de vorige begroting had de Commissie verklaard (zie verslag begroting 1960, Gedr. St. Senaat, n° 281, zitting 1959-1960, blz. 27) dat zij deze kwestie in studie had genomen ter gelegenheid van het verzoek om goedkeuring van het tweede Aanvullend Protocol bij het Algemeen Verdrag nopens de voorrechten en immunititeiten van de Raad van Europa, (Gedr. St. Kamer, n° 212 (1 en 2), zitting 1958-1959).

Naar het schijnt is deze studie nog niet ten einde. Na een historisch overzicht zullen, in twee hoofdstukken, eensdeels de verschillende soorten voorrechten en immunititeiten en anderdeels de verschillende dragers ervan worden onderzocht.

Naar verwachting zal zij nog dit jaar aan de Senaat worden voorgelegd. Zij zal dus bij de behandeling van de eerstvolgende begroting ter sprake komen.

*
**

CHAPITRE IV.

Aire Benelux.1. *Pays-Bas.*

Le problème, qui, en dehors de l'Union économique, a surtout retenu l'attention des deux pays depuis quelques années, est celui des *voies d'eau*.

A ce sujet, trois questions se posent :

1° Celle du bouchon de Lanaye.

Un accord est intervenu depuis longtemps entre les gouvernements belge et hollandais. Le projet de traité a fait l'objet d'observations de forme de la part des autorités néerlandaises, mais ces observations ne mettent pas en cause l'existence de l'accord. Les Pays-Bas ont d'ailleurs déjà réglé une partie du coût des travaux.

Le traité sera donc signé prochainement.

Observation : La Commission compte que le gouvernement soumettra le projet, avant sa signature, au Conseil Interparlementaire consultatif Benelux.

2° Le canal Gand-Terneuzen.

Le traité est soumis à la ratification parlementaire. Il a déjà reçu l'approbation de la Chambre et le Sénat se prononcera sans doute bientôt.

3° La liaison Escaut-Rhin.

C'est la seule question non encore résolue. Les négociations décidées en février entre Messieurs Wigny et Luns n'ont pas évolué de façon positive, malgré les efforts belges. Observons cependant qu'un accord de principe existe sur le tracé : une voie débouchant dans la partie Est de l'Escaut Oriental avec prolongement par l'Eendracht. Mais l'étude du financement n'a pas encore été entamée. Quant aux problèmes économiques, ils font l'objet de fréquentes discussions. On sait que les Néerlandais subordonnent la réalisation de ces travaux à certaines conditions. Ils veulent obtenir, par exemple, la suppression de toutes subventions et primes accordées au trafic rhénan, bien qu'Anvers soit placé dans une position désavantageuse par rapport à Rotterdam, à raison notamment de la route plus longue.

2. *Grand Duché de Luxembourg.*

Un membre a posé la question suivante :

Des progrès ont-ils été réalisés depuis l'an dernier pour supprimer les *restrictions et contrôles qui subsistent à la frontière* entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg ?

Voici la réponse du Ministre :

1. Le contrôle sur la *circulation des personnes* entre les deux pays a pratiquement été supprimé depuis le 1^{er} juillet 1960.

HOOFDSTUK IV.

Benelux-gebied.1. *Nederland.*

Het probleem dat, naast de Economische Unie, sinds enkele jaren vooral de aandacht van beide landen gaande houdt, is dat van de *waterwegen*.

In dit verband rijzen drie vragen :

1° De stop van Ternaaien.

Sinds lang is hieromtrent overeenstemming bereikt tussen de Belgische en de Nederlandse regering. Op het ontwerp van verdrag zijn van Nederlandse zijde opmerkingen gevallen over de vorm, maar die brengen het bestaan van het akkoord niet in het gedrang. Nederland heeft overigens reeds een deel van de kosten voor de werken betaald.

Het verdrag zal dus eerlang worden ondertekend.

Opmerking : De Commissie rekent erop dat de Regering het ontwerp vóór de ondertekening aan de Raadgevende Interparlementaire Beneluxraad zal voorleggen.

2° Het kanaal Gent-Terneuzen.

Het verdrag is ter bekrachtiging aan het Parlement voorgelegd. Het is reeds door de Kamer goedgekeurd en de Senaat zal er zich vermoedelijk weldra over uitspreken.

3° De Schelde-Rijnverbinding.

Dit is nog de enige onopgeloste kwestie. Het verloop van de onderhandelingen waartoe de hh. Wigny en Luns in februari besloten hadden, kan ondanks de inspanningen van Belgische zijde niet positief heten. Toch valt er op te merken dat er principiële overeenstemming bestaat over het tracé : een waterweg die in het oostelijke gedeelte van de Oosterschelde uitmondt, met een verlenging via de Eendracht. Maar met de studie van de financiering is nog geen aanvang gemaakt. Wat de economische problemen betreft, deze zijn reeds herhaaldelijk ter sprake gekomen. Zoals bekend, stellen de Nederlanders voor de uitvoering van deze werken bepaalde voorwaarden. Zij verlangen bijvoorbeeld de afschaffing van alle rijnvaartpremies, hoewel Antwerpen tegenover Rotterdam in een ongunstige positie verkeert, o.a. omdat de weg langer is.

2. *Groothertogdom Luxemburg.*

Een lid stelde de volgende vraag :

Zijn er sedert verleden jaar vorderingen gemaakt in verband met de opheffing van de *nog bestaande beperkingen en controles aan de grens* tussen België en het Groothertogdom Luxemburg ?

Hier volgt het antwoord van de Minister :

1. De controle op *het personenverkeer* tussen beide landen is praktisch opgeheven sinds 1 juli 1960.

C'est en effet à cette date qu'est entrée en vigueur la Convention, conclue le 11 avril 1960, entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du Benelux.

2. *Circulation des marchandises* : Le secteur agricole mis à part, les seules restrictions et contrôles subsistant à la frontière intra-U.E.B.L. découlent du fait que l'unification des droits d'accises d'une part, et de la taxe sur le chiffre d'affaires luxembourgeois d'autre part, n'a pu être réalisée.

Dans le domaine agricole, la situation ne s'est pas améliorée au cours de l'année 1960.

Observation. Cette réponse n'a point satisfait la Commission, qui a prié le Ministre de se référer au rapport qu'elle a déposé sur le budget de l'exercice 1960 (Doc. Sénat, n° 281, session de 1959-60, pp. 24-26) et de lui indiquer notamment le résultat des études menées par les groupes de travail, constitués le 29 avril 1959.

A la suite de quoi, le Département a fait parvenir au rapporteur la *note complémentaire* que voici :

Dans le cadre de la révision de la Convention de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, les délégations des deux pays examinent notamment les mesures à prendre, afin de compléter et achever la démobilisation douanière à leur frontière commune. Cette question soulève divers problèmes qui sont traités par plusieurs groupes de travail.

Les travaux relatifs au réexamen de l'U.E.B.L. (dans le cadre de l'article 94 du Traité Benelux) sont en bonne voie.

Les deux parties désirent parvenir à libérer le plus possible la circulation des marchandises à leur frontière.

La Commission des Affaires Etrangères du Sénat ayant exprimé le regret que l'élimination des dernières entraves à l'Union progresse aussi lentement, le Ministre tient à lui signaler que le groupe compétent, en accord avec les juristes intéressés, pourra prochainement entamer la rédaction du texte des protocoles à intervenir.

**

Op die datum trad namelijk het verdrag van 11 april 1960 tussen het Koninkrijk België, het Koninkrijk der Nederlanden en het Groothertogdom Luxemburg betreffende de verplaatsing van de personencontrole naar de buitengrenzen van de Benelux, in werking.

2. *Goederenverkeer* : de landbouwsector buiten beschouwing gelaten zijn de enige beperkingen en controles die aan de binnengrenzen van de B.L.E.U. nog bestaan een gevolg van het feit dat de eenmaking van de accijsrechten eensdeels en van de Luxemburgse omzetbelasting anderdeels niet tot stand konden komen.

Op landbouwgebied is de toestand er sedert 1960 niet beter op geworden.

Opmerking : Dit antwoord bevredigde de Commissie niet. Zij verwees de Minister naar haar verslag over de begroting 1960 (Gedr. St. Senaat n° 281, zitting 1959-1960, blz. 24-26) en vroeg hem om haar o.m. de uitslag mede te delen van de studies in de werkgroepen die op 29 april 1959 werden ingesteld.

Daarop heeft het Departement aan de verslaggever de volgende *aanvullende nota* laten geworden :

In het kader van de herziening van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie onderzoeken de delegaties van beide landen o.m. welke maatregelen moeten worden genomen om de demobilisatie van de douane aan hun gemeenschappelijke grens voort te zetten en te voltooien. Hierbij rijzen een aantal problemen die door verschillende werkgroepen worden behandeld.

De herziening van de B.L.E.U. (in het kader van artikel 94 van het Benelux-verdrag) is op goede weg.

Beide partijen wensen het goederenverkeer aan de grens zo spoedig mogelijk vrij te maken.

Daar de Senaatscommissie voor de Buitenlandse Zaken er haar spijt had over betuigd dat de laatste hinderpalen op dit gebied zo traag worden opgeruimd, wijst de Minister er op dat de bevoegde groep, in overleg met de betrokken juridische adviseurs, binnenkort de tekst van de daartoe vereiste protocollen zal kunnen opstellen.

**

II^e PARTIE.

QUESTIONS SPECIALES.

I. Votes à l'O.N.U.

QUESTION.

De quelle façon la Belgique a-t-elle voté au cours de la dernière session de l'Assemblée de l'O.N.U. dans les questions politiques qui se sont présentées : admission de la Chine, votes relatifs au Congo, Sud-Ouest Africain, etc.

En regard, j'aimerais aussi que soient indiqués les votes émis par les Pays-Bas, les Etats Scandinaves, la France, la Grèce, l'Italie, les Etats-Unis.

REPONSE :

1. Congo.

a) Admission du Congo à l'O.N.U.

Admis, le 20 septembre 1960, à l'unanimité; le problème de sa représentation fut laissé en suspens.

b) Situation de la République du Congo (point 85 de l'ordre du jour) — principalement examen des rapports Dayal.

Adoption le 9 novembre d'une motion ghanéenne d'ajournement du débat par 48 voix, contre 30 et 18 abstentions.

Les votes des pays cités dans le texte de la question se répartissent comme suit :

Votèrent contre : Belgique, Pays-Bas, Etats-Unis, France, Italie.

Vota pour : Suède.

S'abstinrent : Danemark, Norvège, Grèce.

c) Représentation du Congo (« accréditation » de la délégation Kasa-Vubu).

Votes intervenus le 22 novembre 1960, lors de la 921^e séance.

— sur une motion du Mali tendant à l'ajournement de la séance jusqu'au moment où l'Assemblée Générale aurait pris connaissance d'une lettre de M. Kasa-Vubu au Secrétaire Général.

Résultats du vote : Rejet : 47 voix contre l'ajournement, 32 pour, 16 abstentions.

Les votes des pays cités se répartirent comme suit :

Votèrent contre : Belgique, France, Grèce, Etats-Unis, Italie, Danemark, Norvège, Pays-Bas.

S'abstint : Suède.

II^e DEEL.

BIJZONDERE VRAAGSTUKKEN.

I. Stemmingen in de O.V.V.

VRAAG.

Hoe heeft België tijdens de laatste zitting van de O.V.V.-Assemblée over de volgende politieke problemen gestemd : toelating van China, inzake Congo, Zuid-West-Afrika, enz.

Tevens zou ik willen vernemen hoe Nederland, de Scandinavische landen, Frankrijk, Griekenland, Italië en de Verenigde Staten hebben gestemd.

ANTWOORD :

1. Congo.

a) Toelating van Congo tot de O.V.V.

Op 20 september 1960 eenparig goedgekeurd; het vraagstuk van de Congolese vertegenwoordiging werd in beraad gehouden.

b) Toestand van de Republiek Congo (punt 85 van de agenda) — hoofdzakelijk onderzoek van de rapporten Dayal.

Op 9 november werd een Ghanese motie tot verdraging van het debat goedgekeurd met 48 tegen 30 stemmen bij 18 onthoudingen.

De landen waarvan in de vraag sprake is, hebben gestemd als volgt :

Tegen stemden : België, Nederland, de Verenigde Staten, Frankrijk, Italië.

Vóór stemde : Zweden.

Onthielden zich : Denemarken, Noorwegen, Griekenland.

c) Vertegenwoordiging van Congo (erkenning van Kasavubu's delegatie).

Op 22 november 1960, tijdens de 924^e vergadering, hadden stemmingen plaats over :

— een motie van Mali, om de vergadering te verdragen totdat de Algemene Vergadering kennis zou hebben genomen van een brief van de h. Kasavubu aan de Secretaris-generaal.

Uitslag van de stemming : verworpen met 47 stemmen tegen de verdraging, 32 vóór, 16 onthoudingen.

De genoemde landen stemen als volgt :

Tegen stemden : België, Frankrijk, Griekenland, de Verenigde Staten, Italië, Denemarken, Noorwegen, Nederland.

Onthield zich : Zweden.

— sur une *proposition guinéenne* tendant à différer la décision de l'Assemblée Générale sur les pouvoirs des Représentants de la République du Congo :

Résultats du vote : Rejet : 50 voix contre la proposition, 32 pour, 14 abstentions.

Les votes des pays cités se répartissent comme suit :

Votèrent contre : Belgique, Grèce, Italie, Pays-Bas, Norvège, Danemark, Etats-Unis, France.

Vota pour : Suède.

— sur la *proposition de la Commission de vérification* des pouvoirs tendant à accepter « les pouvoirs des Représentants de la République du Congo (Léopoldville) délivrés par le Chef de l'Etat... ».

Résultats du vote : adoption 53 voix pour, 24 contre, 19 abstentions.

Les votes des délégations citées se répartirent comme suit :

Votèrent pour : Belgique, Danemark, France, Grèce, Etats-Unis, Pays-Bas, Norvège, Italie.

S'abstint : Suède.

2. Chine.

A l'occasion de la fixation de son ordre du jour, l'Assemblée Générale a adopté, le 8 octobre 1960, la résolution suivante :

L'Assemblée Générale,

1. *Décide* de rejeter la demande de l'Union des Républiques socialistes soviétiques tendant à inscrire à l'ordre du jour de la quinzième session ordinaire la question intitulée « Représentation de la Chine à l'Organisation des Nations-Unies »;

2. *Décide* de n'examiner à sa 15^e session ordinaire aucune proposition tendant à exclure les Représentants du Gouvernement de la République de Chine ou à faire siéger les Représentants du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine.

Résultats du vote : 42 pour; 34 non; 22 abstentions.

Les votes des pays cités dans le texte de la question répartissent comme suit :

Votèrent pour : Belgique, Etats-Unis, Pays-Bas, Grèce, Italie, France.

Votèrent contre : Danemark, Norvège, Suède.

— een *voorstel van Guinea* om de beslissing van de Algemene Vergadering betreffende de bevoegdheden van de vertegenwoordigers van de Republiek Congo uit te stellen :

Uitslag van de stemming : verworpen met 50 stemmen tegen het voorstel, 32 vóór, 14 onthoudingen.

De genoemde landen stemden als volgt :

Tegen stemden : België, Griekenland, Italië, Nederland, Noorwegen, Denemarken, de Verenigde Staten, Frankrijk.

Vóór stemde : Zweden.

— het *voorstel van de Commissie voor de geloofsbrieven*, om de « geloofsbrieven van de Vertegenwoordigers van de Republiek Congo (Leopoldstad) uitge-reikt door het Staatshoofd... » te aanvaarden.

Uitslag van de stemming : goedgekeurd met 53 stemmen vóór, 24 tegen, 19 onthoudingen.

De genoemde landen stemden als volgt :

Vóór stemden : België, Denemarken, Frankrijk, Griekenland, de Verenigde Staten, Nederland, Noorwegen, Italië.

Onthield zich : Zweden.

2. China.

Bij de vaststelling van de agenda nam de Algemene Vergadering op 8 oktober 1960 de volgende resoluties aan :

De Algemene Vergadering,

1. *Besluit* tot verwerping van het verzoek van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken, om de kwestie van de « vertegenwoordiging van China in de Organisatie der Verenigde Volken » op de agenda van de 15^e gewone zitting te brengen;

2. *Besluit*, tijdens de 15^e zitting geen enkel voorstel te onderzoeken dat zou strekken om de Vertegenwoordigers van de Regering van de Chinese Republiek uit te sluiten of de Vertegenwoordigers van de Centrale Volksregering van de Chinese Volksrepubliek zitting te verlenen.

Uitslag van de stemming : 42 ja, 34 neen, 22 onthoudingen.

De genoemde landen stemden als volgt :

Vóór stemden : België, de Verenigde Staten, Nederland, Griekenland, Italië, Frankrijk.

Tegen stemden : Denemarken, Noorwegen, Zweden.

3. Sud-Ouest Africain.

La 4^e commission a notamment voté à ce sujet, une résolution demandant à l'Assemblée Générale d'envoyer dans ce territoire, une commission qui ferait enquête sur la situation réelle.

Résultat du vote en commission :

Adoption : 65 voix pour; 0 contre; 15 abstentions.

Les Pays cités se sont prononcés comme suit :

Ont voté pour : Italie, Danemark, Norvège, Suède.

Contre : aucun.

Se sont abstenus : Belgique, Etats-Unis, France, Grèce, Pays-Bas.

Cette résolution a été adoptée par l'Assemblée Générale, à mains levées, le 18 décembre dernier.

4. Apartheid.

La Commission politique spéciale, qui a eu de nouveau cette question à son ordre du jour, n'a pas encore pu l'examiner cette année. Elle la reprendra au cours de la 2^e partie de la session.

Rappelons que l'an dernier, la Belgique a voté les paragraphes de la résolution qui condamnaient la discrimination raciale en général et, à raison de l'article 2 § 7 de la Charte, s'est abstenue sur les paragraphes qui visaient spécialement un pays déterminé, l'Afrique du Sud.

5. Sud Tyrol.

Statut de l'élément de langue allemande dans la province de Bolzano (Bozen). (Application de l'accord de Paris du 5 septembre 1946).

La résolution fut votée à l'unanimité par la Commission politique spéciale.

L'Assemblée Générale l'adopta par acclamations.

Elle demande instamment aux parties intéressées de reprendre leurs négociations et recommande, au cas où celles-ci n'aboutiraient pas, de rechercher le règlement du désaccord par l'un des moyens prévus par la Charte, y compris le recours à la Cour Internationale de Justice.

II. Equilibre linguistique.

QUESTION.

Le rapport du 13 janvier 1960 de la Chambre des Représentants (Doc. Chambre n° IX — (1959-1960) — n° 3), relatif au Budget de 1960, reproduit aux pages 15 et 16 une note concernant l'équilibre linguistique au Ministère des Affaires Etrangères.

Je désirerais recevoir du Ministre les mêmes renseignements, mis à jour à la date de décembre 1960.

Ils devraient concerner les Services de l'Administration Centrale et les Services Extérieurs du Département.

Zuid-West-Afrika.

De 4^e commissie heeft in dit verband onder meer een resolutie goedgekeurd waarin de Algemene Vergadering verzocht wordt een commissie naar dit gebied te zenden voor een onderzoek naar de werkelijke toestand.

Uitslag van de stemming in de commissie :

Aangenomen met : 75 stemmen voor, 0 tegen en 15 onthoudingen.

De genoemde landen spraken zich uit als volgt :

Vóór stemden : Italië, Denemarken, Noorwegen, Zweden.

Tegen stemde : geen enkel van die landen.

Onthielden zich : België, de Verenigde Staten, Frankrijk, Griekenland, Nederland.

Deze resolutie werd op 18 december 11. door de Algemene Vergadering bij handopsteken aangenomen.

4. Apartheid .

De Bijzondere politieke Commissie, die deze kwestie andermaal op haar agenda had, heeft ze dit jaar nog niet kunnen onderzoeken. Zij zal het onderzoek hervatten in het tweede gedeelte van de zitting.

Er zij aan herinnerd dat België verleden jaar de paragrafen van de resolutie heeft goedgekeurd, waarbij het rassonderscheid in het algemeen veroordeeld werd en zich, uit hoofde van artikel 2, § 7, van het Handvest, heeft onthouden over de paragrafen die op een bepaald land, nl. Zuid-Afrika, betrekking hadden.

5. Zuid-Tirol.

Rechtspositie van het Duitstalige gedeelte van de bevolking in de provincie Bolzano (Bozen). (Toepassing van het verdrag van Parijs van 5 september 1946).

De resolutie werd door de Bijzondere politieke Commissie met algemene stemmen goedgekeurd.

De Algemene Vergadering nam ze met handgeklap aan.

Zij vraagt met aandrang aan de betrokken partijen hun onderhandelingen te hervatten en doet, voor het geval dat deze niet mochten slagen, de aanbeveling om te trachten het geschil op te lossen met een van de middelen waarin het Handvest voorziet, daaronder begrepen het beroep op het Internationale Hof van Justitie.

II. Taalevenwicht.

VRAAG.

In het verslag van de Kamer van Volksvertegenwoordigers van 13 januari 1960 (Gedr. St. Kamer n° 9, 1959-1960, n° 3) over de begroting 1960, is op blz. 15 en 16 een nota opgenomen betreffende het taalevenwicht in het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Ik zou van de Minister gaarne dezelfde inlichtingen, bijgewerkt tot december 1960, willen ontvangen.

Zij zouden betrekking moeten hebben op de diensten van het Hoofdbestuur en de buitendiensten van het Departement.

REPOSE :

Note concernant l'équilibre linguistique au Ministère des Affaires étrangères.

1. Services intérieurs.

Dans les services intérieurs, l'équilibre linguistique est pratiquement assuré. C'est particulièrement le cas pour les fonctionnaires de la première catégorie, c'est-à-dire ceux qui ont la responsabilité d'élaborer et de diriger la politique. Les chiffres, par catégorie, sont les suivants :

CATÉGORIE — CATEGORIE	Situation au 1 ^{er} décembre 1960 <i>Toestand op 1 december 1960</i>		Situation au 1 ^{er} juillet 1958 <i>Toestand op 1 juli 1958</i>	
	Régime français <i>Franse taalrol</i>	Régime néerlandais <i>Nederlandse taalrol</i>	Régime français <i>Franse taalrol</i>	Régime néerlandais <i>Nederlandse taalrol</i>
1 ^e	58	53	46	22
2 ^e	79	39	79	14
3 ^e	158	82	153	54
4 ^e	54	36	61	27
Total. — <i>Totaal</i>	349	210	339	117

Le rétablissement d'un équilibre à peu près complet a pu être réalisé, d'une part, grâce à un certain nombre de transferts, notamment de la Reconstruction aux Affaires étrangères, et, d'autre part, au moyen des promotions accordées à un certain nombre d'éléments méritants d'expression néerlandaise.

2. Services extérieurs.

Ici, la situation est moins favorable, encore que des progrès sensibles aient été enregistrés durant la même période, la carrière diplomatique étant régie par un statut spécial, qui rend impossibles les transferts d'un département à l'autre. En effet, il est évidemment souhaitable, sinon nécessaire, que les diplomates passent par une période assez longue de formation spécialisée avant d'assumer la responsabilité de diriger un poste à l'étranger.

Voici à présent les chiffres, comparés à ceux de la même date de référence que ci-dessus :

CATÉGORIE — CATEGORIE	Situation au 1 ^{er} décembre 1960 <i>Toestand op 1 december 1960</i>		Situation au 1 ^{er} juillet 1958 <i>Toestand op 1 juli 1958</i>	
	Régime français <i>Franse taalrol</i>	Régime néerlandais <i>Nederlandse taalrol</i>	Régime français <i>Franse taalrol</i>	Régime néerlandais <i>Nederlandse taalrol</i>
1 ^{re} classe. — <i>1^{ste} klasse</i>	11	2	27	—
2 ^e classe. — <i>2^e klasse</i>	55	17	71	5
3 ^e classe. — <i>3^e klasse</i>	62	37	39	9
4 ^e classe. — <i>4^e klasse</i>	47	8	82	22
5 ^e classe. — <i>5^e klasse</i>	20	18	19	8
6 ^e classe. — <i>6^e klasse</i>	10	12	10	12
Stagiaires. — <i>Stagiaires</i>	11	14	13	12
Total. — <i>Totaal</i>	216	108	261	68

ANTWOORD :

Nota betreffende de taaltoestanden op buitenlandse zaken.

1. Binnenlandse carrière

Wat betreft de binnenlandse carrière is het taalevenwicht praktisch verzekerd. Dit geldt vooral voor wat betreft de ambtenaren van de 1^{ste} categorie, 't is te zeggen, de ambtenaren die de verantwoordelijkheid hebben van het ontwerpen en leiden van de politiek. De cijfers zijn, per categorie, de volgende :

Het herstel van een praktisch algeheel evenwicht werd mogelijk gemaakt, enerzijds, door een aantal overhevelingen onder meer van Wederopbouw naar Buitenlandse Zaken, anderzijds, door bevorderingen waarbij een aantal verdienstelijke Nederlandstalige elementen werden gepromoveerd.

2. Buitenlandse dienst.

Hier is de toestand minder gunstig al werd tijdens dezelfde tijdspanne belangrijke vooruitgang geboekt. De diplomatieke carrière heeft namelijk een speciaal statuut waarbij de overhevelingen van een departement naar het andere onmogelijk worden gemaakt. Uiteraard is het wenselijk en zelfs noodzakelijk dat de diplomaten een bijzondere en tamelijk langdurige vormingsperiode zouden doormaken vooraleer ze de verantwoordelijkheid van het leiden van een post in het buitenland op zich nemen.

Ziehier nu de cijfers, opnieuw vergeleken met dezelfde referentieperiode als hierboven :

*Observations.**Première observation.*

Dans cette répartition, il est déjà tenu compte des transferts d'un rôle linguistique à l'autre qui auront lieu en vertu de l'arrêté royal dont le Conseil des Ministres vient d'être saisi et qui sera mis en application à très bref délai.

Deuxième observation.

Par un autre arrêté royal, ayant pour objet le transfert d'un certain nombre d'agents de l'ancienne carrière coloniale aux services extérieurs du Département, une vingtaine d'agents d'expression néerlandaise se verront conférer un fonction dans ces services, et principalement dans les grades des 4^e et 5^e classes.

Le texte est virtuellement au point et on peut s'attendre à sa mise en application d'ici quelques semaines.

Troisième observation.

De cette façon, l'équilibre, qui est maintenant complet en ce qui concerne les stagiaires, c'est-à-dire les 6^e et 5^e classes, sera pareillement réalisé pour une partie de la 4^e. Il ne paraît pas expédient d'inclure un plus grand nombre de ces agents dans la carrière : non seulement la circonspection s'impose en matière de recrutement d'agents qui n'ont pas bénéficié d'une formation spéciale les prédestinant à la carrière diplomatique, mais en outre les jeunes fonctionnaires d'expression néerlandaise ne voient pas sans déplaisir tant d'agents étrangers au Département, quoiqu'il s'agisse d'agents de l'Etat au sens large du terme, admis dans les cadres sans avoir accompli aucune formalité particulière ni subi aucun examen d'entrée.

Quatrième observation.

Un effort spécial a été fait pour augmenter le nombre d'agents d'expression néerlandaise chargés de la direction d'un poste diplomatique ou consulaire à l'étranger.

A l'heure actuelle, la situation, envisagée sous cet angle, se présente comme suit (toujours par rapport à la situation au 1^{er} juillet 1958) :

*Opmerkingen.**Eerste opmerking.*

Deze indeling houdt reeds rekening met de overhevelingen van de ene naar de andere taalrol welke zullen voortvloeien uit de toepassing van het koninklijk besluit dat thans aanhangig werd gemaakt bij de Ministerraad en dat zeer binnenkort zal worden in toepassing gebracht.

Tweede opmerking.

Een ander koninklijk besluit waarbij een aantal agenten van de gewezen koloniale loopbaan naar de buitenlandse dienst van het Departement zullen worden overgebracht, zal ongeveer een twintigtal Nederlandstalige agenten, hoofdzakelijk in de 4^e en 5^e klasse doen opnemen.

De tekst is op dit ogenblik vrijwel klaar en het laat zich aanzien dat de toepassing ervan binnen ettelijke weken een werkelijkheid zal worden.

Derde opmerking.

Op die manier zal het evenwicht, dat nu volledig bestaat voor de stagiaires, de 6^e en 5^e klasse, ook voor een deel voor de 4^e klasse worden verwezenlijkt. Het lijkt niet aangewezen een groter aantal zulke agenten in de carrière op te nemen : niet alleen dient men omzichtig om te gaan met het aanwerven van agenten die geen speciale opleiding kregen welke ze voor de diplomatieke loopbaan voorbestemt, maar daarenboven zien de jongere Nederlandstalige ambtenaren met lede ogen dat zoveel buitenstaanders, zij wezen dan ook Staatsambtenaren in de brede zin van het woord, zonder speciale formaliteiten of ingangexamen worden toegelaten.

Vierde opmerking.

Een speciale inspanning werd om een groter aantal Nederlandstalige agenten met de leiding van een diplomatieke of consulaire post in het buitenland te belasten.

Op dit ogenblik is de toestand aldus gezien de volgende (opnieuw vergeleken met de toestand medio 1958) :

CATÉGORIE — KATEGORIE	Situation au 1 ^{er} décembre 1960 Toestand op 1 december 1960		Situation au 1 ^{er} juillet 1958 Toestand op 1 juli 1958	
	Régime français — Franse taalrol	Régime néerlandais — Nederlandse taalrol	Régime français — Franse taalrol	Régime néerlandais — Nederlandse taalrol
Postes diplomatiques et assimilés. — Diplomatieke en daarmee gelijkgestelde posten	53	17	54	7
Postes consulaires — Consulaire posten	15	21	26	10
	66	38	78	17
	104		95	

III. Locaux du Département.

QUESTION.

Quelles sont les prévisions pour l'établissement de l'Hôtel et des Services du Ministère des Affaires Etrangères ?

REPONSE :

Des négociations sont en cours pour la cession à l'Etat du Palais d'Egmont et des maisons avoisinantes, en vue du transfert du Département des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur.

La construction et l'aménagement des locaux pour les Départements Ministériels sont de la compétence de mon collègue des Travaux Publics et de la Reconstruction, auquel l'honorable membre pourrait éventuellement s'adresser pour obtenir de plus amples informations.

Lorsqu'il eut connaissance de cette réponse, le Membre qui avait posé la question, fit observer que les représentants de toutes les administrations intéressées (Communications, Finances, Affaires Etrangères, Ville de Bruxelles et le Sénat) s'étaient récemment réunis pour examiner les difficultés qui subsistaient et que, depuis lors, certains progrès avaient été réalisés.

Le Ministre, réinterpellé, a fait alors savoir à la Commission que la question était soumise au Conseil des Ministres et qu'une solution pouvait être attendue à très brève échéance qui permettrait le transfert de certains services endéans les quatre mois.

**

Lokalen van het Departement.

VRAAG.

Welke zijn de vooruitzichten voor het vestigen van de ambtswoning van de Minister van Buitenlandse Zaken en de diensten van het Ministerie ?

ANTWOORD :

Onderhandelingen worden gevoerd voor de overname van het Egmontpaleis en de naastliggende huizen ten einde er het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel in onder te brengen.

Daar de bouw en het inrichten van de lokalen voor de ministeriële departementen tot de bevoegdheid van mijn collega van Openbare Werken en Wederopbouw vallen, kan het geachte lid zich eventueel tot hem richten om nadere gegevens te vragen.

Tegenover dit antwoord merkte het lid, dat de vraag had gesteld, op dat de vertegenwoordigers van alle betrokken besturen (Verkeerswezen, Financiën, Buitenlandse Zaken, Stad Brussel en Senaat) onlangs waren bijeengekomen om de overblijvende moeilijkheden te onderzoeken en dat sindsdien enkele voordeelingen werden gemaakt.

Opnieuw ondervraagd, heeft de Minister aan de Commissie medegedeeld dat het vraagstuk aan de Ministerraad was voorgelegd en dat zeer binnenkort een oplossing kon worden verwacht, zodat sommige diensten binnen vier maanden zouden kunnen worden overgebracht.

**

III^e PARTIE.

ARTICLES DU BUDGET.

Des questions ont été posées au Ministre. Elles sont reproduites ci-après, avec les réponses reçues.

QUESTION N° 1.

Article 3.

La majoration du budget 1961, (174 millions) par rapport au budget 1960, tient essentiellement :

1^o à l'augmentation du crédit : Fonds du Commerce Extérieur 120 — 9 = F 111.000.000 (art. 20-3)

2^o à celle de la contribution au programme élargi d'assistance aux pays insuffisamment développés 50-21,875 = 28.125 (art. 25-4), soit F 28.000.000

3^o à celle des dépenses d'exécution du programme d'assistance technique aux pays en voie de développement (art. 28-6) (10 — 3 =) F 7.000.000

4^o à celle des dépenses de personnel
438.276 — 410.767 = 27.509
71.316 — 68.433 = 2.883

30.392 F 30.000.000

(art. 3, 1 et 2)

F 176.000.000

La première sort de la compétence de notre Commission. Nous sommes au courant des raisons des 2^e et 3^e.

Quid de la 4^e ? S'agit-il d'une *augmentation du nombre d'agents* ou d'une *augmentation des rémunérations* ?

REPONSE :

Article 3-1. — Augmentation 2.883.000 francs.

Cet accroissement de crédit provient de l'augmentation de l'effectif pour la mise en œuvre du cadre et l'organisation de l'Administration du Commerce Extérieur.

Article 3-2. — Augmentation 27.509.000 francs.

L'augmentation du crédit demandé provient du fait que l'index est passé de 115 à 117,5 % et que des promotions sont prévues par le nouveau statut des agents de la carrière de chancellerie.

QUESTION N° 2.

Article 6.

Quelles sont les *prestations de tiers* visées à l'article 6 ? (voir rapport Budget 1959 - Doc. Sénat n° 117 session de 1958-59, p. 27).

III^e DEEL.

ARTIKELN VAN DE BEGROTING.

Aan de Minister werden vragen gesteld. Zij volgen hieronder met de ontvangen antwoorden.

VRAAG N° 1.

Artikel 3.

De verhoging van de begroting 1961 (174 miljoen) vergeleken met de begroting 1960, is hoofdzakelijk te wijten :

1^o aan de verhoging van het krediet : Fonds van de Buitenlandse Handel 120 — 9 = . . F 111.000.000 (art. 20-3).

2^o aan de verhoging van de bijdrage voor het uitgebreide programma van technische hulpverlening aan de onvoldoende ontwikkelde landen 50—21,875 = 28,125 (art. 25-4) F 28.000.000

3^o aan de verhoging van de uitgaven met betrekking tot de verwezenlijking van het programma voor technische hulpverlening aan de in hun ontwikkelingsstadium gekomen landen (art. 28-6) (10—3) F 7.000.000

4^o aan de verhoging van de personeelsuitgaven

438.276 — 410.767 = 27.509

71.316 — 68.433 = 2.883

30.392 F 30.000.000

(art. 3, 1 en 2)

F 176.000.000

De eerste verhoging valt buiten de bevoegdheid van onze Commissie. Wij kennen de redenen van de verhogingen onder de n^{rs} 2 en 3.

Quid met de 4^e ? Betreft het hier een *verhoging van het aantal personeelsleden* of een *verhoging van de bezoldigingen* ?

ANTWOORD :

Artikel 3-1. — Vermeerdering 2.883.000 frank.

Deze kredietvermeerdering is het gevolg van de uitbreiding van de personeelsbezetting van het kader en van de organisatie van het Bestuur van de Buitenlandse Handel.

Artikel 3-2. — Vermeerdering 27.509.000 frank.

De vermeerdering van het aangevraagde krediet is te wijten aan het feit dat het indexcijfer van 115 tot 117,5 % is gestegen en dat het nieuwe statuut van de ambtenaren van de kanselarijloopbaan in bevorderingen voorziet.

VRAAG N° 2.

Artikel 6.

Waarin bestaan de *prestaties van derden*, bedoeld bij artikel 6 ? (zie verslag begroting 1959, Gedr. St. Senaat n° 117, zitting 1958-1959, blz. 27).

REPOSE :

Article 6-1. — 1.020.000 francs

Il s'agit du paiement des honoraires des avocats, médecins, experts dont le Département doit solliciter l'avis.

Il y a lieu de remarquer qu'une dépense de 600.000 francs est prélevée sur ce crédit à titre de frais d'intervention de l'Office de Récupération économique dans les négociations relatives à l'arrangement commercial privé avec l'Allemagne Orientale.

Article 6-2. — 600.000 francs.

Même destination que l'article 6-1 ci-dessus à concurrence de 100.000 francs.—500.000 francs sont réservés pour payer l'abonnement souscrit annuellement par le Département à une Association d'Avocats, vu la complexité de la Législation variant d'Etat à Etat aux U. S. A.

QUESTION N° 3.

Article 12-2.

Les *fournitures de bureau* qui ont effectivement coûté 3.992.000 en 1959, font l'objet d'une demande de crédit pour 1961 de 5.624.000 francs. Quelle est la raison de cette différence ? (voir Doc. Sénat 117 - session de 1959-60, p. 28 et Doc. Sénat 281, session de 1959-60, p. 35).

REPOSE :

*Fournitures de bureau, etc...**Article 12-2. — Augmentation 919.000 francs.*

Le crédit de 1960 se décompose en 3.205.000 francs pour Matériel et 1.500.000 francs pour l'impression de formules de passeports.

Si pour 1961, les commandes de passeports sont prévues, il y aura lieu d'augmenter les prévisions en conséquence.

Fournitures prévues à l'O.C.F.	1.591.911
+ 4 %	63.676
Bobine sténotype + rubans	5.600
Cylindres - boîte et coupons carton	22.708
Fardes dos toilé et à ruban	146.776
Document Amplex	14.729
Reliures	173.985
Scottisues	208.000
I.B.M. rubans et cartes	35.784
Carton blanc	41.289
Produits O.C.F.	517.197
Signataires	34.400
Papier telex	28.200
Papier Therme fax	180.000
Timbrage	39.955
Impression	146.600
Gevacopy	54.322

ANTWOORD :

Artikel 6-1. — 1.020.000 frank.

Het betreft hier honoraria van advocaten, geneesheren, deskundigen aan wie het Departement advies moet vragen.

Aan te stippen valt dan een uitgave van 600.000 F voor dit krediet wordt afgenomen als bijdrage van de Dienst voor Economische Recuperatie in de kosten van de onderhandelingen over een private handelsovereenkomst met Oost-Duitsland.

Artikel 6-2. — 600.000 frank.

Zelfde bestemming als artikel 6-1 hierboven ten belope van 100.000 frank. Een som van 500.000 frank is bestemd voor een abonnement dat jaarlijks door het Departement bij een advocatenvereniging wordt genomen om reden van het ingewikkelde karakter van de wetgeving die in de U.S.A. van Staat tot Staat verschilt.

VRAAG N° 3.

Artikel 12-2.

Voor de *bureaubenodigdheden*, die in 1959 3.992.000 frank hebben gekost, wordt in 1961 een krediet gevraagd van 5.624.000 frank. Waarom dit verschil ? (Zie Gedr. St. Senaat n° 117, zitting 1959-1960, blz. 28 en Gedr. St. Senaat n° 281, zitting 1959-1960, blz. 35).

ANTWOORD :

*Bureaubenodigdheden, enz.**Artikel 12-2. — Vermeerdering 919.000 frank.*

Het krediet voor 1960 omvat 3.205.000 frank voor het materieel en 1.500.000 frank voor het drukken van paspoortformulieren.

Indien in 1961 paspoorten moeten worden besteld, moeten de ramigen dienovereenkomstig verhoogd worden.

Benodigdheden te leveren door het C.B.B.	1.591.911
+ 4 %	63.676
Stenotypebobijn + linten	5.600
Cilinders - doos en kartonnen coupons	22.708
Kaften met linnen rug en lint	146.776
Amplex-document	14.729
Inbinden van boeken	173.985
Scottisues	208.000
I.B.M.-linten en -kaarten	35.784
Wit karton	41.289
C.B.B.-producten	517.197
Briefmappen	34.400
Telexpapier	28.200
Therme fax papier	180.000
Afstempeling	39.955
Drukwerk	146.600
Gevacopy	54.322

Fabrikold	2.700
Papier Kraft	12.535
Agenda	9.568
Classeurs	4.560
Papier A I	9.144
Duplimats	6.980
Peaux (reliure)	4.559
Fardes classeurs	24.400
Fardes armoire	29.400
Rail pour classement	15.000
Fiches A/Ordres	5.241
Films positif et négatif	77.995
Fournitures et impressions diverses imprévisibles	300.000
	3.624.274
Impression formules de passeports	2.000.000
Total :	5.624.274

Sur interpellation, le Département a précisé que le crédit de 2 millions, compris dans cet article, concerne non le renouvellement des stocks de passeports, comme en 1959, mais uniquement les frais d'impression des formules de passeports.

QUESTION N° 4.

Article 24-7. (G.A.T.T.)

Pourquoi le budget des Parties contractantes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce a-t-il plus que doublé depuis 1958 ? (art. 24-7). Notre contribution passe en effet de 821.000 francs dépensés en 1958 à une évaluation de 1.860.000 francs pour 1961.

REPONSE :

Le budget de 1960 des Parties Contractantes à l'Accord général sur le Tarifs douaniers et le Commerce s'élève à 677.610 dollars dont la partie la plus importante, soit 644.610 dollars, sera financée par les contributions des parties contractantes lesquelles sont taxées en fonction de leurs parts respectives dans le commerce extérieur global des parties contractantes; parts qui sont calculées d'après les statistiques de leur commerce extérieur durant les trois dernières années pour lesquelles de telles données sont connues.

La part de la Belgique s'élève à la somme de 24.171 dollars U.S.A. soit en francs belges 11.223.550 (1.215.000 + 8.550 de crédits supplémentaires; 1 dollar = 50 francs Belge).

Mais pour apprécier le montant du crédit sollicité il faut tenir compte du fait que ces données sont établies à partir des éléments chiffrés ayant servi de base en 1960, les Parties Contractantes n'examinant les prévisions budgétaires pour 1961 qu'à l'occasion de leur XVII^e session (31 octobre 1960) et d'autre part que les activités du G.A.T.T. ne cessent de croître entraî-

Fabrikold	2.700
Kraftpapier	12.535
Agenda	9.568
Briefordeners	4.560
Papier A I	9.144
Duplimaten	6.980
Vellen (blinden)	4.559
Klasseermappen	24.400
Kastmappen	29.400
Klasseerrails	15.000
Steekkaarten A/Orders	5.241
Filmen positief en negatief	77.995
Onvoorziene benodigheden en drukwerken	300.000
	3.624.274
Drukken van paspoortformulieren	2.000.000
Totaal	5.624.274

In antwoord op een vraag heeft het Departement verklaard dat het op dit artikel uitgetrokken krediet van 2 miljoen niet meer betrekking heeft op de vernieuwing van de paspoortenvoorraden, zoals in 1959, maar uitsluitend op de drukkosten van de paspoortformulieren.

VRAAG N° 4.

Artikel 24-7. (G.A.T.T.)

Waarom werd de begroting van de Contracterende Partijen van de Algemene Overeenkomst voor Douanetarieven en Handel sinds 1958 meer dan verdubbeld (art. 24-7) ? Onze bijdrage wordt namelijk van 821.000 frank (uitgaven) in 1958 op 1.860.000 frank (raming) in 1961 gebracht.

ANTWOORD :

De begroting 1960 van de Contracterende Partijen van de Algemene Overeenkomst voor Douanetarieven en Handel bedraagt 677.610 dollar, waarvan het grootste gedeelte, nl. 644.610 dollar, zal worden gefinancierd uit bijdragen van de Contracterende Partijen, welke worden begroot aan de hand van hun aandeel in de globale buitenlandse handel van de Contracterende Partijen; dit aandeel wordt berekend op grond van de statistiek van hun buitenlandse handel over de drie laatste jaren waarvoor dergelijke gegevens beschikbaar zijn.

Het aandeel van België bedraagt 24.171 U.S.A.-dollar, d.i. 11.223.550 Belgische frank (1.215.000 + 8.550 bijkredieten; 1 dollar = 50 Belgische frank).

Bij de beoordeling van het bedrag van het aangevraagde krediet moet evenwel rekening worden gehouden met het feit dat deze gegevens berusten op het cijfermateriaal dat in 1960 als grondslag heeft gediend, aangezien de Contracterende Partijen de begrotingsramingen voor 1961 slechts op hun XVII^e zitting (31 oktober 1960) onderzoeken en dat de activi-

nant une augmentation parallèle des dépenses. Nous avons en effet appris officieusement que, cette année (1961), la part contributive de la Belgique sera augmentée de façon très substantielle à raison de l'augmentation générale du budget du G.A.T.T. (Conférence tarifaire).

QUESTION N° 5.

Article 24-10.

Même question au sujet de la subvention indiquée à l'article 24-10.

REPONSE :

Article 24-10. — Augmentation 1.525.000 francs.

La quote-part de la Belgique dans le budget civil de l'OTAN pour 1961 est estimée à 13.250.000 francs belges. Ce chiffre comprend la contribution belge au fonctionnement du Secrétariat International soit 9.500.000 francs belges, et aux programmes scientifiques de l'OTAN, soit 3.750.000 francs belges.

a. *Fonctionnement du Secrétariat International :*

La somme demandée pour la participation belge au fonctionnement du Secrétariat International est de 1.000.000 francs belges supérieure à celle allouée pour 1960. L'accroissement provient principalement de nouveaux recrutements de personnel. De plus, des crédits supplémentaires sont nécessaires pour certains aménagements au nouveau siège. Une augmentation de 5 % des traitements est à prévoir.

b. *Activités scientifiques de l'OTAN :*

La contribution belge aux programmes d'activité scientifique est de 525.000 francs belges supérieure à celle allouée pour 1960. L'augmentation correspond au désir général des Gouvernements de développer les activités scientifiques des pays-membres de l'OTAN. Une augmentation sensible est prévue pour le programme des bourses d'études et des cours d'été.

Observation : La Commission s'étonne qu'il soit question d'une augmentation éventuelle des traitements de 5 %. Elle rappelle au Ministre sa position, quant aux traitements internationaux. (Doc. Sénat n° 117 - 1958-59 - p. 35.) Elle le prie de s'opposer énergiquement à pareille mesure, au sein du Conseil de l'OTAN.

QUESTION N° 6.

Article 25-3.

Quel est le détail des subventions à des organismes privés s'occupant de questions internationales ?

teiten van de G.A.T.T. steeds toenemen, zodat de uitgaven eveneens stijgen. Wij hebben inderdaad uit officiële bron vernomen dat de Belgische bijdrage dit jaar (1961) om reden van de algemene verhoging van de begroting van de G.A.T.T. (Tarievenconferentie) aanzienlijk zal stijgen.

VRAAG N° 5.

Artikel 24-10.

Zelfde vraag in verband met de toelage onder artikel 24-10.

ANTWOORD :

Artikel 24-10. — Vermeerdering 1.525.000 frank.

Het aandeel van België in de burgerlijke begroting van de N.A.V.O. wordt voor 1961 op 13.250.000 Belgische frank geraamd. Dit cijfer omvat de Belgische bijdrage in de kosten van het Internationaal Secretariaat, nl. 9.500.000 Belgische frank, en in de wetenschappelijke programma's van de N.A.V.O., nl. 3.750.000 Belgische frank.

a) *Kosten van het Internationaal Secretariaat :*

Het krediet voor de Belgische deelneming in de kosten van het Internationaal Secretariaat is 1 miljoen Belgische frank hoger dan in 1960. Deze verhoging is hoofdzakelijk te wijten aan de werving van nieuw personeel. Bovendien is een bijkrediet nodig voor geschiktmakingswerken in de nieuwe zetel. Een weddeverhoging van 5 % wordt in het vooruitzicht gesteld.

b) *Wetenschappelijke activiteiten van de N.A.V.O. :*

De Belgische bijdrage in de programma's voor wetenschappelijke activiteiten is 525.000 Belgische frank hoger dan in 1960. Deze verhoging beantwoordt aan het algemeen verlangen van de regeringen om de wetenschappelijke activiteiten van de N.A.V.O.-lidstaten uit te breiden. Er is in een aanzienlijke verhoging voorzien ten behoeve van het programma van de studiebeurzen en zomercursussen.

Opmerking : Het verwondert de Commissie dat er sprake is van een eventuele weddeverhoging met 5 %. Zij herinnert de Minister aan haar standpunt inzake de internationale wedden (Gedr. St. Senaat n° 117, 1958-1959, blz. 35). Zij verwacht dat hij zich in de NAVO-Raad krachtadig zal verzetten tegen deze maatregelen.

VRAAG N° 6.

Artikel 25-3.

Ik wens nadere bijzonderheden over de toelagen aan privé-organisaties die zich met internationale aangelegenheden bezighouden ?

REPOUSE :

ANTWOORD :

ORGANISMES SUBSIDIÉS GESUBSIDIEERDE ORGANISATIES	Article 25-3. — Artikel 25-3	
	Exercice 1959 — Dienstjaar 1959	Exercice 1960 — Dienstjaar 1960
	(Crédit : 1.265.000) — (Krediet : 1.265.000)	(Crédit : 1.315.000) — (Krediet : 1.315.000)
	Montant alloué — Toegekend bedrag	Montant alloué — Toegekend bedrag
1. Conseil Belge du Mouvement Européen, 44, rue Belliard, Bruxelles. — <i>Belgische Raad van de Europese Beweging, Belliardstraat, 44, Brussel.</i>	300.000	200.000
2. Comité International de la Croix-Rouge à Genève. — <i>Internationaal Comité van het Rode Kruis te Genève</i>	115.367	116.730
3. Union des Associations Internationales, Palais d'Egmont, Bruxelles. — <i>Unie van de Internationale Verenigingen, Egmontpaleis, Brussel.</i>	200.000	200.000
4. Comité de Rapprochement Belgo-Néerlandais-Luxembourgeois, 40, rue du Congrès, Bruxelles. — <i>Comité voor Belgisch-Nederlands-Luxemburgse toenadering, Congresstraat, 40, Brussel</i>	90.000	50.000
5. Union Catholique Internationale de Service Social, 111, rue de la Poste, Bruxelles. — <i>Katholieke Internationale Unie voor Maatschappelijk Dienstbetoon, Poststraat, 111, Brussel</i>	50.000	50.000
6. Association belgo-européenne pour la Communauté Atlantique, 8, rue des Paroissiens, Bruxelles. — <i>Belgisch-Europese Vereniging voor de Atlantische Gemeenschap, Parochiastraat, 8, Brussel</i>	115.000	75.000
7. Comité pour le Congrès du Peuple Européen à Anvers. — <i>Comité voor het Congres van het Europese Volk te Antwerpen.</i>	—	—
8. Institut International des Civilisations Différentes (I.N.C.I.D.I.), 11, boulevard de Waterloo, Bruxelles. — <i>Internationaal Instituut voor de Verscheidende Beschavingen (I.N.C.I.D.I.), Waterloolaan, 11, Brussel.</i>	50.000	—
9. Association Belge pour les Nations Unies, Palais d'Egmont, Bruxelles. — <i>Belgische Vereniging voor de Verenigde Naties, Egmontpaleis, Brussel.</i>	109.600	—
10. Centre International de Formation Européenne, 8, rue de l'Arcade, Paris. — <i>« Centre International de Formation Européenne », 8, rue de l'Arcade, Parijs</i>	25.000	—
11. Institut Royal des Relations Internationales (I.R.R.I.), 88, avenue de la Couronne, Bruxelles. — <i>Koninklijk Instituut voor Internationale Betrekkingen (K.I.I.B.), Kroonlaan, 88, Brussel</i>	100.000	—
12. Centre Belge de Pax Romana, 5, rue Guimard, Bruxelles 4. — <i>Belgisch Centrum van Pax Romana, Guimardstraat, 5, Brussel 4</i>	10.000	—

N.-B. A la date où cette réponse a été établie (5 décembre 1960), toutes les décisions n'étaient pas définitives. — *Toen dit antwoord werd opgesteld (5 december 1960), waren alle beslissingen nog niet definitief.*

Un membre demande au Ministre de majorer le crédit prévu pour l'Union des Associations Internationales. Il fait valoir que cet organisme fondé par un Belge, Prix Nobel de la Paix, M. Lafontaine, ancien Sénateur, et qui a contribué à faire de la Belgique un centre international important, possède une documentation et une bibliothèque uniques au monde, auxquelles recourent nos administrations et celles de pays étrangers.

Si la subvention belge était majorée pendant deux ou trois ans, l'Union pourrait solliciter un supplément des Etats étrangers qui lui octroient des subsides et ainsi résorber son déficit.

Le Ministre fait observer que cet organisme arrive en 2^e position dans la liste des bénéficiaires, du point de vue de l'importance des subventions, et estime qu'il ne peut faire davantage pour elle, cette année en tous cas.

Een lid verzoekt de Minister het krediet voor de Unie van de Internationale Verenigingen te verhogen. Hij voert aan dat deze Unie, die door een Belg, de h. Lafontaine, Nobelprijs voor de Vrede en gewezen Senator, is gesticht en die ertoe heeft bijgedragen om van België een belangrijk internationaal centrum te maken, beschikt over een documentatie en een bibliotheek die enig zijn in de wereld en door de Belgische en vreemde administraties worden geraadpleegd.

Indien de Belgische toelage gedurende twee of drie jaar werd verhoogd, zou de Unie aan de vreemde Staten een extra-toelage kunnen vragen om aldus haar deficit weg te werken.

De Minister merkt op dat de Unie, wat het bedrag van de toelagen betreft, de tweede plaats bekleedt op de lijst van de gesubsidieerde verenigingen en is van mening dat hij, dit jaar althans, niet meer kan geven.

Le Membre manifeste l'intention de déposer à ce sujet, un amendement au Budget.

QUESTION N° 7.

Article 61-443.

L'article 61-443 du Budget extraordinaire est relatif à la 1^{re} tranche dans les frais de construction etc. de l'immeuble de l'Union de l'Europe occidentale.

Va-t-on donc élever aussi un grand bâtiment pour cet organisme ?

Quelle est l'évaluation de la dépense totale ?

REPONSE :

A la suite de la démolition des bâtiments provisoires du Palais de Chaillot, le Conseil de l'U.E.O. adopta la proposition française de construire une aile supplémentaire au Palais d'Iéna, pour y installer définitivement les organes de l'U.E.O. actuellement établis à Paris, c'est-à-dire le Comité Permanent des Armements, l'Agence de contrôle des Armements et le greffe de l'Assemblée.

Le Gouvernement français s'engage à faire exécuter l'ensemble de la construction pour un prix maximum de 6.000.000 NF. Il aurait gardé la propriété d'une partie du bâtiment, ce qui aurait réduit le financement à charge de l'U.E.O. à concurrence de 4.800.000 NF.

Ultérieurement, la Commission des Affaires budgétaires et de l'Administration de l'U.E.O. a adopté à l'unanimité une recommandation tendant à l'acquisition de l'ensemble du bâtiment nouveau pour y installer tous les fonctionnaires et y tenir les sessions de l'Assemblée et des Commissions. L'adoption de cette recommandation entraînerait une augmentation des dépenses d'environ 1.200.000 NF, dont la Belgique porterait la charge pour 1/10^e, soit 1.200.000 francs belges.

Le Gouvernement belge n'a pas encore pris de décision au sujet de cette recommandation tendant à l'acquisition par l'U.E.O. de l'ensemble du bâtiment nouveau.

Observation : La majorité de la Commission souhaite que le Gouvernement n'accepte pas d'exposer cette nouvelle dépense.

Het lid is voornemens dienaangaande een amendement op de begroting in te dienen.

VRAAG N° 7.

Artikel 61-443.

Artikel 61-443 van de Buitengewone Begroting heeft betrekking op het eerste gedeelte van de kosten voor het optrekken enz. van een gebouw voor de West-Europese Unie.

Komt er dan zo'n groot gebouw voor deze instelling ?

Hoe hoog wordt de totale uitgave geschat ?

ANTWOORD :

Ten gevolge van het slopen van de noodgebouwen van het Palais de Chaillot, nam de Raad van W.E.U. het Franse voorstel aan, een nieuwe vleugel toe te voegen aan het Palais d'Iéna om er definitief alle diensten van de W.E.U. in onder te brengen die te Parijs gevestigd zijn, nl. het Vast Comité voor de Bewapening, het Agentschap voor de controle op de Bewapening en de griffie van de Assemblée.

De Franse regering verbindt zich om het gehele bouwwerk te laten uitvoeren voor ten hoogste 6 miljoen NF. Zij zou een gedeelte van het gebouw in eigendom houden, wat de lasten voor de W.E.U. tot 4.800.000 NF zou terugbrengen.

Later heeft de Commissie voor budgettaire aangelegenheden en administratie van de W.E.U. met algemene stemmen een aanbeveling aangenomen om het nieuwe gebouw in zijn geheel aan te kopen ten einde er alle ambtenaren in onder te brengen en er de zittingen van de Assemblée en van de commissies in te houden. Indien deze aanbeveling goedgekeurd wordt, zullen de uitgaven ongeveer 1.200.000 NF hoger komen te liggen, waarvan België een tiende, dus 1.200.000 Belgische frank, zou moeten dragen.

De Belgische Regering heeft nog geen beslissing genomen over de aanbeveling om het nieuwe gebouw in zijn geheel door de W.E.U. te laten aankopen.

Opmerking : De meerderheid van de Commissie wenst dat de Regering deze nieuwe uitgave van de hand zou wijzen.

IV^e PARTIE.**ACTIVITE DES MEMBRES DU SENAT
DANS LES ASSEMBLEES INTERNATIONALES.**

Comme chaque année depuis 1959, le rapport sur le budget des Affaires Etrangères comprend un bref rappel de l'activité des membres du Sénat dans les assemblées internationales, où ils ont été délégués. Il en est ainsi même si l'objet de leurs interventions ne rentre pas expressément dans la compétence de la Commission. Cela permet à leurs collègues de disposer d'un aperçu d'ensemble.

Celui-ci portera, non seulement sur les rapports et les interventions des délégués, mais aussi, lorsque ce sera possible, sur leurs votes. Il est en effet difficile de les préciser pour chaque question, les résolutions étant souvent adoptées sans appel nominal.

Le rapporteur exprime ses remerciements aux membres du Greffe qui, secrétaires de trois des délégations, ont établi, pour lui, trois notes qu'il a résumées pour les faire figurer dans cette partie du rapport.

I. CONSEIL DE L'EUROPE.

Depuis le dernier rapport sur le budget de 1960, l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe s'est réunie deux fois, du 25 au 30 avril 1960 (première partie de la 12^{ème} session) et du 21 au 29 septembre 1960 (deuxième partie de la 12^{ème} session).

La composition de la délégation belge à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe est restée inchangée.

Douzième session, première partie.

L'élection du président et des vice-présidents de l'Assemblée, qui figurait à l'ordre du jour de la première séance, a donné lieu à un débat sur la procédure, auquel ont pris part MM. *Struye* et *Dehousse*.

M. *Molter*, au cours de la discussion du rapport de la Commission économique portant réponse au 11^e rapport annuel de l'O.E.C.E., a attiré l'attention de ses collègues sur le problème du coût de l'argent dans les divers pays membres du Conseil de l'Europe. Il a souhaité que l'on recherche les moyens propres à harmoniser les différentes politiques monétaires.

Ensuite, M. *Molter* a présenté le rapport de la Commission du budget portant avis sur le budget du Conseil de l'Europe pour l'exercice 1961, tandis que M. *Leynen* est intervenu dans la discussion du 11^e rapport du Comité des Ministres pour demander que la recommandation proposée par la Commission culturelle soit votée à l'unanimité.

Douzième session, deuxième partie.

En conclusion de la discussion générale du rapport sur la politique générale du Conseil de l'Europe, M. *Struye*, président de la Commission politique, a

IV^e DEEL.**ACTIVITEIT VAN DE LEDEN VAN DE SENAAT
IN DE INTERNATIONALE VERGADERINGEN.**

Zoals ieder jaar, sinds 1959, geeft het verslag nopens de begroting van Buitenlandse Zaken een kort overzicht van de activiteit van de leden van de Senaat in de internationale vergaderingen waar zij afgevaardigd zijn. Dit is ook het geval wanneer de leden daar zaken hebben behandeld die niet uitdrukkelijk tot de bevoegdheid van de Commissie behoren. Hun collega's krijgen aldus een algemeen overzicht.

Dit overzicht betreft niet alleen de verslagen en de interventies van de afgevaardigden maar ook, wanneer het mogelijk is, de stem die zij hebben uitgebracht. Dit is echter moeilijk na te gaan voor iedere aangelegenheid, aangezien de resoluties dikwijls zonder hoofdelijke stemming worden goedgekeurd.

De rapporteur betuigt zijn dank aan de leden van de Griffie die, als secretaris van drie afvaardigingen, voor hem nota's hebben opgemaakt die hij heeft samengevat vooraleer ze in dit deel van het verslag op te nemen.

I. RAAD VAN EUROPA.

Sinds het jongste verslag nopens de begroting voor 1960, heeft de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa tweemaal vergaderd, nl. van 25 tot 30 april 1960 (eerste deel van de twaalfde zitting) en van 21 tot 29 september 1960 (tweede deel van de twaalfde zitting).

De Belgische afvaardiging naar de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa werd niet gewijzigd.

Twaalfde zitting, eerste deel.

De verkiezing van de voorzitter en van de onder-voorzitters van de Vergadering, die op de eerste vergadering aan de orde was, gaf aanleiding tot een proceduredebat waaraan de hh. *Struye* en *Dehousse* hebben deelgenomen.

De h. *Molter* vestigde, bij de behandeling van het verslag van de Economische Commissie, houdende antwoord op het elfde jaarverslag van de O.E.E.S., de aandacht van zijn collega's op het probleem van de prijs van het geld in de verschillende landen van de Raad van Europa. Hij sprak de wens uit dat men maatregelen zou nemen om het muntbeleid in die landen te harmoniseren.

Voorts leidde de h. *Molter* het verslag in van de Commissie voor de Begroting houdende advies over de begroting van de Raad van Europa voor het dienstjaar 1961, terwijl de h. *Leynen* bij de behandeling van het elfde verslag van de Raad van Ministers vroeg dat de aanbeveling van de Culturele Commissie met algemene stemmen goedgekeurd zou worden.

Twaalfde zitting, tweede deel.

Aan het einde van de algemene bespreking van het verslag nopens het algemeen beleid van de Raad van Europa, sprak de h. *Struye*, als voorzitter van de

exprimé le vœu que l'Assemblée reste fidèle à la limitation stricte des objets à discuter dans le cadre de la politique générale, plutôt que de s'engager vers une extension qui risquerait d'être plus verbale que réelle.

Répliquant aux divers intervenants, il a insisté sur les idées contenues dans le 3^e projet de recommandation de la Commission politique, visant les relations avec les *pays nouvellement indépendants*. Il faut, a dit l'orateur, manifester une très large compréhension de la volonté d'indépendance de ces pays, être décidés à leur apporter une assistance équitable, et comprendre que certains de ces pays ne veulent pas prendre parti entre l'est et l'ouest, ce qui ne veut pas dire que le neutralisme doit devenir une sorte de théorie générale des pays non-européens.

Intervenant dans la discussion relative à la coopération européenne en matière de recherche spatiale, M. Van Remoortel a marqué son étonnement de voir le Royaume-Uni se préoccuper de créer un « club de l'Espace », dont feraient partie des pays du Commonwealth et, éventuellement, la France et l'Allemagne. L'orateur a regretté cette manifestation d'un particularisme qui a déjà fait échec à des actions que le Conseil de l'Europe aurait pu mener à bien, et a fait appel aux membres britanniques de l'Assemblée consultative pour qu'ils pressent leur gouvernement de favoriser plutôt la création de l'Agence européenne de recherche scientifique spatiale.

M. Struye a pris la parole dans la discussion du rapport sur la situation des *médecins* et des *chirurgiens-dentistes réfugiés* dans les pays membres du Conseil de l'Europe. Il a demandé une solution plus expéditive du problème. Sa proposition tendant à modifier le projet de recommandation déposé dans ce sens, a été approuvée à l'unanimité.

A la fin du débat sur la relance du Conseil de l'Europe, M. Struye a demandé le renvoi à la *Commission politique*, de la proposition de directive tendant à charger une commission spéciale de 7 membres de l'Assemblée, d'une nouvelle étude du problème, (l'Assemblée s'est prononcée pour le renvoi).

M. Molter est intervenu dans la discussion de son rapport relatif à la *fonction publique européenne*. Il a souligné notamment la responsabilité politique que portent les gouvernements en ne trouvant pas de solution au problème urgent du statut des fonctionnaires du Conseil de l'Europe.

D'autre part, il a présenté le rapport de la Commission économique sur le projet de *tunnel* sous la Manche. A ce sujet, M. Molter a fait allusion aux réalisations spectaculaires des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., qui provoquent l'enthousiasme de la jeunesse. « La jeunesse de nos pays, a conclu l'orateur, n'a pas souvent l'occasion de concentrer son attention sur notre vieux continent... ce qui a pour conséquence de miner dangereusement la foi en notre esprit créateur. Un tel projet

Politieke Commissie, de wens uit dat de Vergadering de punten die in het raam van het algemeen beleid worden besproken, strikt zou blijven beperken en de bespreking niet zou verruimen omdat dit meer schijn dan werkelijkheid zou zijn.

In antwoord op de verschillende sprekers, lichtte hij de gedachten toe die vervat waren in het derde ontwerp van aanbeveling van de Politieke Commissie ten aanzien van de betrekkingen met de *onlangs onafhankelijk geworden landen*. Men moet, aldus spreker, een ruim begrip aan de dag leggen voor het onafhankelijkheidsstreven van die landen, vast besloten zijn om hun een billijke bijstand te verlenen en begrijpen dat sommige van die landen geen partij wensen te kiezen tussen het Oosten en het Westen, wat niet betekent dat het neutralisme een soort van algemene theorie van de niet-Europese landen moet worden.

Tijdens het debat over de Europese samenwerking op het gebied van het ruimte-onderzoek, zegde de h. Van Remoortel verbaasd te zijn omdat het Verenigd Koninkrijk naar de oprichting streeft van een « Ruimte-club » waarvan sommige landen van het Commonwealth en eventueel ook Frankrijk en Duitsland zouden deel uitmaken. Spreker betreurde deze uiting van een particularistische geest die reeds sommige activiteiten, welke de Raad van Europa tot een goed einde had kunnen brengen, heeft verhinderd, en deed een beroep op de Britse leden van de Raadgevende Vergadering om hun regering onder druk te zetten ten einde te bereiken dat zij eerder de oprichting van het Europees agentschap voor wetenschappelijk ruimteonderzoek zou bevorderen.

De h. Struye nam het woord bij de bespreking van het verslag nopens de toestand van de *geneeskundigen* en de *tandheelkundigen* die, als *vluchtelingen*, in de landen van de Raad van Europa zijn aangekomen. Hij vroeg dat aan het vraagstuk een snellere oplossing gegeven zou worden. Zijn voorstel om het in stemming gebrachte ontwerp van aanbeveling in die zin te wijzigen, werd met algemene stemmen aangenomen.

Aan het slot van het debat betreffende de herleving van de Raad van Europa vroeg de h. Struye dat het voorstel van aanwijzing om een bijzondere commissie van zeven leden uit de Vergadering met een nieuwe studie van het probleem te belasten, naar de *Commissie* zou worden verwezen. (De vergadering is hem hierin bijgevalen).

De h. Molter nam het woord tijdens de behandeling van zijn verslag nopens het *statuut van de Europese ambtenaren*. Hij wees met name op de politieke verantwoordelijkheid die de regeringen dragen waar zij geen oplossing vinden voor het dringende vraagstuk van het statuut van de ambtenaren van de Raad van Europa.

Aan de andere kant leidde de heer Molter ook het verslag in van de Economische Commissie nopens het ontwerp van *tunnel* onder het kanaal. Spreker wees op de spectaculaire verwezenlijkingen in de Verenigde Staten en de U.S.S.R. die de jeugd met geestdrift vervullen. « De jeugd van onze landen », aldus de h. Molter » heeft niet dikwijls de gelegenheid aandacht aan ons oud vasteland te schenken... met het gevolg dat het geloof in onze scheppende geest op gevaarlijke wijze

audacieux serait de nature à concourir à la relance européenne.

Enfin, M. Molter a présenté le rapport de la Commission du budget sur le *renforcement des pouvoirs de l'Assemblée consultative* en matière budgétaire.

M. Struye, président de la Commission politique, est intervenu dans la discussion du rapport sur les *langues officielles du Conseil* de l'Europe. L'orateur a souligné que du point de vue linguistique, il est très difficile de concilier l'idéal — qui serait d'admettre les douze langues des pays membres comme langues officielles — et les exigences techniques de la traduction. La Commission politique a donc proposé d'accorder à la troisième grande langue de l'Assemblée, à savoir l'allemand, le statut de « langue parlée ».

Cependant, elle n'a pas pu se rallier à l'amendement tendant à accorder à l'italien les mêmes prérogatives qu'au français, à l'anglais et à l'allemand, parce que cet amendement en entraînerait d'autres et qu'ainsi on n'en finirait jamais. En conséquence, M. Struye a invité l'Assemblée à adopter le texte proposé par la Commission politique.

II. UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE.

L'Assemblée de l'U.E.O. a tenu sa sixième session ordinaire à Paris, en juin et novembre-décembre 1960.

Elle s'est préoccupée de la division de l'Europe entre les Six et les Sept et d'autre part de problèmes de défense: intégration des systèmes logistiques et création d'une force nucléaire OTAN.

Au cours de la première partie de cette session, M. de la Vallée Poussin a, comme rapporteur, introduit le débat sur le *désarmement* en mettant l'accent sur l'aspect politique de ce problème. Il doute, a-t-il dit, que l'Occident obtienne l'appui des pays intermédiaires uniquement par une politique de force et de défense. Soulignant les difficultés techniques, morales et psychologiques du désarmement et émettant l'avis que les étapes, sinon les délais, doivent en être fixés, il suggéra la création, pour les discussions avec les Russes, d'un organisme intergouvernemental qui serait en quelque sorte le porte-parole officiel commun.

A la sixième séance, M. Molter est intervenu dans le débat sur la politique de l'U.E.O. Il constata avec joie les progrès accomplis dans la voie d'un *rapprochement entre la Grande-Bretagne et les Six*. Il craint que les difficultés ne deviennent insurmontables si l'on ne parvient pas rapidement à une entente. Il exprime le vœu que les Six s'inspirent, lors des négociations avec les Sept de l'esprit qui s'est manifesté à l'Assemblée de l'U.E.O.

Au cours de la seconde partie de la session, M. Molter présentant son rapport sur la politique des Etats membres de l'U.E.O., revint à la charge. Il regretta le manque de volonté politique des sept gouvernements

verzwakt. Een stoutmoedig plan zoals dat van een tunnel zou de Europese herleving in de hand werken ».

Tenslotte leidde de h. Molter het verslag in van de Commissie voor de Begroting nopens de *verruiming van de bevoegdheid van de Raadgevende Vergadering* op het gebied van de begroting.

De h. Struye, Voorzitter van de Politieke Commissie, kwam tussenbeide in de behandeling van het verslag nopens de *officiële talen* van de Raad van Europa. Spreker zei dat, op taalkundig gebied, het ideaal — namelijk alle twaalf talen van de landen-leden als officiële talen erkennen — moeilijk is overeen te brengen met de technische eisen van de vertaling. De politieke Commissie heeft dan ook voorgesteld aan de derde grote taal in de Vergadering, namelijk het Duits het statuut van « gesproken taal » te verlenen.

Aan de andere kant heeft zij zich evenwel niet kunnen verenigen met het amendement om het Italiaans op dezelfde voet te plaatsen als het Frans, het Engels en het Duits, omdat op dit amendement nog andere zouden volgen en aldus aan de discussie geen einde zou komen. De h. Struye heeft derhalve aan de Vergadering gevraagd om de tekst, voorgedragen door de Politieke Commissie, goed te keuren.

II. WEST-EUROPESE UNIE.

De zesde gewone zitting van de West-Europese Unie had in juni en november-december 1960 te Parijs plaats.

De Vergadering behandelde de verdeeldheid van Europa tussen de Zes en de Zeven en defensieproblemen: de integratie van de logistiek en de oprichting van een kernstrijdmacht in het raam van de N.A.V.O.

Tijdens het eerste gedeelte van de zitting heeft de h. de la Vallée Poussin, als rapporteur, het debat betreffende de *ontwapening* ingeleid en daarbij het politiek aspect van het vraagstuk in het licht gesteld. Hij betwijfelde dat het Westen de steun van de neutrale landen zou kunnen krijgen wanneer het alleen maar een krachtdadige politiek en een verdedigingspolitiek voert. Hij wijst op de technische, morele en psychologische moeilijkheden in verband met de ontwapening en geeft als zijn mening te kennen dat de etappes en de termijnen ervan moeten worden bepaald; daarom gaf hij in overweging in het vooruitzicht van besprekingen met de Russen een intergouvernementeel lichaam in te stellen dat als het ware de gemeenschappelijke officiële woordvoerder zou zijn.

Gedurende de zesde vergadering kwam de h. Molter tussenbeide in de bespreking van het beleid van de W.E.U. Hij constateerde met genoegen dat *Groot-Brittannië en de Zes nader tot elkander waren gekomen*. Hij vreest dat de kloof niet meer te overbruggen zal zijn indien men niet spoedig tot overeenstemming komt. Hij spreekt de wens uit dat de Zes bij de besprekingen met de Zeven blijk zouden geven van dezelfde geestesgesteldheid als die welke in de Vergadering van de W.E.U. tot uiting kwam.

Tijdens het tweede gedeelte van de zitting kwam de h. Molter op dit vraagstuk terug, toen hij zijn verslag nopens de politiek van de landen-leden van de W.E.U. inleidde. Hij betreunde het dat de zeven regeringen

d'aboutir à des conclusions concrètes sur l'association de la Grande-Bretagne aux communautés des Six. Une certitude existe néanmoins, constate-t-il, c'est que les gouvernements des Six veulent donner plus de cohésion à leur politique européenne.

M. Van Remoortel a pris part à la discussion du rapport liminaire de la Commission des Affaires générales sur les *Europes et les Afriques*. A la question de savoir si les Etats africains indépendants vont ou non vers le panafricanisme, il répondit qu'à l'heure actuelle l'on constate de nombreux éclatements et sécessions spectaculaires. Il croit, a-t-il dit, que les Etats africains chercheront à assurer leurs destinées et leur prospérité économique en adhérant à un ensemble euro-africain. Il convient de répondre aux appels que nous percevons de la part de territoires devenus indépendants. Comment ? Il rappela à ce sujet les travaux très importants du Conseil de l'Europe.

M. de la Vallée Poussin, enfin rédigea un rapport sur l'activité du Groupe de travail chargé de la liaison avec les Parlements nationaux.

Notons que l'Assemblée de l'U.E.O. a adopté plusieurs *recommandations*, qui ont été transmises aux Parlements nationaux. Elles sont reproduites dans un document intitulé : Textes adoptés pour transmission... etc. (Sixième session ordinaire, décembre 1960).

III. ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE.

L'Assemblée n'a pas tenu moins de six sessions en 1960.

A et B. Celles de janvier et de mars-avril ont déjà fait l'objet d'un compte-rendu dans le rapport relatif au précédent budget.

C. Session de mai 1960.

1^{re} Discussion du rapport sur l'élection de l'Assemblée Parlementaire Européenne au suffrage universel direct.

M. Dehousse, Président du groupe de travail de la Commission des affaires politiques et des questions institutionnelles, expose que la tâche de l'Assemblée Parlementaire Européenne est déterminée par un texte reproduit, dans les mêmes termes, par les articles 21 du Traité de la C.E.C.A., 138 du Traité de la C.E.E. et, enfin, 108 du Traité de l'Euratom.

Ce texte dispose que « l'Assemblée élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure qui doit être uniforme dans tous les Etats membres. Le Conseil statuant à l'unanimité arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles. »

L'Assemblée n'a donc pas à élaborer le statut d'une communauté politique, ni, non plus, celui d'un parlement bicaméral. Et les règles qu'elle adoptera ne vaudront pas pour l'Assemblée Consultative du Conseil

niet de politieke wil kunnen opbrengen om tot concrete punten van overeenstemming te komen betreffende de associatie van Groot-Brittannië met de Gemeenschappen van de Zes. Een zaak is niettemin zeker, aldus spreker, namelijk dat de regeringen van de Zes aan hun Europese politiek meer samenhang wensen te geven.

De h. Van Remoortel nam het woord in de behandeling van het inleidend verslag van de Commissie voor Algemene Zaken nopens de *Europa's en de Afrika's*. Op de vraag of de onafhankelijke Afrikaanse staten al dan niet het Pan-Afikanisme zullen aankleven, antwoorde hij dat men op dit ogenblik getuige is van spectaculaire meningsverschillen en scheuringen. Hij is van oordeel dat de staten van Afrika hun toekomst en hun economische voorspoed wensen te verzekeren door aan te sluiten bij een Euro-Afrikaans geheel. Wij moeten de oproep van de onafhankelijk gewordenen beantwoorden. Hoe ? Spreker wijst in dit verband op de zeer belangrijke werkzaamheden van de Raad van Europa.

Tenslotte bracht de h. de la Vallée Poussin verslag uit over de activiteit van de werkgroep voor de betrekkingen met de nationale parlementen.

De Vergadering van de W.E.U. heeft verscheidene *aanbevelingen* goedgekeurd, die aan de nationale parlementen werden overgezonden. Deze zijn opgenomen in een stuk met als opschrift « Aangenomen teksten ter doorzending... » (6^e gewone zitting, december 1960).

III. EUROPEES PARLEMENT.

Het Europese Parlement heeft in 1960 niet minder dan zes zittingen gehouden.

A. en B. Over de zittingen van januari en maart-april is reeds gesproken in het verslag betreffende de vorige begroting.

C. Zitting mei 1960.

1^{re} Beraadslaging over het verslag nopens de verkiezing van het Europese Parlement door middel van rechtstreekse algemene verkiezingen.

De h. Dehousse, Voorzitter van de Werkgroep van de Commissie voor politieke aangelegenheden en institutionele vraagstukken, verklaart dat de taak van het Europese Parlement bepaald is in een tekst die onder dezelfde bewoordingen is opgenomen in artikel 21 van het E.G.K.S.-verdrag, in artikel 138 van het E.E.G.-verdrag en in artikel 108 van het Euratomverdrag.

Deze tekst luidt : « De Vergadering stelt ontwerpen op voor het houden van rechtstreekse algemene verkiezingen volgens een in alle Lid-Staten eenvormige procedure. De Raad stelt met eenparigheid van stemmen de desbetreffende bepalingen vast, waarvan hij de aanneming door de Lid-Staten overeenkomstig hun onderscheidene grondwettelijke bepalingen aanbeveelt. »

Het Parlement moet dus niet het statuut van een politieke gemeenschap uitwerken en evenmin dat van een uit twee kamers bestaand parlement. De regelen die het zal aannemen zullen niet gelden voor de Raad-

de l'Europe, pas plus d'ailleurs que pour l'U.E.O. qui ne peuvent être constituées, elles, que par une élection au second degré.

D'autre part, l'élection ayant été prévue dans le cadre actuel des traités, alors qu'il n'était pas question d'un élargissement des pouvoirs de l'Assemblée, il ne résultera pour celle-ci, aucun pouvoir nouveau du fait de son élection.

M. Dehousse rappelle alors que l'Assemblée n'est pas souveraine : elle ne possède que le droit d'adresser des suggestions au Conseil des ministres, et celui-ci décide de la suite à y donner.

Enfin si, en général, le Conseil des Communautés possède un pouvoir de décision, il n'a, en ce qui concerne les articles qui viennent d'être cités, qu'un pouvoir de recommandation à l'égard des six États membres.

On ne peut, d'ailleurs, concevoir, ajoute M. Dehousse, que le vote d'une réglementation électorale puisse échapper à une délibération des parlements nationaux et à une ratification nationale.

Après ces mises au point, l'orateur pose la question : que faut-il entendre par « procédure uniforme » ? Des discussions qui ont eu lieu au sein du Groupe et de la Commission, M. Dehousse conclut que l'uniformité n'est pas nécessairement synonyme d'identité, et, qu'en suite, cette uniformité éventuelle ne doit pas être atteinte d'emblée : on peut parfaitement concevoir d'abord une période transitoire.

On s'est ainsi demandé dans quelle mesure l'Assemblée possède le pouvoir de faire des propositions de révision des Traités existants, et on a conclu que de telles propositions peuvent être formulées dans la seule mesure où elles sont rendues nécessaires par l'élection au suffrage universel direct.

M. Dehousse indique que le groupe de travail a mené des enquêtes sur place et que le projet est, en définitive, un commun dénominateur de ce que le groupe de travail estime susceptible d'être approuvé par les six pays de la communauté.

Pourquoi l'élection, demande ensuite M. Dehousse. Pour donner à l'Assemblée cette légitimité que les Parlements tirent du suffrage populaire.

D'autre part on ne peut songer à résoudre longtemps encore, des problèmes qui sont importants pour le sort des peuples, sans que ceux-ci ne soient consultés.

Enfin, l'élection au suffrage direct est nécessaire pour une raison primordiale d'efficacité : si on n'y recourt pas, l'Assemblée deviendra finalement un simple conseil économique et social, et elle perdra, de ce fait, son caractère parlementaire.

Le problème des pouvoirs de l'Assemblée sera, sans nul doute, le thème principal des débats. On peut souhaiter qu'une assemblée élue directement ait des pou-

gevende Vergadering van de Raad van Europa en ook niet voor de Assemblée van de W.E.U., die de nationale Parlementen benoemen door middel van getrapte verkiezingen.

Aan de andere kant zal, aangezien men tot verkiezingen in het raam van de huidige verdragen heeft besloten op een tijdstip dat er nog niet over enige verruiming van de bevoegdheden van de Vergadering werd gesproken, aan het Parlement geen nieuwe macht worden verleend als gevolg van de verkiezing.

De h. Dehousse wijst erop dat het Parlement niet souverain is : het bezit alleen het recht voorstellen te doen aan de Raad van Ministers die vrij beslist welk gevolg hieraan zal worden gegeven.

Gewoonlijk beschikt de Raad der gemeenschappen evenwel over een beslissingsbevoegdheid maar wat betreft de evengenoemde artikelen, is hij slechts bevoegd om aanbevelingen te richten tot de Zes deelnemende landen.

Men kan zich trouwens niet voorstellen, aldus de h. Dehousse, dat de goedkeuring van een verkiezingsregeling niet in onze nationale parlementen zal moeten worden besproken, en niet op het nationale vlak zal moeten worden bekrachtigd.

Vervolgens stelt spreker de vraag wat dient te worden verstaan onder « eenvormige procedure » ? Na de besprekingen die in de schoot van de Werkgroep en van de Commissie hebben plaats gehad komt de h. Dehousse tot het besluit dat « eenvormig » niet noodzakelijk betekent « identiek » en dat de eventuele eenvormigheid niet van meet af aan moet worden bereikt : Men kan zich goed voorstellen dat er eerst een overgangsperiode zou zijn.

Voorts was het de vraag in welke mate het Parlement al dan niet bevoegd is om voorstellen te doen met het oog op de herziening van de bestaande verdragen. Men is tot het besluit gekomen dat zulke voorstellen kunnen worden gedaan in de mate waarin zij door rechtstreekse algemene verkiezingen noodzakelijk worden gemaakt.

De h. Dehousse zegt dat de Werkgroep enquêtes ter plaatse heeft gehouden en dat het ontwerp een gemeenschappelijke noemer is van wat, naar het oordeel van de Werkgroep, door de zes landen van de Gemeenschap leek te kunnen worden aanvaard.

Waarom verkiezingen, zo vraagt de h. Dehousse voorts. Om het Parlement de legitimiteit te doen verwerven die de parlementen uit een volksstemming ontvangen.

Aan de andere kant kan men er niet aan denken nog gedurende lange tijd te beslissen over vraagstukken die rechtstreeks het lot van de volkeren beïnvloeden zonder dat deze volkeren zelf worden geraadpleegd.

Ten slotte zijn de algemene rechtstreekse verkiezingen noodzakelijk om een reden van doelmatigheid. Houdt men geen verkiezingen dan zal het Parlement ten slotte gaan optreden als een economische en sociale raad, en zal het uiteraard zijn parlementair karakter verliezen.

Het vraagstuk van de bevoegdheden van het Parlement zal ongetwijfeld het voornaamste thema van de beraadslagingen worden. Men kan wensen dat bij een

voirs accrus, mais l'exiger comme un préalable, peut entraîner l'échec du projet.

On ne peut d'ailleurs exiger que, dès l'origine, le parlement européen puisse avoir eu un pouvoir de contrôle réel sur les Exécutifs. Aucun parlement national, au début de son évolution, n'en a effectivement disposé.

A partir donc du jour où l'Assemblée sera élue au suffrage universel, elle pourra conquérir petit à petit des pouvoirs plus étendus.

Le rapporteur conclut, enfin, que l'enjeu est extrêmement important : il s'agit de savoir si nos vieilles démocraties occidentales sont capables de surmonter les nationalismes, conscients ou inconscients, pour s'adapter aux besoins des temps modernes. Dans cette enceinte, dit-il, va se juger le procès définitif de la démocratie.

M. Smets, au cours du même débat, s'est demandé pourquoi il faudrait accepter qu'un parlement européen dispose de compétences tellement inférieures à celles d'un parlement national.

D'autre part, déclare l'orateur, il faut un lien entre l'Assemblée Parlementaire Européenne et les parlements nationaux. Or, le projet ne prévoit rien, si ce n'est pour la période transitoire. A l'expiration de celle-ci il n'en est pas prévu.

M. Smets considère que le projet est hybride, inachevé et dangereux pour l'avenir de l'Assemblée. L'orateur explique l'esprit de certains amendements. Tout d'abord le nombre de 426 parlementaires est, selon lui, trop élevé. Par le fait même les commissions seront artificiellement gonflées. Les préférences de M. Smets vont à un Parlement composé par moitié de représentants élus et par moitié de parlementaires désignés. D'autre part, le projet ne fait nulle part allusion aux suppléants. A ce propos l'orateur cite l'exemple de la Norvège où, pour certaines discussions, un député peut laisser son siège à un suppléant.

D'autre part, pour que le suffrage universel soit réellement respecté, il faut que les élections se déroulent partout de la même manière et qu'elles soient le reflet exact de tous les courants de l'opinion.

Il faut contrôler les dépenses électorales, tout comme cela se fait en Grande-Bretagne. L'Assemblée seule devra juger de l'éligibilité de ses membres. L'orateur se déclare opposé aux interventions des parlements nationaux dans les cas d'inéligibilité des parlementaires européens.

M. Smets répète que son souci c'est l'Europe démocratique et prospère. C'est pourquoi il demande que le projet soit revu; les Commissions devront faire un meilleur travail que celui qui a été accompli.

door middel van algemene rechtstreekse verkiezingen gekozen Parlement ruimere bevoegdheden behoren maar dit als een absolute voorwaarde stellen kan de mislukking van het ontwerp tot gevolg hebben.

Men kan trouwens niet eisen dat het Europese Parlement van meet af aan de bevoegdheid zal bezitten om een werkelijke controle op de executieven te oefenen. Geen enkel nationaal Parlement heeft deze bevoegdheid werkelijk van bij het begin van zijn ontwikkeling gehad.

Met ingang van de dag waarop het Parlement door middel van rechtstreekse verkiezingen zal worden gekozen zal het ongetwijfeld moeizaam maar toch zeker ruimere bevoegdheden veroveren.

Tot besluit zegt de rapporteur dat de inzet buitengewoon ernstig is : het komt erop aan te weten of onze Westerse democratieën in staat zijn zich aan te passen aan de eisen van de huidige tijd en het bewuste of sluimerende nationalisme te overwinnen. In deze zaal, aldus de h. Dehousse, zal het definitieve geding van de democratie plaats vinden.

In de loop van hetzelfde debat heeft de h. Smets de vraag gesteld waarom men voor het Europese Parlement zoveel minder bevoegdheden zou aanvaarden dan een nationaal parlement bezit.

Spreker verklaart dat een band tussen het Europese Parlement en de nationale parlementen noodzakelijk is. Het ontwerp bepaalt dienaangaande evenwel niets tenzij voor de overgangperiode en niets meer daarna.

De h. Smets acht het ontwerp hybridisch, onafgemaakt en gevaarlijk voor de toekomst van het parlement. De spreker verklaart de strekking van sommige amendementen. In de eerste plaats is het aantal parlementsleden naar zijn oordeel te groot. Aldus zal uiteraard het aantal leden van de commissie kunstmatig worden opgevoerd. De voorkeur van de h. Smets gaat naar een parlement dat voor de helft is samengesteld uit gekozen leden en voor de helft uit aangewezen parlementsleden. Aan de andere kant is nergens in het ontwerp sprake van plaatsvervangers. In dit verband geeft spreker het voorbeeld van Noorwegen waar een parlements lid, voor sommige vraagstukken, zijn plaats aan een plaatsvervanger kan afstaan.

Om het algemeen kiesrecht werkelijk te eerbiedigen moeten bij de verkiezingen overal dezelfde regels worden gevolgd en moeten de verkiezingen de juiste weerspiegeling zijn van alle meningsuitingen.

De verkiezingsuitgaven moeten worden gecontroleerd zoals in Groot-Brittannië. Alleen het Europese Parlement mag over de verkiesbaarheid van zijn leden oordelen. Spreker verklaart gekant te zijn tegen de inmenging van de nationale parlementen in de gevallen van verkiesbaarheid van de Europese parlementsleden.

De h. Smets zegt tot besluit dat het zijn streven is een democratisch en voorspoedig Europa op te bouwen. Daarom vraagt hij dat het ontwerp opnieuw op het getouw genomen zou worden; de commissies moeten een beter werkstuk afleveren dan dat welk is voorgesteld.

2^e Rapport sur les problèmes posés par une politique de conjoncture commune dans la C.E.E.

M. De Block signale qu'il parle en son nom personnel, quoi qu'il soit d'accord avec les idées exprimées par ses amis socialistes.

Bien qu'appartenant à des tendances différentes, les rapporteurs sont parvenus à énoncer des règles harmonieuses. Ce résultat prouve qu'on commence à se rendre compte qu'il ne suffit pas, pour créer l'Europe, d'abattre les frontières, et d'apporter le moins de changement possible à ce qui existe.

Pour réaliser l'Europe, il faut rompre avec le passé et employer des méthodes nouvelles.

Il y a une expérience dont il faut tenir compte : la C.E.C.A. a, certes, de belles réalisations à son actif au point de vue social, mais on ne peut en dire autant de ses réalisations au point de vue économique. Certes, le Traité impose des limites, mais tout ce qui n'est pas expressément défendu est permis; l'application d'un tel principe permet toujours de faire preuve de dynamisme.

L'orateur pense que les mesures préconisées ne vont pas assez loin. Il faut avancer rapidement dans la voie de l'organisation de l'économie européenne.

Deux systèmes économiques sont en présence : d'un côté, le système capitaliste, d'autre part, l'économie communiste. Dans ce dernier système, les technocrates et l'organisation ont remplacé « l'initiative privée ». On peut adopter deux attitudes. La première est de laisser aller les choses, mais c'est renoncer à la liberté économique et, avec elle, à la liberté tout court. La seconde attitude consiste à faire l'effort nécessaire pour rechercher et adopter des méthodes nouvelles et cela permettra de démontrer que l'Europe est capable de créer, démocratiquement, un régime qui augmente le bien-être dans la liberté.

On ne peut plus nier que la production industrielle et que l'économie se développent plus vite en Russie qu'en Europe. L'orateur cite à ce sujet des statistiques.

D'autre part, on a pu démontrer que les taux d'accroissement annuel de la production ont été aux Etats-Unis plus faibles qu'en Union soviétique. Cela doit nous amener à conclure que pour l'Europe le moment est venu de faire rapidement un effort pour imprimer à la production un rythme continu et aussi considérable dans son développement. Le moyen le plus adéquat serait d'appliquer un système économique socialiste. Actuellement, un tel système n'a cependant aucune chance d'être accepté dans les pays membres du marché commun. Pour réussir, il faut, estime l'orateur, une commission active qui sache faire un effort constant pour devancer et dominer les événements et, également, exploiter les possibilités du Traité jusqu'à l'extrême limite.

D'autre part, le Conseil de ministres et les gouvernements doivent admettre qu'il ne suffit pas de juxtaposer les économies; s'ils veulent vraiment réaliser l'Europe, s'inspirer de l'article 2 et reconquérir une situa-

2^e Verslag nopens de vraagstukken van een gemeenschappelijk conjunctuurbeleid in de E.E.G.

De h. De Block verklaart dat hij namens zichzelf spreekt, hoewel hij het eens is met de gezichtspunten van zijn socialistische vrienden.

Niettegenstaande de rapporteurs tot verschillende richtingen behoren zijn zij er in geslaagd richtlijnen op te stellen die op elkaar zijn afgestemd. Dat resultaat bewijst dat men er zich begint rekenschap van te geven dat om een nieuw Europa op te bouwen men niet kan volstaan met het afbreken van de grenzen en met het zo weinig mogelijk wijzigen van bestaande toestanden.

Om Europa te verwezenlijken moeten wij breken met het verleden en moeten wij nieuwe methodes aanwenden.

Er is een ervaring waarmee wij rekening moeten houden : de E.G.K.S. heeft, op sociaal gebied mooie resultaten op haar credit mogen boeken maar op economisch gebied kan men dat niet zeggen. Natuurlijk stelt het verdrag beperkingen, maar alles wat niet uitdrukkelijk is verboden, is toegestaan verklaart de h. De Block. De toepassing van deze regel zal het altijd mogelijk maken blijk te geven van dynamisme.

Spreker is van oordeel dat de voorgestelde maatregelen niet ver genoeg gaan; men moet spoed betrachten bij de organisatie van de Europese economie.

Twee economische stelsels staan tegenover elkaar : aan de ene kant het kapitalistische stelsel en aan de andere kant de communistische economie. Bij dit laatste systeem wordt het « persoonlijk initiatief » vervangen door technocraten en organisatie. Men kan twee opvattingen huldigen. Ofwel laten wij de zaken op hun beloop, maar in dat geval zullen wij de economische vrijheid en met haar de vrijheid als zodanig verliezen. Ofwel doen wij al het mogelijke om door het zoeken en aanwenden van nieuwe methodes aan te tonen dat Europa in staat is om langs democratische weg een stelsel op te bouwen dat de welvaart in vrijheid verhoogt.

Het is niet meer te loochenen dat de economie zich in Rusland sneller ontwikkelt dan in Europa. Spreker geeft statistieken in dit verband.

Aan de andere kant heeft men kunnen aantonen dat de jaarlijkse toenemingspercentages van de productie in de Verenigde Staten geringer geweest zijn dan die van de Sovjet-Unie. Hieruit moeten wij de gevolgtrekking maken dat thans voor Europa de tijd is gekomen om door een aanzienlijke krachtsinspanning de productie een constant en even hoog ontwikkelingstempo op te leggen. Het meest geschikte middel zou de toepassing zijn van een socialistisch economisch stelsel. Onder de huidige omstandigheden maakt een dergelijk stelsel geen enkele kans om door de landen van de Gemeenschappelijke Markt te worden aangenomen. Om te slagen moet, naar het oordeel van spreker, een actieve commissie worden ingesteld die constant uit alle kracht zal trachten de gebeurtenissen voor te blijven en de baas te blijven en die ook uit het verdrag alles zal halen wat er in zit.

Voorts zullen de raad van Ministers en de regeringen moeten begrijpen dat men niet kan volstaan met het naast elkaar zetten van zes economiën; indien zij de oprechte wil hebben Europa op te bouwen, de doelstel-

tion forte, ils doivent renoncer aux anciennes conceptions. Le secteur de l'énergie, par exemple, doit être organisé rationnellement et servir uniquement à l'intérêt public, sous la seule responsabilité d'une seule autorité; il en est de même de l'organisation des moyens de transport.

On dira peut-être que cela n'est pas compatible avec les traités : il y a deux réponses à une telle objection : la Commission doit employer tous les moyens qui ne sont pas expressément interdits par le Traité. Ensuite, s'il faut faire un choix entre les traités et l'avenir de l'Europe, il ne peut y avoir d'hésitation et tout doit être fait pour construire l'Europe.

L'orateur examine ensuite la situation de diverses industries, pour constater finalement que l'expansion d'une région déshéritée ne doit pas se faire au détriment d'une région industrialisée. Le déplacement d'industrie n'est donc pas une solution.

3^e Troisième rapport général de la Commission de la Communauté Européenne de l'Energie atomique sur l'activité de la Communauté.

M. Duvieusart considère que le sentiment de scepticisme que pourrait provoquer la lecture du 3^e rapport de l'Euratom a été heureusement modifié par l'exposé oral du Président Hirsch.

La première mission de l'Euratom, celle des recherches et de l'application, doit s'intégrer, dit-il, de plus en plus dans la collaboration avec les autres Exécutifs pour arriver à une politique économique générale. Il reste hélas, des survivances nationalistes. On sent, dans le rapport, que la Commission de l'Euratom se heurte à des résistances.

M. Duvieusart en vient alors au chapitre de l'enseignement. Il marque sa satisfaction de l'œuvre accomplie quant à l'université européenne. Il espère que l'Euratom exercera son influence sur les établissements d'enseignement supérieur nationaux, notamment dans le domaine de l'équivalence des diplômes. En ce qui concerne la recherche, il s'étonne que la Commission ne réponde pas, dans son rapport, à des demandes déjà faites. L'Euratom n'a pris aucun contact avec les organisations scientifiques des pays de l'Est. Il faut que l'U.R.S.S. sache qu'elle n'aura plus de contact avec les pays européens, mais bien avec les organismes européens. Malgré l'échec du sommet, l'orateur croit que les contacts doivent être cependant recherchés.

En ce qui concerne les institutions, l'orateur demande à la Commission de poursuivre sans relâche les efforts d'unification des trois Exécutifs. Il propose, que de trimestre en trimestre, un président d'Exécutif soit le porte-parole des trois Communautés. Cet effort doit se porter aussi dans le domaine administratif.

D. Session de juin 1960.

1^{er} Rapport sur les recherches entreprises dans les pays de la Communauté.

ling van artikel 2 te volgen en een sterke positie veroveren, zullen zij de verouderde opvattingen moeten laten varen. De energiesector b.v. moet rationeel worden opgezet en uitsluitend het algemeen belang dienen onder de verantwoordelijkheid van een enkel gezagsorgaan; dit geldt eveneens voor de transportmiddelen.

Men zal allicht opwerpen dat deze oplossingen niet in overeenstemming zijn met het verdrag : hierop kan worden geantwoord, ten eerste dat de commissie moet gebruik maken van alle middelen die niet door het verdrag uitdrukkelijk zijn verboden, en ten tweede dat wanneer men een keuze moet doen tussen de verdragen en de toekomst van Europa, men niet mag aarzelen en alles moet doen om Europa op te bouwen.

Spreker gaat vervolgens de stand van verschillende industrieën na en besluit dat de expansie van een stiefmoederlijk bedeed gebied niet moet geschieden ten koste van een geïndustrialiseerd gebied. De verplaatsing van industrieën brengt geen oplossing.

3^e Derde algemeen verslag van de Commissie van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie over de werkzaamheden van de Gemeenschap.

De h. Duvieusart is van oordeel dat het gevoel van scepticisme waartoe de lezing van het derde verslag van Euratom aanleiding had kunnen geven gelukkig gewijzigd is door het mondelinge verslag van voorzitter Hirsch.

De eerste taak van Euratom nl. onderzoeken en toepassingen, moet, aldus spreker, steeds meer worden geïntegreerd in die van de andere executieven om tot een algemeen economisch beleid te komen. Er is helaas nog nationalistische vasthoudendheid. Men voelt in het verslag dat de Commissie van Euratom op weerstanden stuit.

De h. Duvieusart komt vervolgens tot het hoofdstuk van het onderwijs. Hij spreekt zijn voldoening uit over het werk betreffende de Europese universiteit. Hij hoopt dat Euratom invloed op de nationale inrichtingen van hoger onderwijs zal uitoefenen, met name op het gebied van de gelijkstelling van de diploma's. Wat betreft het onderzoek is hij verbaasd dat de Commissie in haar verslag niet heeft geantwoord op de gestelde vragen. Euratom heeft geen contact opgenomen met de wetenschappelijke instellingen van de Oostelijke naties. De U.S.S.R. moet weten dat zij geen contact meer zal hebben met de Europese landen, maar alleen met de Europese instellingen. Niettegenstaande de mislukking van de Topconferentie moet, volgens spreker, het streven naar contacten worden voortgezet.

Wat de instellingen betreft, vraagt spreker dat de Commissie onverpoosd zal streven naar de eenmaking van de drie executieven. Hij stelt voor dat, om de drie maanden, de voorzitter van een executieve zou spreken namens de drie Gemeenschappen. Dit streven moet ook op administratief gebied tot uiting komen.

D. Zitting juni 1960.

1^o Verslag nopens de onderzoeken ondernomen in de landen van de Gemeenschap.

M. De Block, rapporteur de la Commission de la recherche scientifique et technique constate avec plaisir qu'on commence à se rendre compte qu'il faut attacher une importance toute particulière à la recherche scientifique. La collaboration des Communautés et des Etats sera indispensable pour obtenir les sommes nécessaires à la recherche scientifique. Il faudra organiser cette recherche sur une base rationnelle pour obtenir le maximum de résultats avec un minimum de dépenses.

La Commission estime que la Haute Autorité doit continuer à subventionner par exemple le bureau de recherches géologiques et minières.

Une question se pose cependant. La sidérurgie, les charbonnages, l'Euratom disposeront dorénavant d'un service d'information et de documentation : on peut se demander s'il ne serait pas plus rationnel de disposer d'un seul centre d'information et de documentation.

La seconde partie du rapport est consacrée à la mission d'étude et d'information. Il est apparu que les responsables de la production charbonnière se rendent compte que les circonstances ont changé et que s'est brisé à tout jamais le monopole du charbon.

L'orateur affirme cependant que le charbon jouera encore longtemps un rôle important dans les secteurs de production, d'abord, où on ne peut encore s'en passer, ensuite dans les secteurs où il présente des avantages sérieux — production de l'énergie secondaire — et, enfin, dans le domaine de la carbo-chimie.

L'industrie charbonnière doit s'adapter aux circonstances nouvelles et accepter la concurrence. Pour cela, il faut diminuer les prix, augmenter le rendement, présenter le produit sous des formes nouvelles, sans poussières, sans fumée, etc.

Tous ces problèmes peuvent être et seront résolus par les savants et les chercheurs en y associant les contremaîtres et les ouvriers.

Si, grâce à cela, on obtient une baisse du prix, il ne faut pas oublier qu'au fur et à mesure que la mécanisation progresse, le nombre d'ouvriers nécessaire diminue. Pour neutraliser cet inconvénient il faut ou bien diminuer les heures de travail, avec maintien du salaire, ou bien créer de nouvelles industries : ici encore il y a une tâche à remplir pour la Haute Autorité : étudier les possibilités et faire des propositions aux gouvernements.

Nous avons failli perdre la bataille du charbon conclut l'orateur, tâchons au moins de marquer des points importants dans le domaine de la recherche scientifique.

2^e Rapport sur les problèmes de la coordination dans le domaine de la politique énergétique.

M. Leemans rapporteur de la Commission de la politique énergétique, exprime l'idée que la surabondance des sources énergétiques complique les problèmes d'organisation. L'Assemblée doit prouver qu'elle a

De h. De Block, rapporteur van de Commissie voor Wetenschappelijk en Technisch Onderzoek, is verheugd te constateren dat men zich begint rekenschap te geven van het zeer bijzonder belang dat aan het wetenschappelijk onderzoek moet worden gehecht. De samenwerking van de Gemeenschappen en van de Staten is onmisbaar om de nodige bedragen voor het wetenschappelijk onderzoek te verkrijgen. Dit onderzoek moet op een rationele basis plaats vinden teneinde maximale resultaten te bereiken met een minimum aan uitgaven.

De Commissie is van oordeel dat de Hoge Autoriteit moet voortgaan met het verlenen van subsidies, met name aan het Bureau voor Geologische en Mijnbouwkundige onderzoek.

Er doet zich evenwel een vraag voor : de ijzer- en staalnijverheid, de kolenmijnindustrie en Euratom zullen voortaan de beschikking hebben over een informatie- en documentatiedienst : men kan zich afvragen of het niet rationeel zou zijn om over één enkele informatie- en documentatiecentrum te beschikken.

Het tweede gedeelte van het verslag is gewijd aan de studie- en informatieopdracht. Gebleken is dat degenen die verantwoordelijkheid dragen voor de steenkoolproductie zich ervan rekenschap geven dat de omstandigheden zijn gewijzigd en dat de monopoliepositie van de steenkool eens en voor altijd voorbij is.

Spreker verklaart evenwel dat de steenkool nog gedurende lange tijd een belangrijke rol zal spelen, ten eerste in de productiesectoren, die nog op steenkool zijn aangewezen, en vervolgens in de sectoren waar de steenkool belangrijke voordelen biedt, met name de secundaire energieproductie, en tenslotte op het gebied van de carbochemie.

De steenkolenindustrie moet zich aan de nieuwe omstandigheden aanpassen en de concurrentie aangaan. Te dien einde moet men de prijzen verlagen, het rendement verhogen, de steenkool onder nieuwe gedaanten aanbieden, zonder stof, zonder rook, enz.

Al deze problemen kunnen en zullen worden opgelost door de geleerden en de onderzoekers in samenwerking met de opzichters en de arbeiders.

Indien dat alles een prijsverlaging tot gevolg heeft, dan mogen wij toch niet vergeten dat naarmate de mechanisatie voortgang vindt het aantal werknemers terugloopt. Om dit euvel te ondervangen, moet men de arbeidsuren verminderen met behoud van hetzelfde loon of moet men nieuwe industrieën oprichten. Ook daar ligt het op de weg van de Hoge Autoriteit de mogelijkheden te onderzoeken en aan de regeringen voorstellen te doen.

Wij hebben ten naaste bij de kolenslag verloren, zo besluit spreker, laten wij tenminste trachten belangrijke winstpunten te boeken op het gebied van het wetenschappelijk onderzoek.

2^e Verslag nopens de vraagstukken betreffende de coördinatie op het gebied van het energiebeleid.

De h. Leemans, rapporteur van de Commissie voor het Energiebeleid, is van oordeel dat de overvloed aan energiemiddelen het probleem van de coördinatie moeilijk maakt. Het Parlement moet bewijzen dat het

pleine conscience de cette situation et qu'elle est capable d'élaborer la politique commune nécessaire.

Des différences importantes de structure apparaissent entre les pays selon leurs ressources principales. L'accélération du marché commun est une autre cause de complication pour la solution de l'ensemble du problème.

Surmonter toutes les difficultés n'est pas la tâche des seuls techniciens; le problème est aussi politique.

Les objectifs proposés par le groupe de travail inter-Exécutifs peuvent être acceptés : le bon marché des approvisionnements, la régularité de ces approvisionnements, l'harmonieuse substitution d'une source d'énergie par une autre, le libre choix du consommateur et, enfin, l'uniformisation du marché.

L'orateur a été surpris de constater que les représentants de certains Gouvernements ne se rendent pas compte qu'il faut absolument transposer dans les faits une politique commerciale commune, alors qu'ils sont unanimes sur le plan théorique.

A côté d'un programme à long terme, a été élaboré un programme d'urgence. La Commission en approuve la mise sur pied.

La commission, dit enfin M. Leemans, voudrait recevoir des informations complémentaires sur les réponses des gouvernements aux questions du groupe de travail inter-Exécutifs. Elle exprime l'espoir que les renseignements permettront d'accomplir un meilleur travail.

M. De Block, a la conviction intime qu'on s'engage une fois de plus dans une mauvaise voie. On veut construire une Europe unie, qui assure à tout le monde le maximum de bien-être. Mais quand on considère les méthodes employées, on en arrive vite à la conclusion qu'on emploie les moyens qui ont conduit au morcellement de l'Europe dans le cours de l'histoire. Selon l'orateur, on ne prête, en effet, aucune attention à l'évolution du revenu national et à la manière dont il est distribué. L'énergie est un des problèmes fondamentaux dans une économie : la consommation d'énergie est, en quelque sorte, le thermomètre du bien-être d'un pays. On peut constater que, jusqu'ici, on n'a pas pu élaborer un plan ni même des suggestions pour augmenter la consommation de l'énergie. Pour le moment, on parle de coordonner les politiques énergétiques des Six : ce n'est pas cela qui fera augmenter le revenu national. Certes, les intentions sont bonnes, mais elles demeurent insuffisantes.

En conclusion, l'orateur déclare que le fait de choisir la liberté implique qu'il faut en accepter les conséquences, c'est-à-dire accomplir des actes et pratiquer une politique qui mène là où l'on veut aller. Ceci n'est pas possible si l'on maintient le monopole privé, comme il semble qu'on veuille le faire.

zich van de toestand volledig bewust is en dat het in staat is het noodzakelijke gemeenschappelijke beleid te bepalen.

Er zijn sterke structuurverschillen tussen de landen alnaar hun voornaamste energiemiddelen. De versnelling van de gemeenschappelijke markt is ook een oorzaak van moeilijkheden voor de oplossing van het probleem in zijn geheel.

Deze moeilijkheden te boven komen is niet alleen een zaak van technici, het is ook een politiek probleem.

De doelstellingen die door de interexecutieve werkgroep werden voorgelegd, kunnen worden aanvaard : goedkope voorziening, regelmatige voorziening, harmonisch verlopende vervanging van energiemiddelen, vrije keuze van de verbruikers en tenslotte instelling van één enkele markt.

Spreeker was verrast te constateren dat de vertegenwoordigers van sommige regeringen zich geen rekening geven van het feit dat men het gemeenschappelijke handelsbeleid in de werkelijkheid moet omzetten, hoewel zij op het theoretische vlak volkomen eensgezind waren.

Naast het programma op lange termijn is ook een urgentieprogramma vastgelegd. De commissie heeft dit goedgekeurd.

Tenslotte, aldus de h. Leemans, hoopt de Commissie dat nadere toelichting zal worden gegeven over de antwoorden die de verschillende regeringen hebben gegeven op de vragenlijst van de Interexecutieve werkgroep. Zij spreekt de hoop uit dat deze toelichtingen het mogelijk zullen maken beter te werken.

De h. *De Block* is de innige overtuiging toegedaan dat men eens te meer een verkeerde weg opgaat. Men wil een Verenigd Europa opbouwen dat aan iedereen het hoogste welzijn zal schenken. Maar wanneer men de gebruikte methodes nagaat, komt men al spoedig tot de conclusie dat men juist de middelen aanwendt die in de loop van de geschiedenis geleid hebben tot de versnippering van Europa. Volgens spreker wordt immers geen aandacht geschonken aan de ontwikkeling van het nationale inkomen en de spreiding daarvan. De energie is een van de fundamentele vraagstukken van de economie : het energieverbruik is in zekere zin de thermometer van het welzijn in een land. Het is een feit dat men tot nog toe niet een plan of suggesties ten aanzien van de verhoging van de hoeveelheid gebruikte energie heeft kunnen voorleggen. Op het ogenblik gaat het erom de energiepolitiek van de zes landen te coördineren : het is niet op deze wijze dat men de verhoging van het nationaal inkomen zal bevorderen. De bedoelingen zijn goed, maar zij zijn onvoldoende.

Tot besluit verklaart spreker dat wanneer men de vrijheid kiest, men ook de moed moet hebben de gevolgen te accepteren, d.w.z. tot daden over te gaan en een zodanige politiek te volgen dat wij er zeker van zijn dat zij ons daar brengt waar wij heen willen. Dit is niet mogelijk wanneer men het particuliere monopolie handhaaft zoals men schijnt te willen doen.

3^e Rapport général de la Commission de la C.E.E. et déclaration de M. Hallstein.

M. Duviolsart, au nom du groupe démocrate-chrétien, se félicite des progrès réalisés dans l'entente entre le Conseil de Ministres et les Exécutifs.

Il a d'abord parlé de l'application du Traité dans le domaine économique. Ensuite, il a examiné la projection du Traité dans le domaine politique et dans l'avenir.

Il rappelle la déclaration du Président de la Commission, selon laquelle la Communauté ne doit pas être seulement une union douanière mais qu'elle doit devenir une véritable entité économique. Le passage d'une union douanière à une union économique est un véritable test. Comme étape caractéristique franchie cette année, l'orateur souligne la coordination des efforts réalisés en matière de politique énergétique : un des problèmes les plus importants avec celui de l'agriculture et celui de l'Afrique.

Parlant des pays et des territoires associés, M. Hallstein a déclaré qu'il ne faut pas considérer l'accession à l'indépendance comme un état de choses mettant fin aux rapports d'association, mais qu'il faut au contraire, pour autant que les intérêts soient d'accord, admettre la persistance de ces liens d'association. M. Duviolsart approuve cette conception. Il suggère que les Gouvernements abordent le plus rapidement possible l'examen du problème, parce qu'il songe à la convention qui doit entrer en vigueur après 1962.

Il est heureux que l'Assemblée ait pris l'initiative de provoquer des réunions entre Gouvernements et Parlements africains d'une part, et la Communauté d'autre part. L'orateur forme le vœu que le Congo, aujourd'hui indépendant, ne manque pas de profiter des avantages de l'association avec la Communauté européenne.

Dans une seconde partie de son discours, M. Hallstein a envisagé la projection de la Communauté dans l'avenir politique. S'il n'y a pas eu de discussion sur le sens économique de la Communauté, aucun article des traités ne dit que la communauté économique doive aboutir à une communauté politique; sans vouloir atténuer l'appel de M. Faure, M. Duviolsart souligne que l'évolution actuelle lui paraît satisfaisante : l'action dans la seconde période du traité pourra être plus importante et son caractère politique s'accroîtra.

M. Duviolsart et son groupe approuvent pleinement la partie politique du rapport de M. Hallstein.

E. Session d'octobre 1960.

1^{er} Rapport sur les problèmes relatifs au pétrole et au gaz naturel.

M. Leemans estime que tous ceux qui ont des responsabilités économiques devraient continuer à tendre à

3^o Algemeen verslag van de commissie van de E.E.G. en verklaring van de h. Hallstein.

Namens de christen-democratische fractie zegt de h. Duviolsart tevreden te zijn om de vooruitgang die is gemaakt wat betreft de samenwerking tussen de raad van Ministers en de Executieven.

Hij heeft in de eerste plaats gesproken over de toepassing van het Verdrag op economisch gebied en vervolgens heeft hij de betekenis van het verdrag op politiek gebied voor de toekomst nagegaan.

Hij brengt de verklaring van de voorzitter van de Commissie in herinnering die gezegd heeft dat de Gemeenschap niet alleen meer een douane-unie kan zijn, maar een werkelijke economische eenheid dient te worden. De overgang van een douane-unie naar een economische unie is werkelijk een test. Als kenmerkende etappe die dit jaar is afgelegd wijst spreker op de coördinatie van de krachtsinspanningen inzake het energiebeleid dat een van de belangrijkste problemen is naast het landbouwvraagstuk en dat van Afrika.

Wat betreft de betrekkingen met de landen en gebieden die met de Gemeenschap geassocieerd zijn, heeft de h. Hallstein verklaard dat het onafhankelijk worden niet mag worden beschouwd als een situatie waardoor een einde wordt gemaakt aan de associatiebetrekkingen, maar dat, voor zover de belanghebbenden hiermede instemmen, de associatiebanden gehandhaafd moeten blijven. De h. Duviolsart onderschrijft dat standpunt. Hij stelt voor dat de regeringen het probleem zo snel mogelijk zullen in studie nemen omdat hij denkt aan de conventie die na 1962 in werking zal moeten treden.

Hij zegt verheugd te zijn omdat het Parlement het initiatief heeft genomen voor bijeenkomsten van de Afrikaanse regeringen en parlementen, enerzijds, en de Gemeenschap, anderzijds. De h. Duviolsart spreekt de wens uit dat Congo, dat thans onafhankelijk is geworden, ook zal profiteren van de weldaden die de associatie met de Gemeenschap biedt.

In het tweede gedeelte van zijn redevoering heeft de h. Hallstein gesproken over de politieke vooruitzichten van de Gemeenschap. Is er over de economische bedoeling van de Gemeenschap nooit een discussie geweest, dan moet toch worden erkend dat wij in het Verdrag geen enkel artikel aantreffen naar luid waarvan de economische gemeenschap uiteindelijk een politieke gemeenschap wordt; zonder de oproep van de h. Faure te willen verminderen, geeft de h. Duviolsart toch als zijn mening te kennen dat de huidige ontwikkeling hem voldoening geeft : de actie zou in het tweede tijdvak van het Verdrag groter kunnen zijn en een meer uitgesproken politiek karakter kunnen krijgen.

De h. Duviolsart en zijn fractie stemmen volledig in met het politiek gedeelte van het verslag van de h. Hallstein.

E. Zitting oktober 1960.

1^o Verslag nopens de vraagstukken in verband met aardolie en aardgas.

De h. Leemans is van oordeel, dat degenen die economische verantwoordelijkheid dragen, moeten blij-

l'application d'une politique énergétique commune, car celle-ci est d'un intérêt primordial pour les six pays membres.

Ceux qui disposent de pétrole et de gaz naturel devraient, conclut l'orateur, avoir conscience de leurs responsabilités et faire preuve d'esprit communautaire dans les négociations au sujet des prix, des contingents et au sujet des possibilités de reconversion des industries traditionnelles. L'existence de nouvelles sources d'énergie rend une économie purement libérale impossible et l'orateur se joint à M. Burghbacher pour souhaiter des mesures de coordination.

M. De Block fait la constatation que l'Europe des Six, comme celle des Sept, est engagée dans une lutte difficile : il s'agit pour elle de savoir si elle saura s'organiser efficacement sur le plan économique et tenir tête à des concurrents qui progressent rapidement. Il croit que l'Europe peut gagner cette cause, mais à la condition de substituer, dans certains secteurs de base, une organisation rationnelle à l'anarchie actuelle.

Parmi les problèmes qui demandent une solution urgente, il y a celui du pétrole. L'orateur estime qu'il faut élaborer une politique commune. Il ne suffit pas de disposer du pétrole au Sahara. Il faut le vendre et l'employer. Tous les pays de la Communauté devraient en consommer une partie. Ce n'est pas seulement une question de solidarité, mais d'intérêt pour toute la Communauté.

D'autre part, de point de vue social, il faudrait que dans chaque pays on paie les mêmes salaires et on applique les mêmes conditions de travail. L'orateur ne peut admettre les différences qui existent actuellement.

En ce qui concerne le gaz, l'orateur déclare que le pétrole a arrêté l'expansion de l'industrie charbonnière. Le gaz va, à son tour, concurrencer le pétrole. Pour éviter les difficultés que l'Europe a connues avec le charbon, il faut établir une politique commune parfaitement coordonnée.

2^e Rapport sur la politique commerciale.

M. Smets se réjouit de ce que, suivant le rapport, on veuille tendre vers une diminution, ou même une suppression, des mesures de soutien à l'exportation, et qu'au sujet de l'O.C.E.D., on reconnaisse la nécessité d'éviter les doubles emplois et les « chevauchements ».

Au sujet des investissements dans les pays sous-développés l'orateur pose la question est de savoir au profit de qui ils sont faits, au profit des pays sous-développés ou de celui qui investit.

Enfin il se réjouit de la chance qui s'offre de réaliser l'association avec la Grèce, mais il souhaite que cette association contribue à faire de ce pays un pays démocratique, ce qui, dit-il, n'est pas le cas actuellement, puisque les syndicats n'y sont pas libres.

ven streven naar een gemeenschappelijk energiebeleid omdat dit van overwegend is voor de zes landen-leden.

Degenen die aardolie en aardgas bezitten, aldus spreker, moeten zich bewust zijn van hun verantwoordelijkheid en blijk geven van gemeenschapszin bij het overleg ten aanzien van prijzen en contingents en ten aanzien van de omschakelingsmogelijkheden van de traditionele industrieën.

In een welvaartseconomie is een liberale economie totaal onmogelijk geworden en spreker wenst met de h. Burghbacher, dat coördinatiemaatregelen genomen zouden worden.

De h. De Block constateert dat het Europa van de Zes, zoals dat van de Zeven, een moeilijke strijd voert; het komt erop aan te weten of het zich doeltreffend zal kunnen organiseren op het economische vlak en het hoofd zal kunnen bieden aan concurrenten die snel vooruit gaan. Hij is van oordeel dat Europa deze strijd kan winnen indien het, althans in sommige basissectoren, een rationele organisatie in de plaats van de huidige anarchie kan stellen.

Sommige problemen eisen een dringende oplossing en met name dat van de aardolie. Spreker is van oordeel dat een gemeenschappelijk beleid moet tot stand komen. Het is niet voldoende in de Sahara over aardolie te beschikken. Ze moet ook worden verkocht en verbruikt. Alle landen van de Gemeenschap zouden een deel ervan moeten afnemen. Dit is niet alleen een probleem van samenhang, maar ook van welbegrepen eigenbelang voor de gehele Gemeenschap.

Aan de andere kant zou men, van sociaal standpunt uit gezien, in ieder land dezelfde lonen moeten betalen en dezelfde arbeidsvoorwaarden invoeren. Spreker kan de huidige verschillen niet goedkeuren.

Wat betreft het gas, verklaart spreker dat de aardolie aan de expansie van de kolenindustrie een einde gemaakt heeft. Het gas nu treedt op zijn beurt als concurrent van de aardolie op. Wil men de moeilijkheden vermijden die Europa met de steenkolen heeft gekend, dan moet een perfect gecoördineerde gemeenschappelijke politiek worden gevoerd.

2. Verslag nopens het handelsbeleid.

De h. Smets zegt verheugd te zijn omdat men, volgens het verslag, de richting moet ingaan van een vermindering of afschaffing van de exportsteunmaatregelen en men, ten aanzien van de O.E.C.D., de noodzakelijkheid heeft erkend om dubbelures te vermijden.

Met betrekking tot de investeringen in de minder ontwikkelde gebieden, vraagt spreker in wiens voordeel zij werden verricht, in het voordeel van de minder ontwikkelde landen, of in dat van de investeerder.

Ten slotte zegt hij verheugd te zijn omdat de kans bestaat dat een associatie met Griekenland tot stand komt, maar hij spreekt de wens uit dat deze associatie zal bijdragen tot de democratisering van Griekenland wat, volgens spreker, thans niet het geval is aangezien de vakbeweging er niet vrij is.

*F. session de novembre 1960.**1^{er} Rapport sur la 2^e mission dans les pays d'Outre-mer.*

M. De Block, auteur du rapport sur les questions économiques rappelle que celui-ci comprend deux parties : la première traitant des problèmes économiques des pays visités, la seconde du développement économique des pays associés et du concours européen.

Le rapport cependant ne tire pas de conclusions et ne propose pas de solutions. La Commission a estimé, en effet, qu'il appartenait aux intéressés, c'est-à-dire aux partenaires africains et européens, de faire des propositions concrètes.

M. De Block souligne qu'à son avis, l'alinéa 3 de l'article 131 est toujours d'application bien que certains T.O.M. accèdent à l'indépendance.

De nombreux pays d'outre-mer en sont encore au stade de l'économie de subsistance, et vivent dans un état de misère : les statistiques des maladies sont claires à cet égard. Il importe, dit l'orateur, de développer l'économie des pays visités et en général de tous les pays africains.

Cette œuvre de l'Europe en Afrique, ce n'est pas un don aux populations africaines : c'est une assurance pour les uns et les autres.

Si l'Europe a le courage de se montrer généreuse et audacieuse, elle prouvera au monde qu'elle garde, conclut l'orateur, l'influence qu'elle a toujours su exercer au long de son histoire.

2^e Echange de vues entre l'Assemblée, les Conseils et les Exécutifs des Communautés.

M. Dehousse, rapporteur de la Commission des Affaires Politiques et des questions institutionnelles, fait la distinction entre les problèmes de la politique étrangère, réglés par les traités, et ceux qui ne le sont pas. Pour les relations extérieures des Communautés, l'Assemblée est sans aucun doute compétente, et elle exerce toute son action.

Quant aux problèmes qui ne sont pas réglés par le traité et qui concernent la politique étrangère générale, ou la politique de défense, les réunions trimestrielles des ministres des affaires étrangères constituent le seul moyen de coordination et de mise au point d'une procédure plus efficace. Les événements, qui se sont déroulés depuis quelque temps, ont prouvé la dramatique dispersion des forces européennes. Le but à atteindre est très clair : il est d'harmoniser et de coordonner l'unité de la politique étrangère des Etats membres.

La proposition d'élection au suffrage direct dans les six pays est un prolongement politique normal de l'action des Communautés, tout comme de la fusion des Exécutifs.

*F. Zitting november 1960.**1. Verslag nopens de tweede reis in de landen overzee.*

De h. De Block, die het verslag nopens de economische vraagstukken heeft geschreven, wijst erop dat dit in twee delen uiteenvalt. Het eerste behandelt de economische vraagstukken in de bezochte landen en het tweede de economische ontwikkeling van de geassocieerde landen en de Europese steun.

Het verslag trekt evenwel geen conclusies en stelt geen oplossingen voor. De Commissie was immers van oordeel dat de betrokkenen, d.w.z. de Afrikaanse en Europese partners, zelf concrete voorstellen behoorden te doen.

De h. De Block wijst erop dat, naar zijn oordeel, het derde lid van artikel 131 nog steeds van toepassing is, hoewel sommige gebieden overzee onafhankelijk zijn geworden.

Vele overzeese landen verkeren nog altijd in het stadium van de subsistentie-economie en leven nog in ellende : de statistieken betreffende de ziekten zijn in dit opzicht duidelijk. Men moet, aldus spreker, de economie van de bezochte landen en van alle Afrikaanse landen over het algemeen, tot ontwikkeling brengen.

Het werk van Europa in Afrika is geen geschenk aan de Afrikaanse volkeren; het is een verzekering voor beide.

Indien Europa de moed opbrengt om zich mild en stoutmoedig te tonen, zal het aan de wereld bewijzen, aldus spreker, dat het nog altijd de invloed bezit die het gedurende zijn gehele geschiedenis heeft kunnen uitoefenen.

2^e Gedachtenwisseling tussen het Parlement, de Raden en de Executieven van de Gemeenschappen.

De h. Dehousse, verslaggever van de Commissie voor politieke aangelegenheden en institutionele vraagstukken, maakt een onderscheid tussen de vraagstukken van buitenlandse politiek, die bij de Verdragen zijn geregeld, en die welke niet zijn geregeld. Voor de betrekkingen van de Gemeenschap naar buiten is het Parlement zonder twijfel bevoegd en oefent het zijn volle activiteit uit.

Wat betreft de vraagstukken die in het Verdrag niet zijn geregeld en die betrekking hebben op de algemene buitenlandse politiek of de defensiepolitiek, zijn de driemaandelijke vergaderingen van de Ministers van Buitenlandse Zaken het enige middel om het beleid te coördineren en een meer doeltreffende procedure uit te werken. De jongste gebeurtenissen hebben de versnippering van de Europese krachten op dramatische wijze in het licht gesteld. Het te bereiken doel is duidelijk, namelijk het in overeenstemming brengen en het coördineren van het buitenlandse beleid van de lid-staten.

Het voorstel om in de zes landen rechtstreekse verkiezingen te houden is een normaal politiek verlengstuk van de activiteit van de Gemeenschappen, evenals het voorstel om de executieven samen te voegen.

L'orateur traite ensuite de trois problèmes et, tout d'abord, de l'association de la Grèce.

A ce propos, il exprime le vif mécontentement causé par les lenteurs de la négociation. Le projet d'accord ne comporterait pas moins de 92 articles et 129 pages. Il semble que l'on ait laissé la technocratie prendre le pas sur la politique. M. Dehousse estime qu'il n'y a aucun intérêt à laisser aller à la dérive un pays tout acquis à la Communauté. Il demande, par ailleurs, si le Traité d'association prévoit une représentation parlementaire grecque.

Deuxième problème : les pays et territoires d'outre-mer. A ce sujet, la Commission a émis le vœu qu'il en soit discuté au cours d'un colloque.

Le problème de la coopération avec les pays en voie de développement a été traité très insuffisamment. Le rapporteur rappelle les travaux de la Table Ronde qu'il a présidés, et qui se sont tenus à Paris en octobre dernier : les conclusions de cette Table Ronde ont été les suivantes :

1° l'envoi de techniciens doit s'accompagner de la formation de cadres africains;

2° ce sont les investissements qu'il faut promouvoir car la politique de don et même de prêt a fait son temps;

3° il faut intensifier les importations en provenance de ces pays;

4° le tiers monde doit avoir la capacité de faire des efforts pour faciliter son passage du stade d'un début de développement vers un stade subséquent d'un plus grand développement.

L'orateur déclare aussi que, tôt ou tard, la solidarité européenne s'étendra à tous les secteurs essentiels. La Commission politique a formulé à ce sujet 4 recommandations intéressantes.

Il conclut en adjurant les Gouvernements de ne pas compliquer ni retarder l'évolution européenne, en introduisant des problèmes accessoires. Ce qui est en cause aujourd'hui c'est avant tout un mode nouveau de relations entre les Etats, c'est une formule qui puisse sauvegarder, dans un ensemble commun, les groupes humains particuliers. Notre fédéralisme à nous, dit l'orateur, est celui des Communautés, notion nouvelle — certes — différente du fédéralisme ou du confédéralisme; elle est pleine d'une richesse que l'on n'a point fait encore entrevoir.

M. Duviolsart, au nom du groupe démocrate-chrétien, considère que la réunion en un seul organisme des trois Exécutifs actuellement séparés est une mesure de rationalisation.

Elle est indispensable pour éviter les pertes d'efficacité.

Le groupe démocrate-chrétien ne veut y voir aucun préjugé en ce qui concerne l'unification des sièges. Aucune modification ne doit être apportée au Traité, sauf celle de caractère formel mentionnée par la Commission.

Spreker behandelt voorts drie problemen en in de eerste plaats de associatie met Griekenland.

Hij geeft uiting aan zijn groot ongenoegen als gevolg van de traagheid bij de onderhandelingen. Het ontwerp van overeenkomst zou niet minder dan 92 artikelen behelzen en 129 bladzijden beslaan. Het ziet er naar uit dat de technocratie het heeft gehaald op de politiek. De h. Dehousse is van oordeel dat men geen belang erbij heeft een land dat voor de Gemeenschap is gewonnen de helling te laten afglijden. Hij vraagt bovendien of het associatieverdrag in een Griekse parlementaire vertegenwoordiging voorziet.

Tweede vraagstuk : de landen en gebieden overzee. De Commissie heeft de wens uitgesproken dat dit vraagstuk op een colloquium zou worden besproken.

Het vraagstuk van de samenwerking met de landen in ontwikkeling is niet voldoende behandeld. Spreker herinnert aan de werkzaamheden van de Ronde Tafel die hij heeft voorgezeten en die in oktober jl. te Parijs plaats had. De conclusies van die Ronde Tafel luiden als volgt :

1° wanneer men technici zendt moet men ook Afrikaanse kaders opleiden;

2° de investeringen moeten worden bevorderd want de politiek van schenkingen en zelfs van leningen is voorbijgestreefd;

3° de invoer uit die landen moet worden verhoogd;

4° die landen moeten in staat zijn hun overgang van de beginnende ontwikkeling naar een volgend stadium van grotere ontwikkeling te bevorderen.

Spreker verklaart voorts dat de Europese solidariteit zich vroeg of laat zal uitstrekken tot alle wezenlijke sectoren. De politieke Commissie heeft in dit verband vier belangrijke aanbevelingen aangenomen.

Tot besluit bezweert spreker de Regeringen de ontwikkeling van Europa niet te bemoeilijken of te vertragen door hieraan bijkomstige vraagstukken te koppelen. Het is thans zaak in de eerste plaats de betrekkingen tussen de Staten op een nieuwe leest te schoeien en een formule te vinden waarbij de bijzondere mensengroepen in een gemeenschappelijk kader veilig gesteld kunnen worden. Ons federalisme, aldus spreker, is dat van de Gemeenschappen; dit is een nieuw begrip verschillende van het federalisme of het confederalisme. In dat begrip zijn rijke mogelijkheden besloten die men nog niet heeft doen kennen.

De h. Duviolsart spreek namens de christen-democratische fractie en acht de vereniging van de drie thans gescheiden executieven in een lichaam een rationalisatiemaatregel.

Deze rationalisatie is noodzakelijk om de doelmatigheid te vergroten.

De christen-democratische fractie wenst hiermede niet vooruit te lopen op de eenmaking van de zetels. In het Verdrag mag geen wijziging worden aangebracht tenzij die welke de vorm betreffen en die de Commissie heeft opgesomd.

IV. CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF BENELUX.

Les premières séances de la session 1960 se sont tenues les 26 et 27 février. Elles ont déjà fait l'objet d'un compte-rendu dans le rapport sur le précédent budget, qui est daté du 7 avril. (Doc. Sénat 281 (1959-1960) p. 52-53).

A. Séance du 9 mai 1960.

1. Convention concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du Benelux.

Comme il s'agissait d'un traité déjà signé, M. Moreau de Melen a exprimé le souhait d'obtenir des gouvernements une déclaration interprétative restreignant la latitude, laissée aux Etats par l'article 12, de réinstaurer temporairement le contrôle aux frontières intérieures, pour des raisons d'ordre public et de sécurité nationale. Il ne faudrait pas dit-il, reprendre d'une main ce que l'on donne de l'autre.

Le Ministre belge de la Justice, représentant les gouvernements, ne lui ayant pas fait une réponse complètement satisfaisante, l'orateur demandé au Ministre s'il pouvait considérer que les circonstances, auxquelles il avait fait allusion dans son discours, et qui justifieraient, à son sens, le rétablissement du contrôle, auraient en tous cas un caractère exceptionnel. Le Ministre a fait des signes d'assentiment et M. Moreau de Melen en a pris acte.

M. Doutrepont a soulevé, ensuite la question des biens, marchandises et bagages. A son avis on n'est pas près de la résoudre, étant donné les différences de législations fiscales.

Il voudrait aussi, dit-il, que les étrangers bénéficient des mêmes facilités que les ressortissants de Benelux en matière douanière. Les administrations pourraient recommander à leurs agents de ne pas leur appliquer la réglementation de façon rigide.

En conclusion du débat, le projet d'avis de la Commission fut adopté à l'unanimité. Il précise que le Conseil, tout en regrettant que la convention ne lui ait pas été soumise avant sa signature, et en priant les Gouvernements de prendre en considération les observations de la Commission relatives aux articles 7, 8, 11 et 12, a émis un avis favorable.

Les Sénateurs ayant participé au vote étaient MM. Adam, Chot, Crommen, De Grauw, Doutrepont, Moreau de Melen, Moulin, Mullie et Orban.

2^e Projet de convention portant exécution des articles 55 et 56 du Traité instituant l'Union Economique Benelux.

M. Orban fait au sujet du projet d'avis une observation de forme.

IV. RAADGEVENDE INTERPARLEMENTAIRE BENELUX-RAAD.

De eerste vergaderingen van de zitting 1960 hebben plaats gehad op 26 en 27 februari. Er is reeds over gesproken in het verslag van 7 april 1960 over de vorige begroting (Gedr. St. Senaat 281 (1959-1960) blz. 52-53).

2. Vergadering van 9 mei 1960.

1. Overeenkomst inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Benelux-gebied.

Daar het om een reeds ondertekend verdrag ging, heeft de h. Moreau de Melen de wens uitgesproken dat de Regeringen een interpretatieve verklaring zouden uitgeven om de mogelijkheid te beperken die bij artikel 12 voor de staten open wordt gelaten om de controle aan hun binnengrenzen weder in te stellen om redenen die verband houden met de openbare orde of de internationale veiligheid. Het past immers niet met de ene hand terug te nemen wat men met de andere gegeven heeft, aldus spreker.

Daar de Belgische Minister van Justitie, die de Regeringen vertegenwoordigt, een antwoord heeft gegeven dat hem niet ten volle bevredigt, heeft spreker aan de Minister gevraagd of de omstandigheden, waarvan hij in zijn redevoering gewag heeft gemaakt en waarop men zou kunnen steunen om de controle weer in te voeren, alleszins een uitzonderingskarakter zouden hebben. De Minister heeft tekenen van instemming gegeven, waarvan de h. Moreau de Melen acte heeft genomen.

De h. Doutrepont heeft vervolgens de kwestie van het goederenverkeer en de bagages behandeld. Hij is van mening dat de oplossing nog ver afligt, daar de fiscale wetgevingen te zeer verschillen.

Hij zou ook willen dat op douanegebied aan de vreemdelingen dezelfde faciliteiten als aan de Benelux-onderdanen worden verleend. De administraties zouden hun personeel kunnen aanbevelen de reglementering niet al te strak toe te passen.

Aan het slot van het debat werd het ontwerp-advies van de Commissies met algemene stemmen aangenomen. De Raad betreurt het hierin dat de overeenkomst hem niet voor haar ondertekening om advies is voorgelegd, verzoekt de Regeringen de opmerkingen van de Commissie die betrekking hebben op de artikelen 7, 8, 11 en 12 in overweging te nemen en stemt met de overeenkomst in.

De volgende senatoren hebben aan de stemming deelgenomen : de hh. Adam, Chot, Crommen, De Grauw, Doutrepont, Moreau de Melen, Moulin, Mullie en Orban.

2^e Ontwerp-overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de artikelen 55 en 56 van het verdrag tot instelling van de Economische Unie.

De h. Orban maakt een opmerking betreffende de vorm van het ontwerp-advies.

L'avis amendé a été adopté à l'unanimité des mêmes membres.

B. Séance du 17 juin 1960.

1. Quatrième rapport commun sur la coopération en politique extérieure.

M. Moreau de Melen a, tout d'abord constaté l'amélioration des méthodes de travail : les rapports communs parviennent en temps utile, ils sont plus précis, les débats en commission sont facilités par la présence des Ministres ou de leurs fonctionnaires. Il en félicite les gouvernements.

L'orateur a ensuite examiné trois questions : les relations *Est-Ouest* d'abord. C'était au lendemain de l'échec de la Conférence au Sommet. Et il conclut : restons prêts à accueillir des initiatives semblables, lorsqu'il en surgira, mais soyons en même temps prudents, restons attachés fermement à l'O.T.A.N. Cela l'amenait au deuxième point de son exposé.

A ce sujet M. Moreau de Melen approuva les consultations préalables qui avaient eu lieu à l'échelle atlantique, avant la date fixée pour la Conférence au Sommet. Pour de petits pays, qui n'ont pas accès à ces rencontres, n'est-ce pas le meilleur moyen de faire entendre leurs voix ?

Enfin, en ce qui concerne l'Europe, nous devons, a-t-il dit, nous louer de l'accélération du Marché commun, et aussi de la décision de diminuer de 20 p.c. le tarif extérieur. Ceci prouve le caractère ouvert de notre communauté.

L'orateur conclut que *Benelux* a été et doit continuer à être pour l'Europe un exemple, un noyau de cristallisation.

2. Troisième et quatrième rapports communs sur la coopération dans le domaine de l'unification du droit.

M. Orban, rapporteur, commence par taxer les gouvernements d'optimisme excessif lorsqu'ils parlent de matières terminées. Et il cite le cas, par exemple, du traité et de la loi uniforme relatifs au droit international privé.

S'il convient de l'amélioration des méthodes de travail au sein du Conseil, il regrette que ses décisions n'aboutissent pas, dans tous les cas, au résultat escompté.

Puis il traite de trois des points développés dans son rapport.

Il pense qu'il est contre-indiqué de créer une Cour de Justice *Benelux*.

Le meilleur, à son sens et à celui de la Commission, serait de donner la compétence nécessaire à la Cour de Justice de la Communauté européenne, soit à une section restreinte de celle-ci, qui serait composée de magistrats des trois pays.

Het geamendeerd advies werd met algemene stemmen door de bovengenoemde leden aangenomen.

B. Vergadering van 17 juni 1960.

1° Vierde gezamenlijk verslag inzake de samenwerking op het gebied van het buitenlands beleid.

De h. Moreau de Melen heeft om te beginnen zijn voldoening uitgesproken over de verbetering van de werkmethodes; de gezamenlijke verslagen bereiken de Raad tijdig, zij zijn duidelijker en de commissoriale arbeid wordt vergemakkelijkt door de aanwezigheid van de ministers of hun afgevaardigden. Hij dankt de regeringen hiervoor.

Vervolgens behandelde spreker drie problemen, in de eerste plaats dat van de betrekkingen tussen het Oosten en het Westen. De Topconferentie was toen pas mislukt. Hij besloot : laten wij begrip tonen indien er in de toekomst nog dergelijke initiatieven komen, maar ook voorzichtig zijn en de N.A.V.O. onverminderd trouw blijven. Dit was de overgang naar het tweede punt van zijn uiteenzetting.

De h. Moreau de Melen verheugde zich over het voorafgaand overleg voor de Topconferentie dat op het Atlantische vlak gehouden werd. Is het niet het enige middel waarover de kleine landen, die tot die bijeenkomsten niet worden toegelaten, beschikken om hun stem te laten horen ?

Wat ten slotte Europa betreft, was hij van oordeel dat wij ons moeten verheugen over de versnelling van de gemeenschappelijke markt en over de beslissing om het buitentarief met 20 % te verminderen. Daaruit blijkt dat wij geen gesloten gemeenschap willen vormen.

Spreker verklaarde tot besluit dat *Benelux* voor Europa een voorbeeld, een kristalliseringskern is geweest en dit ook moet blijven.

2. Derde en vierde gezamenlijk verslag inzake de samenwerking op het gebied van de eenmaking van het recht.

De h. Orban, verslaggever, beschuldigt de regeringen van overdreven optimisme wanneer zij spreken van afgehandelde onderwerpen. Hij noemt bijvoorbeeld het geval van het verdrag en de eenvormige wet over internationaal privaatrecht.

Al geeft hij toe dat de werkmethodes in de Raad verbeterd zijn, toch betreurt hij het dat zijn beslissingen niet in alle gevallen tot de verwachte uitslag leiden.

Vervolgens behandelt hij drie van de in zijn verslag ontwikkelde punten.

Hij acht het niet wenselijk een hoger *Beneluxhof* in te stellen.

De beste oplossing ware, volgens hem zoals volgens de Commissie, de vereiste bevoegdheid te geven aan het Hof van Europese geschillen, dan wel aan een afdeling van dit Hof welke zou samengesteld zijn uit rechters behorende tot de drie landen.

Au sujet de l'unification du droit, M. Orban regrette que l'on n'ait pu encore obtenir l'accord unanime de nos trois Parlements sur un seul traité international Benelux. Rappelant la suggestion faite par des membres de la Commission de réaliser l'uniformisation, non plus au moyen de lois uniformes, mais grâce à des « lois-types » ce qui écarterait certes des difficultés, il se demande si, en nous engageant dans cette voie, nous ne nous écarterions pas de notre but initial.

Enfin il évoque le problème de la primauté du droit international et invite les parlementaires des trois pays à faire abstraction de leurs préférences personnelles.

Ce débat s'est terminé à une autre séance : le 28 octobre 1960 : les rapports communs sur ce problème ont fait l'objet, d'une recommandation admettant que des projets de « lois-types » peuvent s'avérer nécessaires. Cette recommandation a été adoptée à l'unanimité.

Ont pris part au vote, les sénateurs : Adam, Chot, Crommen, De Grauw, Delpont, Doutrepoint, Moulin, Mullie et Orban.

C. Séance du 28 octobre 1960 (matin).

1. Quatrième rapport commun sur la réalisation et le fonctionnement d'une union économique.

M. Adam, rapporteur de la Commission des Affaires fiscales et douanières, parlant de la politique fiscale, a regretté la lenteur apportée à l'unification des droits d'accises, malgré la convention du 18 février 1950, qui en avait décidé le principe.

Evidemment, dit-il, la taxation d'un produit peut avoir une portée sociale ou économique fort différente d'un pays à l'autre. Exemple : les droits d'accises sur le sucre et sur la bière sont relativement moins importants en Belgique qu'aux Pays-Bas, car en Belgique ces produits constituent un élément essentiel du régime alimentaire.

L'unification des droits d'accises est donc également un problème d'évolution vers des conceptions analogues, en ce qui concerne l'utilisation de certaines denrées.

Il cite également le cas des taxes compensatoires et des taxes générales frappant la consommation et se rallie à l'opinion suivant laquelle « un marché commun s'accommoderait de différences dans le niveau des impôts, pourvu qu'il y ait une certaine harmonisation des structures fiscales ».

« Si on accepte qu'il n'est pas absolument nécessaire de payer les mêmes salaires dans les différents pays membres d'une union économique, l'on doit également admettre qu'une charge fiscale identique ne constitue pas une puissante nécessité ».

Wat de unificatie van het recht betreft, betreurt de h. Orban het dat tot nu toe geen enkel internationaal Benelux-verdrag eensgezind in onze drie parlementen kon aanvaard worden. Hij herinnert aan de suggestie van sommige leden van de Commissie die de uniformisering willen bereiken, niet door middel van uniforme wetten, maar dank zij modelwetten, waardoor wel degelijk moeilijkheden zouden uit de weg worden geruimd, maar hij vraagt zich af of wij door die weg op te gaan niet zouden afwijken van het doel dat wij ons aanvankelijk hadden gesteld.

Ten slotte snijdt hij het vraagstuk aan van de primauté van het internationaal recht en nodigt de parlementsleden van de drie landen uit om van hun persoonlijke voorkeur af te zien.

Dit debat werd besloten tijdens een andere vergadering, nl. die van 28 oktober 1960. De gemeenschappelijke verslagen over dit vraagstuk gaven aanleiding tot een aanbeveling waarin wordt aangenomen dat ontwerpen van modelwetten noodzakelijk kunnen zijn. Deze aanbeveling werd met algemene stemmen aangenomen.

Hebben aan de stemming deelgenomen, de senatoren Adam, Chot, Crommen, De Grauw, Delpont, Doutrepoint, Moulin, Mullie en Orban.

C. Vergadering van 28 oktober 1960 (voormiddag).

1. Vierde gezamenlijk verslag inzake de tot standkoming en de werking van een economische unie.

De h. Adam, verslaggever van de Commissie voor de fiskale aangelegenheden en de douanekwesties, spreekt over het fiscaal beleid en betreurt de traagheid waarmee de eenmaking van de accijsrechten tot stand gebracht wordt ondanks de Conventie van 18 februari 1950, die het beginsel ervan had aanvaard.

Natuurlijk, zo merkt spreker op, kan de belasting van een produkt sociale of economische gevolgen hebben die van land tot land zeer verschillend kunnen zijn. De accijsrechten op suiker en op bier zijn bijvoorbeeld betreffend lager in België dan in Nederland, omdat die produkten in België een hoofdbestanddeel van de voeding zijn.

De eenmaking van de accijsrechten is dus ook een kwestie van evolutie naar soortgelijke opvattingen nopens het gebruik van bepaalde levensmiddelen.

Hij noemt het geval van de compensatiebelastingen en de algemene belastingen op het verbruik en deelt de mening dat « er in een gemeenschappelijke markt geen bezwaar zou behoeven te bestaan tegen verschillen in het belastingsniveau, indien er een zekere harmonisatie of eenmaking van de fiscale structuur was ».

« Indien men aanneemt dat het niet volstrekt noodzakelijk is in de onderscheidene aangesloten landen van een economische unie dezelfde lonen te betalen, dient men ook aan te nemen dat een identieke belasting evenmin onontbeerlijk is ».

Enfin l'orateur se félicite, avec la Commission, de l'harmonisation des techniques budgétaires. Une présentation uniforme des budgets, permettra plus facilement leur comparaison.

M. Moulin regrette tout d'abord la lenteur avec laquelle les administrations répondent aux questions posées au sein de la Commission.

Il voudrait d'autre part que l'on réalise davantage l'harmonisation des réglementations sociales. Sur un point, dit-il, la sécurité du travail, on constate une certaine amélioration, mais c'est tout. Rien n'est fait, en ce qui concerne la durée du travail, ni les salaires, ni le pouvoir d'achat. A cet égard, il souhaiterait pouvoir disposer de statistiques simples et claires permettant de comparer le pouvoir d'achat que représentent les salaires dans les trois pays.

M. Moulin s'étonne de ce que l'on prétende que l'on ne peut comparer les salaires d'un pays à l'autre, sous prétexte qu'il faut évaluer la part payée en nature. Ce n'est pas un obstacle insurmontable, pense-t-il.

L'orateur relève encore les différences existant dans le domaine de la santé publique. Les frais médicaux et pharmaceutiques varient parfois, d'un côté de la frontière à l'autre, d'une façon considérable.

D. Séance du 28 octobre (après-midi).

1. Projet de traité sur la compétence judiciaire, sur la faillite, sur l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques.

M. Orban note que le Ministre de la Justice de Belgique a dû être satisfait de constater que la commission avait fini par se rallier à son point de vue, quant à la nécessité de recourir à un traité double, c'est-à-dire réglant non seulement les questions de l'autorité et de l'exécution des décisions, mais aussi celle de la compétence.

Il exprime ensuite quelque inquiétude au sujet du critère de la nationalité comme base de compétence, lui préférant celui du lieu, où le fait juridique est né, ou du domicile des parties.

Enfin il rompt une lance en faveur de la suppression de l'exequatur qui, à son sens, est une marque de méfiance à l'égard des partenaires.

Conclusion du débat :

Le Conseil a finalement recommandé aux gouvernements de conclure un traité conforme au projet soumis, sous réserve de deux amendements. Le vote a été acquis par 40 voix contre 1.

Les membres du Sénat présents se sont tous prononcés par l'affirmative. Il s'agit de MM. Adam, Chot, Crommen, De Grauw, Delpont, Doutrepont, Moulin, Mullie et Orban.

Spreker verheugt zich tenslotte, samen met de Commissie, over de harmonisatie van de begrotingstechniek. De uniforme uitwerking van de begrotingen zal de vergelijking heel wat vergemakkelijken.

De h. Moulin betreurt in de eerste plaats de traagheid waarmee de administraties de vragen behandelen, die in de Commissie worden gesteld.

Hij zou voorts willen dat de harmonisatie van de sociale vraagstukken verder zou worden doorgedreven. Op een punt, zo zegt hij, namelijk de arbeidsveiligheid, stellen wij een zekere verbetering vast, maar dat is dan ook alles. Inzake arbeidsduur, lonen, koopkracht werd nog niets gedaan. In dit verband zou hij over duidelijke en overzichtelijke statistieken willen beschikken om de koopkracht van de lonen in de drie landen te kunnen vergelijken.

Het verwondert de h. Moulin dat men durft te beweren dat de lonen van de verschillende landen niet kunnen worden vergeleken, omdat men het in natura uitgekeerde loon moet schatten. Hij meent dat dit geen onoverkomelijke hinderpaal is.

Spreker wijst nog op de verschillen die bestaan inzake de volksgezondheid. De kosten voor medische verzorging en artsenij verschillen soms zeer aanzienlijk van het ene land tot het andere.

D. Vergadering van 28 oktober (namiddag).

1. Ontwerp-Verdrag betreffende de rechterlijke bevoegdheid, betreffende het faillissement en betreffende het gezag en de tenuitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten.

De h. Orban stipt aan dat de Belgische Minister van Justitie met voldoening moet hebben vastgesteld dat de Commissie uiteindelijk zijn standpunt is bijgetreden wat betreft de noodzakelijkheid van een dubbel verdrag, dat niet alleen de vraagstukken regelt van het gezag en de tenuitvoerlegging van de beslissingen, maar ook dat van de bevoegdheid.

Hij spreekt vervolgens zijn bezorgdheid uit over het criterium van de nationaliteit als grondslag van de bevoegdheid en verkiest dat van de plaats waar het rechtsfeit is ontstaan of van het domicilie der partijen.

Ten slotte breekt hij een lans voor de opheffing van het exequatur, dat naar zijn oordeel op gebrek aan vertrouwen in de partners wijst.

Besluit van het debat :

De raad heeft ten slotte de regeringen geadviseerd een verdrag te sluiten dat overeenstemt met het behandelde ontwerp, met inachtneming van twee amendementen. De aanbeveling werd met 40 stemmen tegen, 1 stem goedgekeurd.

De aanwezige Senaatsleden hebben allen bevestigend geantwoord. Het betreft de hh. Adam, Chot, Crommen, De Grauw, Delpont, Doutrepont, Moulin, Mullie en Orban.

V. CONFERENCE DES PARLEMENTAIRES DE L'O.T.A.N.

Une session de la conférence s'est tenue à Paris du 21 au 26 novembre 1960.

Y participaient comme membre du Sénat, M^{me} Vandervelde, MM. Pholien, Van Remoortel, le Baron Nothomb et M. Leemans.

Le Baron Nothomb défendit, à la Commission militaire, l'idée de l'extension de l'aire géographique de l'O.T.A.N. à l'Atlantique Sud (Afrique occidentale et Amérique méridionale); et celle du renforcement nécessaire, dans les pays comme le nôtre, des forces nationales de l'intérieur.

D'autre part, à la commission politique, il souligne la nécessité de ne pas nous contenter de résister à la propagande idéologique de l'Est, mais de *faire rayonner dans les pays de l'Est notre idéal de liberté*.

Au nom de la délégation belge, M. V. Leemans a déposé à la commission Economique un rapport traitant de « La Belgique devant les problèmes des pays sous-développés ». A ce sujet, il est intervenu tant auprès de cette commission et de la commission Scientifique, qu'en séance publique, d'une meilleure collaboration en matière d'aide aux pays sous-développés.

Il a notamment signalé que la Belgique envisage sur le plan intérieur la création d'une organisation de coopération internationale, qui s'occuperait de tous les problèmes d'assistance (technique, culturelle, scientifique, économique et financière) en étroite liaison avec les départements ministériels intéressés.

L'aide fournie par notre pays sur le plan multilatéral s'élève à près de deux milliards de francs belges, répartis entre les différentes organisations internationales. La participation de la Belgique au « Fonds d'Assistance Mutuelle en Afrique » et au « Fonds de développement des pays d'outremer » (institué par le Traité du Marché Commun) sera, en 5 ans, de 3 1/2 milliards de francs belges dont 1 1/2 milliard pour le Congo.

M. Leemans a également fait remarquer qu'une action bilatérale s'avère être plus efficace qu'une action multilatérale. La Belgique devra sur ce plan étendre son champs d'action, limité en ordre principal, jusqu'à présent, au Congo. A cet égard il est utile de signaler que notre pays avait mis à la disposition du Congo plus de spécialistes en médecine, agriculture et éducation que l'O.M.S., la F.A.O. et l'Unesco n'en envoient dans toutes les parties du monde.

Beaucoup de résolutions ont été adoptées par la Conférence. Citons, par exemple, celle qui exhorte les parlements intéressés à ratifier dans les plus brefs délais, l'accord portant création de l'O.C.E.D.; celle qui recommande la réunion de citoyens représentatifs de l'O.T.A.N. chargés d'examiner les moyens susceptibles de développer une plus grande coopération et une plus complète unité d'objectifs au sein de la Communauté Atlantique; celle qui, pour la protection notamment des flancs du dispositif défensif, suggère la mise sur

V. CONFERENTIE VAN DE N.A.V.O.-PARLEMENTARIERS.

Van 21 tot 26 november 1960 had te Parijs een zitting van de conferentie plaats.

Namen er als leden van de Senaat aan deel: Mevr. Vandevelde, de hh. Pholien, Van Remoortel, Baron Nothomb en de h. Leemans.

In de Militaire Commissie heeft de h. Nothomb de uitbreiding van het geografisch gebied van de N.A.V.O. tot de Zuidelijke Atlantische Oceaan (West-Afrika en Zuid-Amerika) bepleit, alsmede de noodzakelijkheid om in landen zoals het onze, de nationale binnenlandse strijdkrachten te versterken.

In de politieke Commissie onderstreept hij verder dat het niet volstaat aan de ideologische propaganda van het Oosten het hoofd te bieden; wij moeten daarentegen ons vrijheidsideaal in die landen doen ingang vinden.

In naam van de Belgische delegatie heeft de h. V. Leemans bij de economische commissie een verslag ingediend over « België en de problemen van de onderontwikkelde landen ». In dit verband heeft hij aangedrongen op een betere samenwerking inzake hulp aan de onderontwikkelde landen, zowel bij deze Commissie en de Wetenschappelijke Commissie als in openbare vergadering.

Hij heeft o.m. er op gewezen dat België op het interne vlak de oprichting overweegt van een instelling voor internationale samenwerking, die zou belast zijn met alle hulpverleningsproblemen (technische, culturele, wetenschappelijke, economische en financiële) in nauwe samenwerking met de betrokken ministeriële departementen.

De hulp die ons land op het multilaterale vlak verleent, bedraagt ongeveer 2 miljard Belgische frank, verdeeld over de verschillende internationale instellingen. De Belgische deelneming in het « Fonds voor onderlinge hulpverlening in Afrika » en in het « Ontwikkelingsfonds voor de landen en gebieden overzee » (opgericht bij het Verdrag van de Gemeenschappelijke Markt) zal in 5 jaar 3,5 miljard Belgische frank bedragen, waarvan 1,5 miljard voor Congo.

De h. Leemans merkte nog op dat een bilaterale actie doelmatiger schijnt te zijn dan een multilaterale. België zal in dit opzicht zijn actieterrein, die totnogtoe hoofdzakelijk beperkt bleef tot Congo, dienen uit te breiden. In dit verband is het nuttig er op te wijzen dat ons land meer geneesheren, landbouwkundigen en opvoeders ter beschikking van Congo heeft gesteld, dan de W.O.G., de F.A.O. en de Unesco er naar alle delen van de wereld uitzenden.

De conferentie heeft talrijke resoluties goedgekeurd. Zo b.v. de resolutie, die de betrokken parlementen aanzet om zo spoedig mogelijk het akkoord tot oprichting van de O.E.S.O. te bekrachtigen; die waarin wordt aangestuurd op een vergadering van representatieve staatsburgers van de NAVO, belast met het onderzoek van de middelen, die kunnen bijdragen tot een nauwere samenwerking en een grotere eensgezindheid in het raam van de Atlantische Gemeenschap; die welke o.m. de oprichting voorstelt, ter bescherming

pied d'une force extrêmement mobile et bien armée; celle qui, reconnaissant l'utilité de l'extension de l'aire géographique de l'O.T.A.N., recommande l'intensification de la coopération avec d'autres organisations de défense.

VI. ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS-UNIES.

En Commission des Affaires Etrangères du Sénat, la question a été évoquée du *statut des parlementaires délégués à l'O.N.U.* Le Ministre a rappelé qu'ils représentent la Belgique, mais que lorsqu'ils sont de retour au pays, ils ont le droit d'exprimer des opinions nuancées.

Un Membre a reconnu que les délégués devaient à l'O.N.U., observer une certaine discipline à l'égard du Gouvernement, mais qu'évidemment, sous peine d'aliéner le droit de participer, au Parlement, à un débat sur la politique étrangère, ils gardaient la faculté d'exprimer avec modération leur opinion personnelle.

Un autre a précisé que les parlementaires délégués ne doivent défendre les positions gouvernementales à l'O.N.U., que si elles sont conformes à leurs propres convictions. Si, en conscience, ils estiment ne pouvoir soutenir la thèse du Ministre sur une question déterminée, il est implicitement entendu qu'ils s'abstiendront de siéger et de voter, lorsqu'elle sera discutée en commission ou en assemblée générale.

Mais ils peuvent évidemment tâcher, au sein de la délégation, d'amener le Gouvernement à modifier son opinion.

La présence de parlementaires dans la délégation, pendant la session de l'Assemblée Générale, présente d'ailleurs un grand intérêt, parce qu'ils peuvent constamment rappeler au Représentant Permanent et même au Ministre les réactions de toutes les nuances de l'opinion publique, à laquelle ils participent. D'autre part, l'Assemblée Générale et ses commissions deviennent de plus en plus des assemblées parlementaires et il est bon qu'il existe, sur les bancs de la Belgique à l'O.N.U., des hommes familiarisés avec les méthodes des assemblées délibérantes et habitués à l'atmosphère qui y règne.

M^{me} Ciselet a assisté aux séances plénières de l'Assemblée générale lorsque l'on y débattait les questions relatives au Congo et elle a occupé le siège de la Belgique, à la première Commission, au cours des discussions sur le *désarmement* et sur la *Mauritanie*.

M. Busieau a de même assisté aux séances plénières quand sa présence n'était pas requise à la troisième Commission — questions sociales et humanitaires — où il nous a représentés.

Il est intervenu à cette commission dans la discussion du problème des réfugiés, soulignant tout d'abord l'effort belge au cours de l'année mondiale du réfugié, effort qui a abouti à une souscription nationale privée d'environ 40 millions de francs belges.

van de flanken van onze defensieve inrichting, voor een uiterst beweeglijke en goed bewapende strijdmacht; die welke het nut erkent van de uitbreiding van het geografisch gebied van de N.A.V.O. en een nauwere samenwerking met de andere verdedigingsinstellingen aanbeveelt.

VI. ALGEMENE VERGADERING VAN DE VERENIGDE NATIES.

In de Commissie voor de Buitenlandse Zaken van de Senaat werd de kwestie van het statuut van de bij de O.V.V. afgevaardigde parlementsleden ter sprake gebracht. De Minister herinnerde eraan dat zij België vertegenwoordigen, maar dat zij als zij eenmaal terug in het land zijn, vrij hun mening mogen uiten.

Een lid gaf toe dat de afgevaardigden in de O.V.V. zich aan een zekere discipline dienen te onderwerpen ten aanzien van de Regeing, maar dat zij natuurlijk het recht behouden er een gematigde persoonlijke mening op na te houden, op gevaar af van het recht te verliezen om in het parlement aan een debat over de buitenlandse politiek deel te nemen.

Een ander lid merkte op dat de afgevaardigde parlementsleden in de O.V.V. slechts de regeringsstandpunten moeten verdedigen, wanneer die met hun eigen opvattingen stroken. Indien zij in geweten oordelen, op een bepaald punt de thesis van de Minister niet te kunnen ondersteunen, is impliciet afgesproken, dat zij geen zitting nemen en niet stemmen, wanneer dat punt ter sprake komt in de commissie of de algemene vergadering.

In de delegatie zelf mogen zij natuurlijk pogen de Regering over te halen om haar standpunt te wijzigen.

De aanwezigheid van parlementsleden in de delegatie tijdens de zitting van de Algemene Vergadering, biedt overigens een groot voordeel, omdat zij de Vaste Vertegenwoordiger en zelfs de Minister steeds kunnen herinneren aan de reacties van alle strekkingen in de openbare opinie, waaraan zij deelnemen. De Algemene Vergadering en haar commissies worden hoe langer hoe meer parlementaire vergaderingen en het is goed dat op de Belgische banken van de O.V.V. mensen plaats nemen, die vertrouwd zijn met de methoden van de beraadslagende vergaderingen en met de atmosfeer die er heerst.

Mevr. Ciselet woonde de openbare vergaderingen van de Algemene Vergadering bij, waarin de Congolese vraagstukken werden besproken en heeft België in de Eerste Commissie vertegenwoordigd bij besprekingen over de *ontwapening* en *Mauretanië*.

De h. Busieau heeft eveneens de openbare vergaderingen bijgewoond, als hij niet aanwezig behoefde te zijn in de Derde Commissie — sociale en humanitaire aangelegenheden — waarin hij ons heeft vertegenwoordigd.

In deze commissie heeft hij deelgenomen aan de besprekingen over het vluchtelingenprobleem. Hij heeft allereerst gewezen op de Belgische actie tijdens het Wereldvluchtelingenjaar, met een private nationale geldinzameling die ongeveer 40 miljoen Belgische frank heeft opgeleverd.

Il a ensuite rappelé qu'il ne suffisait pas d'aider matériellement ces malheureux, mais qu'il était plus important encore de rendre une signification à leur vie, en les intégrant dans les milieux sociaux, où ils se trouvent, et en leur donnant du travail.

Enfin à propos d'un projet de résolution ou d'amendement de la Tunisie et du Maroc, demandant que les réfugiés algériens accueillis dans ces deux pays soient placés sous la compétence du Haut Commissaire aux Réfugiés, il a fait appel à la France pour qu'elle ne s'y oppose pas. La délégation française au lieu de voter contre, s'est alors abstenue.

D'autre part M. Busieau a pris la parole dans la discussion du rapport du Conseil Economique et Social, pour combattre d'abord une demande tchécoslovaque tendant à condamner l'Allemagne occidentale pour des actes, où d'aucuns voient une renaissance du racisme; il a déclaré qu'il ne pouvait être question de condamner un absent. Son point de vue a triomphé.

Enfin examinant le projet de résolution qui affirmait la nécessité d'une formation technique accélérée pour les pays en voie de développement, il a fait remarquer qu'une large formation générale était aussi indispensable pour rendre les jeunes gens aptes à s'adapter à l'évolution de la technique.

M. Moreau de Melen a eu l'occasion, le 3 octobre de participer à la discussion générale en séance plénière. Le président Nehru ayant vivement critiqué la Belgique, qui aurait, à son sens, laissé le Congo dans un état « arriéré et terriblement pauvre », tout en ayant extrait des richesses immenses, il a demandé à pouvoir user du droit de réponse, estimant, a-t-il dit, que ces critiques étaient particulièrement graves à raison de la personnalité de celui qui les énonçait et qu'il considérait comme un homme épris de justice.

Il a notamment comparé le revenu par tête d'habitant et le pourcentage de scolarité dans l'ancien Congo belge et en Inde. Chaque fois la confrontation des chiffres était en faveur de notre ancienne colonie. Il a tenu en même temps à déclarer qu'il ne sous-estimait pas les difficultés considérables auxquelles se heurtait le gouvernement de l'Inde, à raison de sa population très prolifique. Mais il a conclu que si le Congo supportait avantageusement la comparaison avec une nation de vieille et haute civilisation, comme le pays des Vedas, c'est que les choses n'allaient pas si mal dans notre ancienne colonie.

L'orateur a également rappelé la séparation des patrimoines, des monnaies, des réserves d'or qui existaient entre la Belgique et le Congo et aussi l'obligation que nous avions imposée aux sociétés minières concessionnaires de donner aux pouvoirs publics congolais une partie importante des actions qu'elles émettaient. Celles-ci forment aujourd'hui un riche portefeuille qui est la propriété de la République du Congo. Enfin il a précisé les investissements publics importants faits par la Belgique dans ce territoire.

Hij heeft er vervolgens aan herinnerd dat het niet voldoende is deze ongelukkigen materieel te helpen, maar dat het van nog groter belang is, opnieuw zin te geven aan hun bestaan, door hen te integreren in het sociale milieu waarin zij zich bevinden en door hun werk te verschaffen.

In verband met een ontwerp-resolutie of amendement van Tunesië en Marokko waarin gevraagd werd om de Algerijnse vluchtelingen die in deze beide landen opgenomen waren, onder de bevoegdheid van de Hoge Commissaris voor de Vluchtelingen te plaatsen, deed hij ten slotte een beroep op Frankrijk om zich niet te verzetten. In plaats van tegen te stemmen heeft de Franse delegatie zich dan onthouden.

Verder heeft de h. Busieau het woord genomen in de bespreking over het verslag van de Economische en Sociale Raad; hierbij bestreed hij allereerst een Tsjechoslovaaks verzoek, om West-Duitsland te veroordelen wegens daden, waarin sommigen een herleving van het racisme zien. Hij verklaarde dat van veroordeling van een afwezige geen sprake kon zijn. Zijn standpunt heeft gezegevierd.

Bij de behandeling van de ontwerp-resolutie, waarin werd gewezen op de noodzakelijkheid van een versnelde technische opleiding voor de in ontwikkeling zijnde landen, heeft hij de opmerking gemaakt, dat de jongeren ook een ruime algemene vorming nodig hebben om zich te kunnen aanpassen aan de ontwikkeling van de techniek.

De h. Moreau de Melen had op 3 oktober de gelegenheid om aan de algemene bespreking in de voltallige vergadering deel te nemen. Nadat president Nehru scherpe kritiek had uitgeoefend op België, omdat het, naar zijn oordeel, Congo in een achterlijke en vreselijk verarmde toestand had gelaten, maar er inmiddels ontzaglijke rijkdommen uit had gehaald, vroeg hij om van het recht van antwoord gebruik te mogen maken want, zo zei hij, deze beschuldiging viel hem bijzonder zwaar, omdat zij was uitgesproken door een zo hoog geplaatste persoon die hij beschouwde als iemand die de gerechtigheid liefheeft.

Hij heeft o.m. het inkomen per inwoner en het percentage van de schoolgaande jeugd in Belgisch Congo en in Indië vergeleken. Telkens viel de vergelijking in het voordeel van onze gewezen kolonie uit. Hij wilde er echter gaarne aan toevoegen dat hij de grote moeilijkheden niet onderschatte, waarmee de regering van Indië af te rekenen had wegens de zeer snelle bevolkingsaanwas. Maar, besloot hij, het feit dat Congo zeer goed de vergelijking kan doorstaan met een land als dat van de Vedas, met zijn oude en grote beschaving, toont aan dat de toestand in onze gewezen kolonie niet zo slecht was.

Spreker heeft er verder op gewezen dat de vermogens, de valuta en de goudreserves tussen België en Congo gescheiden werden en dat wij de concessiehoudende maatschappijen verplicht hebben, een belangrijk deel van hun aandelen aan de Congolese autoriteiten af te staan. Deze vormen thans een rijk portefeuille die eigendom is van de republiek Congo. Ten slotte maakte hij gewag van de belangrijkste Belgische openbare investeringen in Congo.

L'orateur qui succédait à la tribune à M. Kadar, en a profité pour réfuter une fois de plus les allégations d'agression belge et a invité ceux qui sont soucieux d'objectivité à juger sur des faits réels et à ne pas écouter les gens qui excitent systématiquement la haine raciale.

M. Moreau de Melen a siégé à la Commission politique spéciale, lorsque furent discutés la question du Tyrol du Sud, l'augmentation du nombre des sièges de l'Ecosoc et du Conseil de Sécurité, et enfin le problème des Réfugiés de Palestine. Il a pris la parole au cours des deux premiers débats.

A la fin du premier, il s'est félicité de ce que l'Autriche et l'Italie aient accepté toutes deux un projet de résolution conforme aux normes du droit. Ce projet fut adopté à l'unanimité tant en Commission qu'en séance plénière.

Quant à l'augmentation du nombre de sièges des Conseils, il en a, après d'autres orateurs, souligné la nécessité, une nouvelle répartition des sièges actuels se heurtant à de nombreuses difficultés. Examinant l'objection présentée par l'U.R.S.S., qui annonçait qu'elle ne ratifierait pas les amendements à raison de l'absence de la Chine communiste parmi les membres permanents du Conseil de Sécurité, il a fait observer qu'à supposer que Péking vienne à être représentée, il lui importerait peu qu'il y eût p. ex. 18 ou 24 membres à l'Ecosoc.

D'ailleurs, a-t-il rappelé, il y a eu depuis 1948 pas mal de décisions prises par l'Assemblée, qui nécessitaient l'accord des membres permanents du Conseil de Sécurité; et malgré l'absence de la Chine communiste, l'U.R.S.S. les a votées, par exemple, la désignation du Secrétaire Général actuel. Pourquoi la Chine de Péking accepterait-elle plus cette désignation que l'augmentation du nombre des membres de l'Ecosoc, surtout depuis que les pays communistes attaquent violemment ce fonctionnaire ?

Un projet de résolution avait été déposé par des pays latino-américains et africains, quand, à la demande de certains membres du groupe afro-asiatique, la discussion fut ajournée.

Les trois Sénateurs membres de la délégation ont évidemment pris part, pendant leur séjour à New York, à toutes les réunions de délégations où tous les problèmes internationaux étaient étudiés.

Spreker, die het woord had genomen na de h. Kadar, maakte van de gelegenheid gebruik om andermaal de bewering van een Belgische agressie te weerleggen en verzocht de personen met zin voor objectiviteit hun oordeel alleen te gronden op werkelijke feiten en geen gehoor te geven aan degenen die systematisch de ras-senhaat aanwakkeren.

De h. Moreau de Melen heeft zitting gehad in de bijzondere politieke commissie, toen gehandeld werd over de kwestie Zuid-Tirol, de uitbreiding van het aantal zetels van de Economische en Sociale Raad (Ecosoc) en van de Veiligheidsraad en tenslotte over het probleem van de vluchtelingen uit Palestina.

Hij heeft het woord genomen tijdens de eerste twee debatten. Aan het slot van het eerste heeft hij er zich over verheugd dat Oostenrijk en Italië beide een ontwerp-resolutie hadden aanvaard die in overeenstemming is met de rechtsnormen. Dit ontwerp werd met algemene stemmen aangenomen, zowel in de Commissie als in openbare vergadering.

Wat betreft de raden, heeft hij, na verscheidene andere sprekers, de noodzakelijkheid onderstreept het aantal zetels te verhogen, daar een nieuwe verdeling van de huidige zetels op tal van moeilijkheden stuit. In verband met de houding van de U.S.S.R. die had aangekondigd dat zij de amendementen niet zou bekrachtigen, omdat communistisch China niet behoort tot de vaste leden van de Veiligheidsraad, merkte hij op dat, indien Peking wel vertegenwoordigd zou zijn, zij er weinig om zou geven dat er bijvoorbeeld 18 of 24 leden in de Ecosoc zouden zijn.

Hij herinnerde eraan dat sinds 1948 door de Assemblée heel wat beslissingen werden genomen waarvoor de instemming van de vaste leden van de Veiligheidsraad vereist was; en ondanks de afwezigheid van communistisch China, heeft de U.S.S.R. ze aangenomen, o.m. de benoeming van de huidige secretaris-generaal. Waarom zou China deze benoeming gemakkelijker aanvaarden dan de verhoging van het aantal leden van de Ecosoc, vooral nu de communistische landen deze ambtenaar heftig aanvallen ?

Een ontwerp-resolutie was door de Latijns-Amerikaanse en de Afrikaanse landen ingediend, toen op verzoek van sommige leden van de Afro-Aziatische groep de bespreking werd uitgesteld.

De drie senatoren die deel uitmaakten van de delegatie hebben tijdens hun verblijf te New York natuurlijk deelgenomen aan alle vergaderingen van de delegaties waar alle internationale problemen werden bestudeerd.

Votes relatifs au budget et au rapport.

Le budget a été adopté par 9 voix contre une.

La Commission a approuvé le présent rapport à l'unanimité.

Le Rapporteur,
H. MOREAU de MELEN.

Le Président,
Paul STRUYE.

Stemmingen over de begroting en het verslag.

De begroting is met 9 stemmen tegen 1 stem aangenomen.

De Commissie heeft dit verslag met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
H. MOREAU DE MELEN.

De Voorzitter,
Paul STRUYE.